

Fév. 2020
N°58

COLLECTION

Les études du Crif

LE SIONISME COMME REALITÉ HISTORIQUE ET COMME FANTASME, OU LA RÉINVENTION DE LA JUDÉOPHOBIE

Comprendre le sionisme :
Aperçu historique et politique

Suivi de

L'antisionisme :
Origines, composantes,
fonctionnements

Crif

Georges-Elia SARFATI
Pierre-André TAGUIEFF

LE SIONISME COMME
REALITÉ HISTORIQUE
ET COMME FANTASME,
OU LA RÉINVENTION
DE LA JUDÉOPHOBIE

Pierre-André Taguieff
Néo-pacifisme, nouvelle
judéophobie et mythe du complot
N°1 > Juillet 2003 • 36 pages

Marc Knobel
La capipo : une association
pro-palestinienne très engagée ?
N° 2 > Septembre 2003
• 36 pages

Père Patrick Desbois et Levana Frenk
Opération 1005. Des techniques
et des hommes au service de
l'effacement des traces de la Shoah
N° 3 > Décembre 2003
• 44 pages

Joël Kotek
La Belgique et ses juifs : de
l'antijuïdaïsme comme code culturel
à l'antisionisme comme religion
civique
N° 4 > Juin 2004 • 44 pages

Jean-Yves Camus
Le Front national :
état des forces en perspective
N° 5 > Novembre 2004
• 36 pages

Georges Bensoussan
Sionismes : Passions d'Europe
N° 6 > Décembre 2004
• 40 pages

Monseigneur Jean-Marie Lustiger
Monseigneur Jean-Pierre Ricard
Monseigneur Philippe Barbarin
L'église et l'antisémitisme
N° 7 > Décembre 2004
• 24 pages

Ilan Greilsammer
Les négociations de paix
israélo-palestiniennes : de Camp
David au retrait de Gaza
N° 8 > Mai 2005
• 44 pages

Didier Lapeyronnie
La demande d'antisémitisme :
antisémitisme, racisme et exclusion
sociale
N° 9 > Septembre 2005
• 44 pages

Gilles Bernheim
Des mots sur l'innommable...
Réflexions sur la Shoah
N°10 > Mars 2006 • 36 pages

André Grjebine et Florence Taubmann
Les fondements religieux et
symboliques de l'antisémitisme
N°11 > Mars 2007 • 36 pages

Iannis Roder
L'école, témoin de toutes les
fractures
N°12 > Novembre 2006
• 44 pages

Laurent Duguet
La haine raciste et antisémite tisse
sa toile en toute quiétude sur le Net
N°13 > Novembre 2007
• 32 pages

Dov Maimon, Franck Bonnetaeu & Dina Lahoulou
Les détours du rapprochement
Judéo-Arabe et Judéo-Musulman
à travers le Monde
N°14 > Mai 2008 • 52 pages

Raphaël Draï
Les Avenir du Peuple Juif
N°15 > Mars 2009 • 44 pages

Gaston Kelman
Juifs et Noirs dans l'histoire récente
Convergences et dissonances
N°16 > Mai 2009 • 40 pages

Jean-Philippe Moinet
Interculturalité et Citoyenneté :
ambiguïtés et devoirs d'initiatives
N°17 > Février 2010
• 28 pages

Françoise S. Ouzan
Manifestations et mutations du
sentiment Anti-juif aux États-Unis :
Entre mythes et représentations
N°18 > Décembre 2010
• 60 pages

Michaël Ghnassia
Le Boycott d'Israël :
Que dit le droit ?
N°19 > Janvier 2011
• 32 pages

Pierre-André Taguieff
Aux origines du slogan « Sionistes,
assassins ! » Le mythe du
« meurtre rituel »
et le stéréotype du Juif sanguinaire
N°20 > Mars 2011
• 66 pages

Dr Richard Rossin
Soudan, Darfour ; les scandales...
N°21 > Novembre 2011
• 32 pages

Gérard Fellous
ONU, la diplomatie
multilatérale : entre gesticulation
et compromis feutrés...
N°22 > Janvier 2012
• 52 pages

Michaël de Saint Cheron
Les écrivains français du XX^e siècle
et le destin juif...
N°23 > Juin 2012
• 56 pages

Eric Keslassy et Yonathan Arfi
Un regard juif sur la
discrimination positive
N°24 > mai 2013
• 64 pages

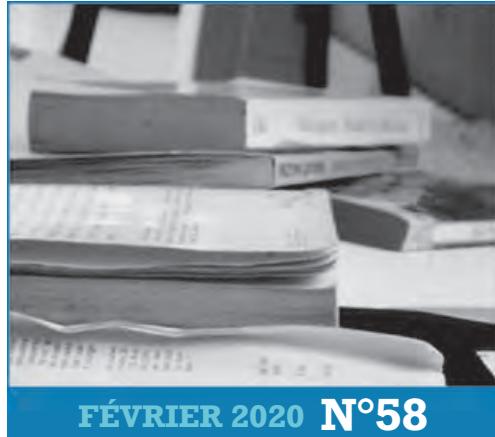
Michel Goldberg & Georges-Elia Sarfati
Une pièce de théâtre antisémite
à la Rochelle
N°25 > octobre 2013
• 60 pages

Mireille Hadas-Lebel
Le Peuple Juif et l'Etat d'Israël
ont-ils été inventés ?
N°26 > novembre 2013
• 16 pages

Georges-Elia Sarfati
Lorsque l'Union Européenne nous
éclaire sur sa « face sombre » :
quelques enjeux du projet de
Loi-cadre contre la circoncision
assimilée à une mutilation sexuelle.
N°27 > décembre 2013
• 40 pages

70 ans du Crif
1944-2014 : Recueil de textes
Hors-série > janvier 2014
• 116 pages

Suite en page 132



FÉVRIER 2020 N°58

LE SIONISME COMME REALITÉ HISTORIQUE ET COMME FANTASME, OU LA RÉINVENTION DE LA JUDÉOPHOBIE

Comprendre le sionisme :
Aperçu historique et politique

Suivi de

L'antisionisme :
Origines, composantes, fonctionnements

Georges-Elia SARFATI
Pierre-André TAGUIEFF

Crif

Les textes publiés dans la collection des *Études du Crif*
n'engagent pas la responsabilité du CRIF.

La rédaction n'est pas responsable des documents adressés.

PRÉFACE

De Francis Kalifat, *Président du Crif*

Le 16 juillet 2017, lors de la cérémonie marquant le 75^e anniversaire de la rafle du Vélodrome d'hiver, le président de la République a déclaré qu'il ne céderait « rien aux messages de haine (...) à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme ». « Ce sont toutes ces haines qui se fondent sur ce que l'on est, sur d'où l'on vient, sur ce que l'on croit que nous devons combattre ».

Le 20 février 2019, au dîner annuel du CRIF, Emmanuel Macron a qualifié l'antisionisme comme l'une des formes modernes de l'antisémitisme : « Je l'ai dit lors du 75^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, l'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme. C'est pourquoi je confirme que la France, qui comme vous l'avez rappelé l'a endossée en décembre avec ses partenaires européens, mettra en œuvre la définition de l'antisémitisme adoptée par l'Alliance internationale pour la mémoire de la Shoah. Il ne s'agit pas de modifier le code pénal, encore moins d'empêcher ceux qui veulent critiquer la politique israélienne de le faire. Ni de revenir sur des sujets que nous connaissons et qui sont ceux de la politique internationale et sur ce sujet

la position française est connue et l'année dernière nous en avions débattu. Il s'agit de préciser et raffermir les pratiques de nos forces de l'ordre, de nos magistrats, de nos enseignants, de leur permettre de mieux lutter contre ceux qui cachent derrière le rejet d'Israël la négation même de l'existence d'Israël. La haine des Juifs la plus primaire ».

Répondant à la demande du président de la République, le groupe Trans partisans d'étude sur l'antisémitisme de l'Assemblée Nationale, présidé par le député LREM Sylvain Maillard, avait déposé une proposition de résolution dans ce sens. Le 3 décembre 2019, la proposition de résolution visant à lutter contre l'antisémitisme sous toutes ses formes, en adoptant la définition de l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l holocauste), a été votée par l'Assemblée nationale.

Au quotidien, l'antisémitisme se développe de façon inquiétante. Il y a une libération de la parole et de la haine anti-juive dans notre pays. Cimetières profanés, portrait de Simone Veil balafré de croix gammées, arbre planté à la mémoire d'Ilan Halimi arraché, tags tout droit sortis des poubelles de l'histoire, écrits en allemand, sur la vi-

trine d'un restaurant à Paris ; insultes antisémites contre le philosophe Alain Finkielkraut, par des gilets jaunes à Paris. Déjà en 2014 nous avions entendu lors de manifestations des cris de « Mort à Israël » scandés. Les « Mort aux juifs ! » sont devenus le seul dénominateur commun entre des extrêmes qui veulent seulement et simplement en découdre avec les Juifs. C'est ainsi que prospèrent et se développent insultes, intimidations, violences physiques, tags et profanations, survivance de présupposés moyenâgeux. Nous voyons aussi se développer un antisémitisme effrayant qui se propage sur les réseaux sociaux et sur l'Internet. Les gens les plus décidés et les plus motivés à mener la guerre contre les juifs se retrouvent entre eux et s'autoalimentent. Ce qui compte pour eux, c'est leur détermination à faire de l'antisémitisme une courroie de mobilisation. Nous voyons aussi les dérives à l'extrême gauche ou à l'extrême droite, les menaces incessantes proférées par des islamistes, dont certains en viennent à assassiner des enfants et des femmes, parce que Juifs.

Sous nos yeux s'exprime et prospère dans notre pays sous des formes diverses un antisémitisme totalement décomplexé et libéré, il avance masqué derrière l'antisionisme, exprimant la haine des juifs à travers la diabolisation et la haine de l'Etat d'Israël.

Il révèle des indignations sélectives

et obsessionnelles. Elles se fixent sur le seul Etat Juif, voué par ses détracteurs et ses ennemis à la disparition, à l'anéantissement complet. Des individus, des mouvements, des groupes, sont animés par un sentiment d'hostilité à Israël plus ou moins diffus. Ils veulent faire d'Israël, la cause de tous les maux nationaux et internationaux. Ils reprennent à leur compte la plupart des accusations stéréotypées contre les Juifs en les projetant sur Israël. L'antisionisme qui se révèle alors stigmatise un peuple entier, dans un opprobre général, refusant aux Juifs, un Etat, concentrant leur haine sur ce seul Etat et lui infligeant un traitement à part, visant ainsi les Juifs à travers Israël. Vladimir Jankélévitch disait à juste titre : « L'antisionisme est une incroyable aubaine car il nous donne la permission, et même le droit, et même le devoir d'être antisémite au nom de la démocratie ! L'antisionisme est l'antisémitisme justifié, mis enfin à la portée de tous. Il est permission d'être démocratiquement antisémite ».

Pour mener une lutte effective contre ce nouvel antisémitisme, les déclarations n'ont de valeur que si elles se traduisent par des actes. On ne peut dans ce domaine se payer de mots. La compassion et la solidarité exprimées après chaque attaque contre des Français juifs ne peuvent plus être une réponse suffisante, il faut aussi mettre en perspective historique, le sionisme et en à rappeler la genèse.

Dans le contexte actuel, où l'antisémitisme et son avatar l'antisionisme ne connaissent aucune limite, il nous paraît de la plus grande nécessité de comprendre et analyser les formes passées et présentes de l'antisémitisme.

Pour ce faire, dans le numéro 58 de la collection des Etudes du Crif, nous publions deux textes distincts et admirables. Mais, comme il y a un continuum entre les deux thèmes abordés que sont d'une part l'histoire du sionisme jusqu'en 1948 et d'autre part, l'antisionisme ainsi que la haine d'Israël, nous les réunissons en un seul et unique volume.

Nous avons confié à Georges-Elia Sarfati, Professeur des universités, directeur de l'Ecole française d'analyse existentielle et de logothérapie, la rédaction du premier texte : « Comprendre le sionisme. Aperçu historique et politique ». L'auteur en retrace la pensée, les évènements, les combats, ceux d'une reconquête de l'histoire juive car le sionisme réinscrit les Juifs dans l'histoire. Mais, Georges-Elia Sarfati explique aussi que la perception majoritaire du sionisme est marquée par l'incompréhension, le contre-sens, le préjugé, au pis par l'idée que ce terme désigne une idéologie criminelle. Cette prédisposition de l'opinion est caractéristique de notre époque, l'ignorance aussi bien que les effets de la désinformation entrent pour beaucoup dans cet état de fait.

Dans le second texte intitulé « l'antisionisme : origines, composantes, fonctionnements », Pierre-André Taguieff, Philosophe, politiste et historien des idées, directeur de recherche au CNRS explique que ce qui caractérise aujourd'hui l'antisionisme radical, c'est le fait qu'il a été islamisé. L'État juif, visé au premier chef par le djihad, est voué à la destruction. La haine des Juifs a trouvé sa nouvelle cible et l'israélicide est au programme. Projet d'éradication de l'État d'Israël, l'antisionisme radical représente la plus récente forme historique prise par la haine des Juifs, qu'on l'appelle judéophobie ou antisémitisme. Selon Pierre-André Taguieff, cet appel à l'éradication forme le cœur du programme de l'antisionisme radical. Ce mode de stigmatisation et de discrimination conduit à la diabolisation de l'État d'Israël et implique une claire intention génocidaire. L'État d'Israël est critiqué et condamné non pas pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il est : c'est la définition même du racisme.

Mieux comprendre le sionisme pour mieux combattre l'antisionisme, cette forme réinventée de l'antisémitisme, voilà l'objet de ce numéro double des Etudes du CRIF. La qualité de ses auteurs, l'importance et l'actualité du sujet traité font de ces textes un volume de référence.

Première partie

COMPRENDRE LE SIONISME

APERÇU HISTORIQUE ET POLITIQUE

UNE ÉTUDE DE

GEORGES-ELIA SARFATI

Professeur des universités,

Directeur de l'Ecole française d'analyse existentielle et de logothérapie

BIOGRAPHIE



Georges-Elia Sarfati

Georges-Elia Sarfati (né en 1957), linguiste, philosophe, psychanalyste existential, traducteur, poète. Professeur des universités (Linguistique française).

Directeur de l'Ecole française d'analyse et de thérapie existentielles (Logothérapie) V. Frankl (Efrate).

Co-fondateur du Réseau de Recherche et d'étude des discours institutionnels et politiques (R2Dip).

Professeur d'études bibliques et de pensée juive à l'Institut Elie Wiesel (Paris), à l'Université européenne des études juives (Uneej), au Collège des Bernardins (Paris). Docteur en études hébraïques et juives de l'université de Strasbourg.

SOMMAIRE

Première partie

| | | |
|------------------------|--|----|
| BIOGRAPHIE / | 08 | |
| INTRODUCTION / | 10 | |
| CHAPITRE 1 / | LE THÈME DU RETOUR À SION ET LA PRÉSENCE JUIVE EN TERRE D'ISRAËL DEPUIS LA FIN DE LA JUDÉE SOUVERAINE EN 135 EC | 11 |
| CHAPITRE 2 / | LA SITUATION DE LA TERRE D'ISRAËL ENTRE LE 1 ^{ER} SIÈCLE ET LE 19 ^E SIÈCLE D'APRÈS LES TÉMOIGNAGES DES ÉCRIVAINS VOYAGEURS | 15 |
| CHAPITRE 3 / | L'ÉMERGENCE DU SIONISME ET LES MUTATIONS DE L'ANTISÉMITISME | 17 |
| CHAPITRE 4 / | LA FORMATION DU SIONISME RÉEL | 24 |
| | Le sionisme pratique : Léon Pinsker et les Amants de Sion | 24 |
| | 1) Le contexte général | 24 |
| | 2) L'idée sioniste : Nathan Birnbaum | 26 |
| | 3) Le sionisme culturel : Ahad Ha'am | 27 |
| | Le sionisme politique | 29 |
| | 1) T. Herzl, les institutions du Mouvement sioniste | 29 |
| CHAPITRE 5 / | DE LA DÉCLARATION BALFOUR AU MANDAT BRITANNIQUE SUR LA PALESTINE (1917-1947) | 36 |
| | Le mouvement sioniste et le monde arabe | 47 |
| | Le sionisme face à l'antisémitisme hitlérien | 49 |
| CHAPITRE 6 / | LES DIFFÉRENTES FAMILLES DE PENSÉE DU SIONISME | 51 |
| | Le sionisme socialiste | 51 |
| | Le sionisme traditionnaliste | 55 |
| | Le sionisme intégral | 57 |
| CHAPITRE 7 / | ENVOI | 58 |
| BIBLIOGRAPHIE / | | 61 |

INTRODUCTION

Le sionisme est mal compris ; il est décrié, avili, le plus souvent dans un contexte des plus polémiques, où les passions l'emportent sur la connaissance et la conscience historiques. La seule évocation du sionisme suffit à susciter des réactions pavloviennes. Le sionisme n'est pas compris : il est ou bien méconnu, ou bien ignoré. Ces deux versions d'une égale indifférence fait le lit du "on dit", de la pseudo-évidence, bientôt du préjugé. La connaissance du sionisme ne fait pas encore partie de la culture générale. Ou seulement d'une certaine culture, qui le criminalise à souhait. Mais est-ce encore de la culture ? L'adjectif qui en dérive ("sioniste") résonne depuis plusieurs décennies comme une invective. Le sionisme est criminalisé. A bien considérer les choses, le sionisme se laisse seulement définir comme le mouvement d'indépendance nationale du peuple juif. Il n'a pas d'autre essence que celle-ci. Le sionisme est une réplique organisée à la judéophobie qui se mêle, sur la longue durée, à l'histoire

de la présence juive parmi les nations. Depuis ses débuts, le mouvement sioniste se régla sur le principe d'autodétermination, selon lequel le peuple juif ne devait plus être objet de l'histoire – mais qu'il devait devenir le sujet de sa propre histoire. L'auteur de cette étude n'a pas la naïveté de croire qu'il est possible par un seul écrit de faire taire la déraison, moins encore en un temps d'émergence d'un nouvel antisémitisme qui se pare du masque factice de l'antisionisme. Cette étude poursuit un objectif : rappeler dans quels contextes sociaux, mais aussi géopolitiques, le sionisme a vu le jour, à partir de quelles situations concrètes il s'est développé, et à travers quels événements il s'est finalement affirmé, après deux millénaires de persécutions, de déni de droit, de dégradation des Juifs et de méconnaissance du judaïsme. Léon Poliakov – le grand historien de l'antisémitisme, disait que "nul n'aura raison de la judéophobie avec des arguments". Mais il précisait aussi : "il n'est jamais tout à fait vain d'essayer".

LE THÈME DU RETOUR À SION ET LA PRÉSENCE JUIVE EN TERRE D'ISRAËL DEPUIS LA FIN DE LA JUDÉE SOUVERAINE EN 135 EC

Pour qui connaît un tant soit peu l'histoire¹, le nom de Palestine martèle l'effacement du nom de la Judée. Depuis le début de l'ère commune, l'histoire de cet effacement se confond avec l'écriture dominante de l'histoire. Ne dit-on pas généralement que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire ?

Lors du saccage, du pillage et de l'incendie du deuxième Temple de Jérusalem (70 EC), Titus transforma ce qui restait du Temple en lieu de culte dédié à Jupiter, et rebaptisa *Aelia Capitolina*, la capitale des Rois de Judée.

Lorsqu'après plusieurs années de guerre, en 135 EC, les Romains écrasèrent le soulèvement militaire des Juifs, l'empereur Hadrien ordonna que Jérusalem soit passé par des herses pour signifier son triomphe. Par ce geste il mettait fin à la "guerre des Juifs contre les Romains", selon le titre que l'historien F. Joseph a donné à ses chroniques. Les historiens estiment à un million de morts parmi la population de la Judée, le nombre de victimes que fit le massacre des vaincus. Ce chiffre représente pour l'époque l'équivalent de ce que représente à la nôtre l'impact de la Shoah. Cette tentative d'extermination alla de pair avec une décision symbolique.

Hadrien paracheva l'œuvre de substitution destructrice et infâmante débutée avec Titus, en rebaptisant la Judée du nom de Palestine (*Palestina*). Il peut être utile d'éclairer la signification de ce geste symbolique. Comme le savent sans doute les lecteurs pour lesquels la Bible n'est pas seulement un recueil de pensées pieuses, la Palestine désigne dans la haute antiquité, le pays des Philistins². Ces derniers furent les ennemis jurés des Hébreux, leur irrédentisme se confond avec les premiers siècles de l'histoire antique d'Israël. Il est aisément de comprendre la portée de cette dénomination : en donnant à la Judée le nom de Palestine, - nom du pays des ennemis d'Israël- Hadrien réalisait par procuration le dessein d'anéantissement de la Judée que les Philistins avait poursuivi tout au long des 11-8^e siècles (av EC). Ce sont là des choses qui s'enseignent peu, ou qui ne s'enseignent pas. Mais il faut garder à l'esprit la connotation de violence et de haine des Juifs/Juives que fait résonner jusqu'à nos jours le nom de Palestine. Il faut être culturellement déraciné, ou fanatiquement converti pour ignorer ce fait.

Les idées reçues souffrent difficilement le démenti que leur inflige la connaissance exacte des faits : « Une croyance solidement enracinée veut que toute forme de présence juive en Terre d'Israël ait disparu

avec la destruction du Second Temple de Jérusalem en l'an 70 de l'ère chrétienne pour ne reparaître que 18 siècles plus tard. Ce mythe connaît actuellement une singulière fortune »³. Le fait est qu'en dépit de la perte de leur souveraineté, la présence juive demeure persistance, sous la forme de ce que les historiens appellent « le vieux *yichouv* »⁴. Au moment de l'occupation romaine de la Judée, le maître pharisien Yohanan Ben Zaccâï obtient de Vespasien l'autorisation de former une académie à Yavné. Cette initiative, selon les enseignements conservés depuis des générations, a permis le sauvetage spirituel de la culture hébraïque. Chez les descendants des Hébreux, plus de dix siècles de culture prophétique ont implanté une notion de la justice, un sens de l'universel ainsi qu'un sentiment national presque indéracinables. Y. Ben Zaccâï reconstruit dans le même temps un tribunal rabbinique (*Sanhédrin*), apte à adapter la loi juive aux nouvelles circonstances⁵. Le président de cette assemblée de sages et de décisionnaires (le *nassi*), aura un statut représentatif auprès des Romains. Le soulèvement militaire contre Rome persiste plusieurs décennies, jusqu'à la chute de la forteresse de Massada. Entre temps, le cœur de la vie juive s'est déplacé en Galilée, au nord de la Judée, et c'est dans ce contexte que les disciples des sages du 1^{er} siècle de l'ère commune, tandis que se développe le christianisme, mettent par écrit la loi orale. C'est une révolution dans le mode de transmission des enseignements jusqu'alors véhiculés de maîtres à disciples, qui donne lieu à la compilation

du *Talmud de Jérusalem*, dont la rédaction est achevée vers le 4^e siècle⁶. L'empire Byzantin, qui règne alors, sera à son tour évincé par l'Islam conquérant. En 632, les Arabes acquis à l'Islam conquièrent la "Palestine", qui fera partie intégrante de l'empire arabe à partir de 640. Les Juifs sont spoliés par les nouveaux occupants. Au 10^e siècle, le géographe Al Maqdisi (945-1000), natif de Jérusalem, contemporain de la dynastie fatimide, auteur d'une description de l'empire musulman : *Ahsan at-Taqasim fi Ma'rifat il-Aqalim* (*La meilleure répartition pour la connaissance des provinces*), indique qu'à son époque la population juive et chrétienne est en majorité dans la Ville sainte⁷. L'hagiographie enseigne que Yehuda Halévi (1075-1141), l'auteur du *Kuzari*, aurait gagné Jérusalem, depuis l'Europe. Son œuvre chante l'amour de Sion, et sa philosophie affirme ce principe : « L'humanité se compare à un corps. Israël en est le cœur. Lorsque le cœur est souffrant, tout le corps est malade » (*Le Livre du Kuzari*). Après quatre siècles d'hégémonie, les Arabes sont défait par les Croisés, qui s'emparent du pays vers 1100. En 1211, 300 rabbins venus de France et d'Angleterre s'établissent à Jérusalem, ce qui atteste aussi de l'importance d'un processus d'*alyah* "religieuse" constant. Les royaumes Croisés se succèdent jusqu'au milieu du 13^e siècle, date à laquelle ils sont eux-mêmes défait par l'invasion Mongole. Ces derniers exterminent indistinctement Juifs, Chrétiens et Musulmans. Mais la ville de Jérusalem renoue avec les rythmes de la vie juive, puisque sa communauté est

reformée à l'initiative du rabbin Nahmanide (1194-1270). Cette présence ne connaîtra plus d'interruption jusqu'à la guerre d'Indépendance en 1948. Les Mameluks chassent les Croisés, instaurant un vaste empire musulman (Egypte, Syrie, Péninsule arabique), de 1250 à 1516. A partir de 1517, ce sont les ottomans qui deviennent les nouveaux maîtres, la "Palestine" sera également intégrée au nouvel empire, qui exercera son pouvoir jusqu'à la fin de la Première guerre mondiale. Au début du 16^e siècle, la vie juive est effective dans environ une trentaine de localités, parmi lesquelles du Nord au Sud de l'ancienne Terre d'Israël : Safed, Jérusalem, Hébron, Gaza, Haïfa. Safed draine l'élite intellectuelle du judaïsme depuis l'expulsion des Juifs d'Espagne (1492), en devenant le foyer de rayonnement de la mystique (Moïse Cordovéro, Isaac Louria, etc.). Le *Choulkhan Aroutch*, qui est le plus important code de la loi juive, depuis le *Michené Torah* de Maïmonide (12^e siècle), y est rédigé par le rabbin Joseph Caro (1488-1575). Safed sera aussi la ville dans laquelle sera établie la première imprimerie du Proche Orient, à l'initiative des membres de sa communauté juive (forte d'environ 25.000 âmes à la fin du 16^e s.). Joseph Nassi (1524-1579), conseiller de Soliman le Magnifique, seigneur de Tibériade (1561), procède à une reconstruction de la ville, appelant au retour des Juifs. Le régime de vie de la population juive change à partir du 17^e siècle, et le pouvoir ottoman se distingue par sa politique oppressive. Les liens entre les communautés juives de la Terre d'Is-

raël/Palestine ottomane et celles d'Europe sont marqués par une constante solidarité. Des envoyés font régulièrement le voyage, dans un sens comme dans l'autre. La situation diasporique a rendu nécessaire de nouvelles institutions collectives : non seulement l'entretien de relations étroites, par l'intermédiaire des correspondances entre communautés éloignées (sous la forme d'échanges de *Questions et Réponses* (*Shehilot vé Techouvet*)), mais encore la levée d'un impôt qui garantit la subsistance des Juifs d'Israël : la *Halouka* (littéralement : la "part"). Pendant la période d'exil, la ferveur religieuse s'entretient de l'annonce, même illusoire, de calcul des temps messianiques, avec les bouleversements spirituels qui en résultent (épisode du faux messie Shabtaï Tzvi, au 17^e siècle, incitant au retour massif des Juifs en Terre d'Israël). Ces évènements témoignent de l'attachement indéfectible des communautés juives à leur patrie historique. En 1806, dans son *Itinéraire de Paris à Jérusalem*, Chateaubriand témoigne toujours de cette étonnante permanence :

« Quand on voit les Juifs dispersés sur la Terre, selon la parole de Dieu, on est surpris sans doute ; mais pour être frappés d'un étonnement surnaturel, il faut les retrouver à Jérusalem, il faut voir ces légitimes maîtres de la Judée esclaves et étrangers dans leur propre pays : il faut les voir attendant sous toutes les oppressions un roi qui doit les délivrer ».

A la même époque, le mouvement hassidique, qui se développe en Europe de

l'Est (notamment en Pologne), suscite de nouvelles vagues d'*alyiot* vers la Terre d'Israël. Il en sera de même encore au 19^e siècle, mais cette fois à l'initiative des disciples du Gaon Eliahu de Vilna (1720-1797). Cela se reproduira jusqu'au début du 20^e siècle, avec les disciples du Mouvement du Moussar, tel que le Rabbin Itshak Blaser (1837-1907), parallèlement à l'essor du mouvement sioniste. Outre cette continuité, un certain nombre d'hommes politiques européens, certes jamais exempts de calculs d'intérêt, mais aussi mus par leur conscience aigüe de l'histoire, ont pu se montrer en phase avec l'aspiration juive pluriséculaire du Retour à Sion. Tels furent les vues de Cromwell, parallèlement au début du mouvement « Restoration of the Jews », caractéristique du protestantisme anglican, à partir du 17^e siècle, mais aussi de Lord Shaftesbury

(*The state of the Jews*, 1838), ainsi que de Lord Oliphant (1839, *Le pays de Gilead*), mais aussi du Duc de Ligne (*Mémoires sur les Juifs*, 1795-1811). Certains historiens ont encore prêté à Napoléon 1^{er}, au moment de sa campagne de Syrie et de Palestine, l'idée d'une reconstruction de la souveraineté juive. Un conseiller de Napoléon III, Ernest Laharanne (*La nouvelle question d'Orient : la reconstruction de la nation juive*, 1860), préconisa aussi une telle orientation politique. En 1866, Henri Dunant œuvra aussi en faveur du sionisme, dans le cadre de *La Société universelle pour le Renouvellement de l'Orient*. Après la fin de l'empire ottoman, les Juifs de Palestine s'organisèrent en constituant leurs propres institutions représentatives. Celles-ci serviront de socle aux principales institutions de l'Etat d'Israël à partir de 1948.

-
1. Cf. A. Chouraqui, *Histoire du judaïsme*, Paris, PUF, Col. « Que sais-je ? », 2^e éd. 1993, et A. Lemaire, *Histoire du peuple hébreu*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 3^e éd. 1992.
 2. Mentionnés une première fois dans le *Livre de la Genèse*, la présence des Philistins est fréquemment évoquée dans le *Livre de Josué*, ainsi que dans les *Livre des Juges* et le *Premier livre de Samuel*. Les Philistins sont définitivement vaincus par le roi David à la fin du 8^e siècle av EC. Les Philistins sont un peuple de la mer, dont le territoire se situait sur le versant sud de la bande côtière méditerranéenne, depuis Gaza jusqu'à la ville de Jaffa. Il s'est trouvé jusqu'à la fin des années 80 du 20^e siècle, un certain nombre d'auteurs "pro-palestiniens" pour soutenir que les populations arabes de la Palestine occidentale étaient les descendants des Philistins.
 3. C. Franck-M. Herszlikowicz (Bar-Zvi), *Le Sionisme*, Paris, PUF, Col. « Que sais-je ? », 1993, pp. 11-12.
 4. C'est-à-dire l'ancien peuplement, par opposition aux vagues d'immigration qui marquent à partir de la fin du 19^e s. les débuts du mouvement sioniste.
 5. Cf. E. Gugenheim, *Le judaïsme dans la vie quotidienne*, Paris, A. Michel, Col. « Présences du judaïsme », 1992.
 6. Celui de Babylone fut achevé au 6^e s.
 7. Ce constat sera plusieurs fois réitéré, y compris par K. Marx, dans un article de 1854, paru dans le *New Daily Tribune* : « La population juive de Jérusalem compte 15.500 âmes, dont 4.000 Musulmans, et 8.000 Juifs. Les Musulmans forment le quart de la population totale et comprennent des Turcs, des Arabes et des Maures. Ils sont bien entendu les maîtres à tous égards ».

CHAPITRE

2

LA SITUATION DE LA TERRE D'ISRAËL
ENTRE LE 1^{ER} SIÈCLE ET LE 19^E SIÈCLE
D'APRÈS LES TÉMOIGNAGES DES
ÉCRIVAINS VOYAGEURS

Jusqu'à la fin du 19^e siècle, la Palestine occidentale se présente comme un territoire quasi-désertique, entièrement à l'abandon, difficilement habitable de ce fait. Il fait partie intégrante de l'empire ottoman. A Naplouse, Ramallah, Jéricho, Hébron survivent de petites communautés arabes, en étroite relation avec les Palestiniens qui vivent de l'autre côté du Jourdain. Pendant les siècles de l'empire arabe (640-1099), la Palestine fait partie d'un vaste ensemble, dont les capitales varient au gré des hégémonies dynastiques : Damas avec les Omeyyades, Bagdad au temps des Abbassides, le Caire à l'époque des Fattimides. Jérusalem – qui n'aura jamais le statut de capitale- n'est l'objet d'aucune convoitise politique de quelque ordre que ce soit. Les écrivains et voyageurs européens, qui au plus fort de l'esthétique "orientaliste" se sont aventurés sur cette terre, ont unanimement témoigné du caractère inhospitalier de la région, autant que de son caractère désolé : le savant français Volney, Chateaubriand, Lamartine, ou l'écrivain anglais Marc Twain. A la fin du 18^e siècle, selon le récit de son *Voyage en Egypte et en Syrie pendant les années 1783, 1784 et 1785*, Volney estime que la population de la Palestine s'élève à environ 200.000 habitants. Vers

1850, cette population avait chuté à 100.000 habitants, selon les estimations maximales⁸. Dans l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* (1811), R. de Chateaubriand consigne ceci au sujet de l'état de la terre d'Israël :

« Nous avançâmes dans la plaine de Sharon dont l'écriture loue la beauté... Le sol est une arête fine, blanche et rouge et qui paraît, quoique sablonneuse d'une extrême fertilité. Mais grâce au despotisme musulman, ce sol n'offre de toutes parts que des chardons, des herbes sèches et flétries, entremêlées de chétives plantations de coton, de doura, d'orge et de froment. Ça et là paraissent quelques villages toujours en ruines, quelques bouquets d'oliviers et de sycomores... Il est certain que la tristesse de ces lieux semble respirer dans les cantiques du prophète des douleurs ».

Dans le *Génie du christianisme* ; le même Chateaubriand décrit en ces termes la Judée qu'il avait visitée :

« Quand on voyage dans la Judée, d'abord un grand ennui saisit le cœur ; mais lorsque passant de solitude en solitude, l'espace s'étend sans bornes devant vous, peu à peu l'ennui se dissipe ; on éprouve une terreur secrète, qui, loin d'abaisser

8. Cf. Jacob de Haas, *History of Palestine, the last two thousand years*, New York, 1934, cité par C. Franck et M. Kerszlikowicz dans leur remarquable étude : *Le Sionisme*, Paris, Puf, 1980.

l’âme, donne du courage et élève le génie... Dieu même a parlé sur ces bords (du Jourdain) : les torrents desséchés, les tombeaux entrouverts attestent le prodige ; le Désert apparaît encore muet de terreur, et l’on dirait qu’il n’a osé rompre le silence depuis qu’il a entendu la voix de l’Eternel ».

En 1835, dans son *Voyage en Orient*, Alphonse de Lamartine consigne ces observations sur l’atmosphère de vide qui règne sur Jérusalem :

« Nous fûmes assis tout le jour en face des portes principales de Jérusalem... Nous ne vîmes rien, nous n’entendîmes rien ; le même vide, le même silence à l’entrée d’une ville de 30.000 âmes, pendant les douze heures du jour, que si nous eussions passé devant les portes mortes de Pompéi ou d’Herculanum ».

Dans son ouvrage : *The innocents abroad*, où Marc Twain relate ce qu’il a vu lors de son voyage en 1867, le romancier anglais écrit ceci :

« Un pays de désolation dont le sol est cependant suffisamment riche, mais entièrement abandonné aux ronces, une immense étendue triste et silencieuse... Une désolation telle que l’imagination la plus fertile ne peut le parer des effets de

la vie et de l’action. Nous sommes arrivés sains et saufs au Thabor... Nous n’avons pas rencontré un être humain sur tout le trajet. La Palestine est désolée et laide... La Palestine n’est plus notre monde. Elle reste sacrée pour la poésie et la tradition, mais elle n’est plus qu’un pays de rêves ».

La situation démographique aussi bien qu’économique de cette partie de l’Empire ottoman, alors en déclin, change au cours du dernier quart du 19^e siècle, à la suite de l’arrivée des premiers Juifs sionistes fuyant les pogroms de Russie, et résolus, dans le contexte d’émergence de l’antisémitisme moderne, à faire revivre la patrie historique du peuple juif. De très nombreuses populations arabes des pays limitrophes se déplaceront également, sous l’impulsion du début de développement économique provoqué par le mouvement sioniste naissant. A l’issue de la Première guerre mondiale, l’empire ottoman, qui a été l’allié l’empire austro-hongrois et de l’Allemagne, est démantelé. Selon les termes du Traité de Sèvres, les territoires à majorité arabe (Syrie, Palestine, Liban, Mésopotamie, Hedjaz, Asir, Yémen) sont détachés de l’ex-empire et ceux du croissant fertile sont placés par sous mandats britannique et français (accords Sykes-Picot), en exécution de la décision de la Société des Nations.

CHAPITRE

3

L'ÉMERGENCE DU SIONISME ET LES MUTATIONS DE L'ANTISÉMITISME

L'émergence puis l'essor progressif du sionisme peuvent raisonnablement s'envisager à partir d'une série de facteurs d'ordre socio-politique, démo-économique et culturel. En tout premier lieu, il convient de rappeler de quelle manière les freins à l'émancipation ont été le terreau initial de l'éveil du sentiment national juif, en Europe de l'Ouest et au-delà. Ce sont respectivement la France révolutionnaire, l'Allemagne et l'Autriche de l'Edit de Tolérance (1781) qui engagèrent le processus d'émancipation de leur population juive : ces évènements, consécutifs aux Lumières comme à l'Aufklärung, mettent peu à peu un terme à la situation critique des Juifs parmi les nations, pour des raisons théologico-politiques, en faisait des parias. Désormais les nations éclairées d'Europe occidentale consentent à leur reconnaître le statut d'hommes mais aussi de citoyens à part entière⁹. Mais l'émancipation est exclusivement individuelle, ce qui a pour conséquence de contester le caractère national du judaïsme, en induisant le relâchement du lien traditionnel qui les rattachait à Sion, en justifiant l'espoir et le désir du Retour - deux notions fondamentales du judaïsme traditionnel. Tel était le sens de la déclaration solennelle du comte

Stanislas de Clermont Tonnerre (1757-1792)¹⁰ dans un discours de décembre 1789¹¹ :

« Il faut tout refuser aux Juifs comme nation et tout leur accorder comme individus ; il faut qu'ils ne fassent dans l'Etat ni un corps politique, ni un ordre ».

L'émergence et l'essor du sionisme se laissent encore interpréter par rapport à l'influence des courants culturels les plus significatifs du 18^e et du 19^e siècle. Le mouvement de contestation des autorités théologiques et politiques né en France, s'est également étendu au reste de l'Europe, notamment à travers les guerres napoléoniennes. La réaction romantique qui s'en est suivie a fait le lit du principe des nationalités, qui devait s'épanouir en 1848, même s'il ne s'est concrétisé qu'au début du 20^e siècle. Sur le plan philosophique, cette sensibilité donne corps à la philosophie de l'histoire, qui bien que pensée par Hegel, eut ses interprétations juives pré-sionistes. Telles sont les inspirations notamment de Nahman Krochmal (1785-1840), auteur du *Moré névoulkhim shel zman*¹² (1851). Par-delà la valorisation historico-critique du patrimoine intellectuel du judaïsme, consécutif à la formation de la *Wissenschaft des Judentums* initiée entre autres par Leopold Zunz (1794-

1886), la réflexion sur l'histoire engagée par Krochmal atteste d'une renaissance de l'intérêt pour la dimension historico-politique d'Israël. C'est dans ce même contexte qu'Heinrich Graëtz (1817-1891), donne naissance à l'historiographie moderne du peuple juif, avec sa monumentale *Histoire des Juifs* (1853-1875). Sous son versant philosophique, la réflexion sur l'histoire inclut une double préoccupation : pour le principe de l'Etat-nation (garant de la pérennité d'un peuple), mais aussi pour l'Etat de droit (reposant sur le principe de la souveraineté populaire). Mais en regard de la définition du principe des nationalités, c'est-à-dire de la philosophie politique qui fonde le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le sionisme se heurte à la double impossibilité de vérifier les critères mêmes de ce qui permet de caractériser une nation, à savoir la langue et le territoire. En effet, le peuple juif est dispersé aux quatre coins de la Terre, sur les cinq continents, et ses membres ne se reconnaissent plus ni par l'appartenance linguistique, ni par l'appartenance territoriale : l'Hébreu est depuis des siècles une langue liturgique (bien qu'il soit demeuré la langue des érudits et des rabbins), et le sol de leur patrie ancestrale est occupé depuis la fin de la souveraineté, il y a dix-neuf siècles. En revanche, les communautés dispersées persistent entre elles par un même attachement au judaïsme, réduit à l'état de "religion", sous l'effet conjugué de la double polémique, chrétienne et musulmane, à son endroit. De ce point de vue, le sionisme apparaît comme un mouvement national particulièrement

"anormal". Sans la persistance de l'antisémitisme, le sionisme aurait-il eu une raison d'être ? Les conduites d'assimilation appelées et impliquées par l'Emancipation montrent que dans leur immense majorité, les Juifs contribuèrent de leur mieux à se faire accepter par leurs concitoyens, tant au plan du parler (assimilation linguistique), qu'au plan des moeurs (assimilation culturelle). Ce processus de déjudaïsation sincère, d'abord vécu comme une authentique libération, allait de pair avec ce qu'il convient d'appeler les idéologies de synthèse (en France : le "franco-judaïsme", en Allemagne, un peu plus tard : la "symbiose judéo-allemande"). Dans cette conjoncture euphorique, les Juifs émancipés affichèrent au dehors, et manifestèrent dans le secret de leur cœur, une attitude volontariste de renoncement aux traits les plus caractéristiques de l'identité juive historique (attachement spirituel et rituel à Sion, aspiration messianique au Retour en Terre d'Israël, éthique de la vocation prophétique du peuple d'Israël). La dialectique émancipation/assimilation pousse de très larges fractions des citoyens juifs à secouer le joug de l'orthodoxie religieuse, généralement peu enclue à favoriser les mutations, ni à les accompagner. Les juifs "éclairés" – c'est-à-dire gagnés aux idéaux des Lumières juives (*la Haskala*) – connaissent un changement de mentalité significatif. Leur cadre de référence se modifie ; les plus instruits se rapportent à Moïse Mendesshon (1729-1786) – le défenseur de la parité civique, juridique et politique¹³. Avec : *Jérusalem ou Pouvoir religieux et judaïsme* (1783),

le philosophe a apporté la démonstration que le judaïsme est entièrement compatible avec les principes d'une société ouverte. Les plus éloignés de la tradition se rapportent quant à eux à Baruch Spinoza (1632-1677), l'un des tous premiers théoriciens de la démocratie moderne, avec le *Traité théologico-politique* (1670). Les Juifs s'impliquent de façon pionnière dans les différents domaines : économiques, politiques et culturels¹⁴. En regard de la situation globale du judaïsme mondial à cette époque, le cas français faisait figure de microcosme. En effet la démographie du judaïsme de l'Europe de l'Ouest était faible, proportionnellement à la population juive de l'Europe de l'Est et à celle de l'Empire ottoman. Soumis aux Tsars à l'Est, des millions d'entre eux étaient littéralement emprisonnés dans la zone de résidence, tandis qu'en Orient et jusqu'au Maghreb, ils avaient le statut de dimmhi¹⁵, régi par les mesures discriminantes du pacte d'Omar. L'Affaire de Damas (1840) est emblématique de leur situation. A Damas, en 1840, un moine disparaît avec son serviteur. Des Juifs, soupçonnés de leur enlèvement et de leur meurtre, sont arrêtés et torturés. Ils doivent répondre de l'accusation de crime rituel. Une délégation de notables et de savants juifs est envoyée à Damas : elle est notamment composée d'Adolphe Crémieux, de l'orientaliste Salomon Munk, ainsi que du philanthrope Mosès Montefiore. La délégation obtient du sultan la relaxation des accusés ainsi qu'un édit stipulant l'inanité de l'accusation¹⁶.

A l'échelle européenne, le processus de sécularisation est général ; il dépend d'une conjonction de facteurs qui affectent l'ensemble des pays occidentaux, mais leurs répercussions sont d'autant plus marquées sur les populations juives que celles-ci découvrent un nouvel horizon (dans la mesure où l'Emancipation leur permet) ou aspirent à sortir des ornières, dans lesquelles les maintenaient l'antijudaïsme doctrinal, théologique aussi bien que politique. La transition démographique qui se révèle au tournant du 19^e siècle, se caractérise, du fait des progrès scientifiques, par l'augmentation de la natalité et le recul de la mortalité, elle bénéficie à la population juive. Mais en Europe orientale, les conséquences de cette mutation ont des effets dramatiques, qui accroissent la misère et l'entassement des ghettos. Ces conditions posent la question du devenir physique des communautés juives, soumises à un régime d'oppression et de pauvreté croissant. A cela s'ajoute les effets de la révolution industrielle, dont la progression se fait d'Ouest vers l'Est. Là encore, les premiers entrepreneurs d'origine juive apportent une contribution décisive. Par contraste, les masses juives de l'Est et d'Orient sont soustraites à cet essor, ce qui aggrave leurs conditions objectives¹⁷. En Russie particulièrement, ces évolutions déterminent à terme l'apparition d'un prolétariat juif considérable¹⁸, porté aux choix révolutionnaires. Corrélativement, le déplacement de la population européenne vers les grandes villes, se caractérise avec la sortie du ghetto, en Eu-

rope occidentale, par l'urbanisation croissante de la population juive : vers Paris, Londres, Vienne, Berlin, Prague, Budapest. Ces quatre dernières villes auront le statut de capitales culturelles de l'Empire austro-hongrois, jusqu'à sa disparition en 1918 : l'activité culturelle, artistique, industrielle, scientifique des Juifs de langue allemande est assez connue pour qu'il ne soit pas nécessaire de la rappeler ici¹⁹. Cet état de chose est par ailleurs indissociable de l'essor d'une économie marchande, fondée sur les principes de la libre entreprise et de la libre concurrence, propres au capitalisme. L'image du Juif récemment émancipé s'en trouve de nouveau altérée. Libérés, et pionniers dans de nombreux domaines, ils incarnent la mise en question active des anciennes hiérarchies d'Ancien Régime. Longtemps cantonnés dans l'activité maudite du prêt à intérêt – parce qu'il leur était interdit de posséder la terre et de porter les armes- ils sont exempts des préjugés qui règnent depuis des siècles sur le maniement de l'argent : banque, investissement, etc. leurs sont des mécanismes familiers. L'imaginaire populaire n'est pas long à remettre au travail une représentation ambivalente du Juif, associée à une créature passe-muraille, dont l'activité en phase avec les possibilités qu'offre la modernité, réactualise la vision du caractère maléfique, sinon diabolique d'une prétendue essence « du Juif »²⁰. L'antijuïdaïsme traditionnel va céder le pas à un antisémitisme d'un nouveau type. Cette nouvelle forme de rejet définit un phénomène idéologique structuré. Les pro-

grès de l'Emancipation, sous le double rapport de l'intégration et de l'assimilation des Juifs, déterminent l'émergence d'une nouvelle modalité organisée de la judéophobie. Il s'agit « d'un programme de contre émancipation visant à exclure, déporter, voire éliminer les Juifs »²¹. Cet antisémitisme s'affirme à partir de trois pôles géopolitiques²².

La France, patrie des Droits de l'Homme, connaît des expressions idéologiques radicales, qui préfigurent les formes de la propagande moderne. Avec Alphonse de Toussenel (1803-1885), auteur de : *Les Juifs rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière* (1847), et Edouard Drumont (1844-1917), auteur de : *La France juive* (1886), le nouvel antisémitisme connaît ses premières formulations doctrinaires. Elles alimentent un proto-fascisme de type populiste, qui culminera avec l'idéologie anti-républicaine et xénophobe du régime de Vichy. Avec Drumont, la judéophobie connaît, en langue française, sa version syncrétique la plus achevée, puisque ce pamphlétaire articule dans un même discours un antisémitisme à la fois économique, religieux et politique²³. A la même époque, le livre de Drumont inspirera d'autres auteurs, dans des contextes nationaux différents. Avec *La Libre Parole*, Drumont popularise l'équation complotiste : *Juif = Capital*. Ce Journal sera aux avant-postes de la passion antijuive, au moment de l'Affaire Dreyfus. En Allemagne, le nationalisme comporte de fortes compo-

santes racistes (Volkish)²⁴. Les Juifs y sont tenus pour responsables des crises économiques (le krash de 1873). En 1879, le journaliste et homme politique Wilhem Marr (1819-1904) publie : *Der Sieg des Judenthums über das Germaneinthum (La victoire du judaïsme sur la germanité)*, et la même année il fonde *La ligue antisémite*. Cette initiative entre en convergence avec celle du *Berliner Bewegung* (Mouvement de Berlin), créée en 1870. En 1880-1881, un groupe d'enseignants lance une pétition antisémite, à des fins de plébiscite, qui récolte environ 250.000 signatures. Les signataires exigent l'interruption du processus d'Emancipation des Juifs, engagé depuis 1869 dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, et à partir de 1871 dans le Reich Allemand. En 1879, le théologien et homme politique A. Stocker (1835-1909) accuse les Juifs d'être les responsables de la délinquescence sociale et raciale du peuple allemand. Les populations juives y sont perçues comme des éléments étrangers au corps social, des ferment de cosmopolitisme. Vienne devient aussi le terreau d'un antisémitisme virulent qui sera la matrice de l'idéologie nazie²⁵. C'est à Vienne que pour la première fois, Karl Lueger (1844-1910), admirateur d'Edouard Drumont, et fondateur du Parti chrétien-social autrichien- est porté par les urnes au poste de Maire de la ville, sur la base d'un programme antisémite, en dépit de la politique de François Joseph. En Russie, la population juive, est cantonnée dans une zone

de résidence²⁶. A la fin du 19^e siècle, la question juive est appréhendée au prisme de la devise suivante : « un tiers mourra, un tiers émigrera, un tiers s'assimilera ». Pendant dix années, entre le pogrom d'Odessa (1870) et les pogroms de 1881²⁷ – qui suivirent l'assassinat du tsar Alexandre II, perpétré par des nihilistes (mais il fut imputé aux Juifs), ce ne fut qu'arbitraire, déni de justice, terreur, massacres, viols, tortures et pillages. L'antisémitisme devient une idéologie d'Etat, à partir de la mise en circulation des *Protocoles des Sages de Sion*²⁸ (1903, 1905, 1906). Ce faux bientôt promis à une carrière planétaire, sert dans un premier temps aux autorités tsaristes à détourner sur les Juifs le mécontentement populaire. Devant l'ampleur de la catastrophe, la population juive ne rencontra qu'indifférence et cynisme : aussi bien de la part de l'opinion publique, que de l'intelligentsia russe, sans excepter – contre toute attente- de la part des révolutionnaires et des libéraux. En Roumanie enfin, les Juifs – en dépit des aménagements du Congrès de Berlin (1878) ne sont pas respectés en tant que citoyens. Ils sont considérés comme des étrangers, et persécutés, leurs droits foulés aux pieds²⁹.

Le développement du sionisme représente donc une réplique organisée aux mutations de la judéophobie traditionnelle. Dans le sillage de l'Emancipation, et du développement du pluralisme politique, le préjugé et l'enseignement du mépris traditionnels,

n'ont pas été déracinés par les idéologies du progrès. Loin que la science les relègue dans le passé, comme les expressions irrationnelles du préjugé, c'est l'anthropologie naissante qui, sous couvert de scientificité, a imposé à la judéophobie théologico-politique une mutation biologique, en

introduisant une typologie racialiste des différents groupes humains. Par exemple, les avancées de la grammaire historique et comparée apportent la distinction –initialement strictement philologique– entre aryens et sémites³⁰, par la suite de plus en plus idéologisé.

- 9. L'octroi de la citoyenneté aux Juifs est allé de pair avec un projet de « régénération » des Juifs, dont se sont enorgueillis les penseurs libéraux. Dégénérés, c'est-à-dire placés pendant des siècles en dehors du genre humain, les Juifs étaient finalement reconnus en qualité d'êtres humains dépositaires d'une dignité, et de ce fait devenaient aptes à recevoir le statut de citoyen. Le lecteur se reportera notamment à l'essai classique de l'Abbé H. Grégoire (1750-1831) : *Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs : Ouvrage couronné par la Société royale des sciences et des arts de Metz, le 23 août 1788*, réédition : Paris, Flammarion, Col. « Champs », 2002.
- 10. Membre de l'Assemblée nationale, après la Révolution, partisan d'une monarchie constitutionnelle.
- 11. Les décisions prises lors des débats (21-24/12/1789) donnèrent lieu à la « Loi relative aux Juifs », adoptée le 13 Novembre 1791. Les arguments développés par les partisans de leur émancipation, se trouvent développés dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, signé par le chevalier de Jaucourt (article : « Juifs »).
- 12. En traduction : le *Guide des perplexes de notre temps*, en référence au *Guide des perplexes* de Maïmonide (12^e siècle).
- 13. L'œuvre et l'activité incessante de Mendelssohn, ami de Kant et de Lessing, a inspiré les initiatives affines des libéraux de langue allemande, lesquels en retour ont influencé les hommes de la Révolution française, particulièrement Mirabeau. Voir notamment : Christian Wilhem Dohm, *De la réforme politique des Juifs*, Berlin, 1781 ; Paris, Stock, Col. « Judaïsme/Israël », Préface et notes de Dominique Bourrel, 1984.
- 14. Le Régime de Vichy saura s'en souvenir, en dénonçant leur présence dans tous les secteurs d'activité, à l'occasion de l'exposition « Le Juif et la France », tenue du 5 septembre 1941 au 15 Janvier 1942, au Palais Berlitz. L'ensemble s'appuyait sur les travaux à prétention scientifique de G. Montandon, auteur du fascicule : *Comment reconnaître le Juif ?* Sur Montandon, voir plus particulièrement : Marc Knobel, « L'Ethnologue à la dérive. George Montandon et l'ethnoracisme », *Ethnologie française*, XVIII, 2, 1988, pp. 107-113 ; Marc Knobel, « George Montandon et l'ethnoracisme », in Pierre-André Taguieff (dir.), *L'Antisémitisme de plume 1940-1944. Études et documents*, Paris, Berg International, 1999.
- 15. Ce terme désigne en droit musulman le statut des sujets non-musulmans, liés au pouvoir par un « pacte de protection » à caractère discriminatoire. Cf. Bernard Lewis, *Juifs en Terre d'Islam*, Paris, Flammarion, Col. « Champs/Histoire », 1998.
- 16. En France, au moment des faits, le chef du gouvernement Adolphe Thiers donne foi à la thèse du meurtre rituel. La presse catholique lui fait écho. Le journal : *L'Ami de la religion*, publie ce texte en guise de « témoignage » : « Une fois les préparatifs finis, cette réunion de bourreaux diaboliquement religieuse, se jette sur la victime, l'étend sur une natte et le plus pieux d'entre-eux (...) se mit à lui scier la gorge et à faire couler le sang dans un vase destiné à le recevoir. La victime ayant expiré, le sang fut mis dans une bouteille et envoyé au grand rabbin ». Cette affaire sensibilise les communautés juives d'Europe à la situation des Juifs orientaux. Dans son ouvrage : *The city of the Sultan and domestics manners of the Turks*, l'écrivaine-voyageuse Julia Pardoe (1804-1862) écrit ceci : « Leur expression a quelque chose de soumis et d'éteint qu'un Européen

peut difficilement imaginer, tant qu'il ne l'a pas vue (...). Il est impossible de décrire le mépris et la haine dont les Turcs font preuve à l'égard du peuple juif. A peine sait-il marcher que le marmot turc qui rencontre un membre de cette nation déchue a sa part d'insultes à ajouter aux malheurs de cette race errante de parias. Même devant un ennemi aussi faible, l'opprimé n'ose se révolter, lui dont le seul nom suffit à provoquer l'injure » (cité par B. Lewis, *Juifs en terre d'Islam*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, p. 90). C'est à la suite de l'Affaire de Damas, que fut créé l'Alliance Israélite Universelle (1860). Les accusations de crime rituel à l'endroit des Juifs persistèrent jusqu'au début du 20^e siècle (en Russie, avec l'affaire Beilis, en 1911-1913). A la fin du XX^e siècle, la très médiatisée « affaire Al-Dura », présentait tous les traits rémanents de ce type d'accusation, mais cette fois à l'endroit de l'Etat d'Israël. Cette affaire qui s'étend sur près de 15 ans (2000-2013) porte sur la mise en cause de l'authenticité d'un reportage télévisé montrant « en direct » la mort présumée d'un enfant palestinien. En dépit de longues controverses et d'actions judiciaires, l'Etat s'est toujours refusé à diligenter une enquête. L'Affaire Al-Dura a fortement contribué à alimenter le nouvel antisémitisme contemporain. Cf. entre autres ouvrages, la contre-enquête de E. Schapira - G. Hafner, *L'enfant, la mort et la vérité*, Paris, Ed. Valensin, 2015.

- 17.** Voir en particulier l'enquête classique de Itsak Leib Peretz (1852-1915) : *Les oubliés du shtetl : Yiddishland*, Paris, Plon, Col. « Terre humaine », 2007. Parue en 1890, cette enquête fut aussitôt interdite par les autorités tsaristes.
- 18.** Le lecteur se reportera avec profit aux travaux de Nathan Weinstock : *Le pain de misère. Histoire du mouvement ouvrier juif en Europe*, 2 Tomes, Paris, La Découverte, 2002.
- 19.** Il nous suffira de renvoyer le lecteur à deux ouvrages de S. Zweig : *Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Le Livre de Poche, 1996.
- 20.** Le lecteur se reportera avec profit à Léon Poliakov : *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Le Seuil, Col. « Points/Histoire », 1991, en particulier au Tome 2 : « L'âge de la science ».
- 21.** Selon l'expression d'Alain Boyer (1998 : 58).
- 22.** En 1880, la population juive mondiale compte 7.750.000 personnes : 620.000 dans le Bassin Méditerranéen, 35.000 en Terre Israël/Palestine, 5.000.000 en Europe orientale, 1.080.000 en Europe occidentale, 230.000 en Amérique.
- 23.** Cf. P-A. Taguieff, « D'un prophète à l'autre : Drumont, Céline. L'antisémitisme revendiqué comme une tradition française (1940-1944) », *Esprit*, février 1999, ainsi que G. Kauffmann, *Edouard Drumont*, Paris, Ed. Perrin, 2008.
- 24.** Cf. J.-P. Faye, *Introduction aux langages totalitaires*, Paris, Le Livre de Poche, 2009.
- 25.** Cf. G. Mosse : *Les origines intellectuelles du III^e Reich. La crise de l'idéologie allemande*, Paris, Le Seuil, Col. « Points/Histoire », 2008.
- 26.** Cette zone a été créée en 1791, par l'impératrice Catherine II. Elle a été abolie par la Révolution de 1917.
- 27.** Plus de cent pogroms ont lieu cette seule année, encouragés par les Eglises chrétiennes. Cette vague de pogroms culminera en 1903 avec celui de Kichinev, mais d'autres pogroms se produisent jusqu'en 1921.
- 28.** Parfois publié sous le titre : *Programme de conquête juive du monde*. Le lecteur se reportera à l'étude pionnière de N. Cohn, *Histoire d'un mythe. La "conspiration juive" et les protocoles des sages de Sion*, trad. fr. L. Poliakov, Paris, (1^{re} éd. 1967), Gallimard, Col. « Folio/Histoire », 1992, ainsi qu'à P-A. Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux*, Paris coédition Berg International – Fayard, 2004.
- 29.** Le Congrès de Berlin (13 Juillet 1878), fut convoqué pour réviser le traité de San Stefano (3 Mars 1878), après la guerre russo-turque (1877-1878). Il en résultat une nouvelle répartition des zones d'influence des puissances relativement aux minorités de l'empire ottoman : la Russie en sortit protectrice des Chrétiens de Turquie, l'Angleterre des Juifs de Turquie, et la France des Maronites du Liban.
- 30.** Le lecteur se reportera à l'étude classique de B. Lewis : *Sémites et antisémites*, Paris, Fayard, 1987.



LA FORMATION DU SIONISME RÉEL

L'idée au même titre que le projet sioniste ont fait leur chemin dans un contexte de grandes mutations. Ils ont donné lieu à des formulations pionnières qui servirent de références immédiates aux initiatives plus tardives. Ces différentes contributions sont le fait de trois rabbins : Yehouda Haïm Alkalaï (1798-1878), Zvi Hirch Kalisher (1795-1874), Joseph Natoneck (1813-1892), ainsi que d'un philosophe visionnaire, penseur du "socialisme vrai" : Mosès Hess (1812-1875), auteur de *Rome et Jérusalem* (1862)³¹. Les premiers rompent avec l'attente messianique passive, et considèrent que la persistance de la judéophobie interroge le peuple juif sur son devenir collectif³², tandis que le dernier considère que la question juive, en tant que dernière expression de la question des nationalités, appelle la formation d'un Etat juif moderne, fondé sur les exigences de justice sociale. La pensée ainsi que l'initiative de ces penseurs très informés des enjeux de leur époque, constituent les véritables prémisses du mouvement national juif³³.

Le sionisme pratique : Léon Pinsker et les Amants de Sion

Le contexte général

Après une période d'espoir liée au développement de la *Haskala*, l'ampleur des violences que subissaient la population juive³⁴ fut à l'origine du revirement de ses principaux représentants : Peretz Smolenskin (1840-1885), éditeur du journal *Ha Shaar (Le matin)*, qui sera l'un des premiers philosophes du nationalisme juif, mais aussi Moshé Lev Lilienblum (1843-1910), qui fut d'abord un fervent partisan de l'égalité des droits et de l'intégration complète des Juifs à la culture russe. L'évolution d'Eliezer Ben Yehuda (1858-1922), le rénovateur de la langue hébraïque, n'est guère différente³⁵. D'abord partie de Russie, l'aspiration sioniste prit corps dans le cadre des sociétés des *Hibbat Sion/Amants de Sion*, auxquelles se joignirent des dizaines d'étudiants originaires de Kharkov, regroupés dans le groupe *Bilou*³⁶. Leur entreprise reposait sur l'impératif de « la renaissance politique, économique et nationale du peuple juif en Syrie et en *Eretz Israel* ». Dans la mesure où tout en poussant les Juifs au départ, les autorités tsaristes avaient décrété hors la loi le

militantisme sioniste, c'est sous couvert d'actions philanthropiques que les premiers militants menèrent leurs actions. Immédiatement après les pogroms de 1881, une cinquantaine de membres de *Bilou* s'établit en Palestine ottomane, sur la base intangible de l'achat des terres. En 1882, ses membres reçurent le soutien financier du baron Edmond James de Rothschild (1845-1934), depuis lors considéré comme « le père du *yichouv* ». Dans le même temps, les *Amants de Sion* se réunirent plusieurs fois en congrès pour se doter d'une organisation rationnelle. Le premier congrès se tint dans le sud de la Pologne, à Kattowice (le 6 novembre 1884). La priorité fut donnée aux aspects pratiques du développement des communautés agricoles en Palestine. Pour l'occasion, les délégués, au nombre de 35, vinrent de Russie et de Roumanie, mais aussi d'Allemagne, d'Angleterre et de France. Le deuxième congrès eut lieu en Russie, à Druskiniki (juin 1887), confirmant les directives adoptées quelques années auparavant. Il fallut attendre 1890 pour que les autorités russes reconnaissent aux sociétés des *Amants de Sion* le droit de s'organiser légalement. Mais cette reconnaissance fut aussitôt suivie, en 1891, par le décret d'expulsion des Juifs de Moscou. Ce premier mouvement de masse, enregistré entre 1882 et 1891, correspond à ce que les historiens ont appelé *la première alyah*. Ces pionniers furent à l'origine de la construction des premières localités juives en Terre d'Israël :



Fig. 1 : Les colonies agricoles juives à la fin du 19^e siècle

Les forces intellectuelles des *Amants de Sion* se retrouvent une décennie plus tard, au moment du premier Congrès sioniste réuni à Bâle (1897). Dans ce contexte d'émergence du sionisme pratique, deux personnalités liges se détachent, qui marqueront de leur action la formation de ce premier mouvement concret de retour à Sion, en réponse à l'antisémitisme. Les pogroms de 1881 marquent un tournant radical qui décida de son engagement en faveur d'une renaissance nationale juive. Léon Pinsker (1821-1891) connut une évolution analogue, et fut amené à jouer un rôle décisif. Il fut d'abord un partisan de la *Haskala* assimilationniste, et consacra d'abord son énergie et son

talent à la diffusion des idées humanistes parmi les communautés juives de Russie. A cette fin, il anima longtemps la *Société pour la diffusion des Lumières parmi les Juifs*. La violence pogromiste provoqua son revirement. Intellectuel et médecin, Pinsker publia en 1882 : *Auto-émancipation. Avertissement d'un Juif russe à ses frères*³⁷. Cette brochure devait devenir le manifeste du mouvement des *Amants de Sion*, la première théorisation du sionisme réel, plus de dix ans avant *L'Etat des Juifs* de T. Herzl. Rédigé en allemand, ce texte eut un immense retentissement, par l'acuité de ses analyses. Pinsker y soutient la thèse selon laquelle l'antisémitisme est une pathologie mentale, inaccessible au raisonnement, une « psychose inguérissable ». Les Juifs constituent une minorité en milieu hostile depuis des siècles, mais aussi longtemps qu'ils ne se rassembleront pas dans leur antique patrie, ils seront exposés au rejet ainsi qu'à la haine des nations. La solution au problème constant de la judéophobie (le terme est de Pinsker) consiste dans le fait de redonner au peuple juif, cette « nation fantôme », une assise nationale actuelle. Dès la formation des *Amants de Sion*, L. Pinsker en fut élu président, et Lilienblum nommé au poste de secrétaire de l'organisation. En 1896, Menahem Ussishkin (1863-1941) prit la tête du comité d'Odessa, après M. Lilienblum. Une nouvelle presse juive vit le jour, qui relayait les idéaux du sionisme pratique : *Ha Yoets* (Bucarest), *Ha Pisga* (Boston), ou encore *Zion*, destiné à faire le lien entre les Juifs russes et les Juifs allemands.

De nombreuses sociétés furent créées. Le rayonnement idéologique des *Amants de Sion* s'étendit peu à peu jusqu'à l'Europe de l'ouest, ainsi qu'aux Etats-Unis.

L'idée sioniste : Nathan Birnbaum

Assez vite, certains militants formulèrent des critiques de fond à l'encontre de l'idéologie des *Amants de Sion*, soupçonnés de développer une idéologie d'assimilation collective dans le cadre du projet palestinien, au nom d'une rupture complète avec la tradition. D'origine russe, P. Smolenskin (1842-1885), s'établit à Vienne en 1868. Le journal *Kadima*³⁸ qu'il animait entrait en convergence avec les vues de N. Birnbaum (1864-1937), soucieux de donner corps à l'idée sioniste. Cette expression tranchait quelque peu avec les visées des *Amants de Sion*, dans la mesure où Birnbaum entendait formuler le programme du « sionisme », terme qu'il forgea en 1892. Depuis 1890, l'idée sioniste faisait l'objet des articles publiés dans les colonnes du Journal *Selbst-Emancipation*, qu'il avait fondé, en écho direct à l'essai de L. Pinsker. Birnbaum en appelait à une renaissance nationale qui fut à la fois culturelle et politique. C'est à l'occasion d'une conférence sur « les principes du sionisme », prononcée le 23 janvier 1892 qu'il en propose la définition suivante :

« Le sionisme dérive du mot Sion. Depuis des temps reculés, Sion est le nom

d'une colline de Jérusalem ; c'est aussi la désignation poétique de Jérusalem. Parce que cette cité a été le centre de l'Etat juif, ce nom a servi aussi à désigner les contrées juives de Palestine. Après la destruction par Rome de l'indépendance juive, le mot Sion a symbolisé l'aspiration nationale à la rédemption, il a incarné l'espoir d'une régénération nationale. Le retour à Sion est devenu l'idéal du peuple juif, au long de deux mille ans d'exil et de tribulations. Cet idéal est à la base du sionisme ».

La conception de Birnbaum repose sur deux principes : celui de la renaissance nationale du peuple juif sur la Terre d'Israël (occupée par les empires successifs depuis 135 EC), la formation d'une société à majorité juive garantissant les droits nationaux collectifs.

Le sionisme culturel : Ahad Ha'am

L'échec relatif des premières initiatives pratiques des *Amants de Sion* s'attira également les critiques d'Asher Hirsh Ginzberg, surnommé Ahad Ha'am (Un du peuple). Né en 1856 en Russie, à Skvira, cet intellectuel polyvalent fut un représentant actif au sein du Comité directeur du mouvement des *Amants de Sion*, au moment de la présidence de L. Pinsker. Dans sa jeunesse, il fut l'un des organisateurs de l'auto-défense juive. A partir de 1889, il fit état de ses divergences, en publiant un article reten-

tissant : *Zé lo ha-derekh* (*Ce n'est pas le chemin*). Par ce texte, qui est considéré comme le manifeste du sionisme culturel, Ahad Ha'am met en cause le hiatus persistant qui existe entre le projet initial et la qualité de ses accomplissements, en dénonçant notamment l'empressement des premiers militants à entreprendre des projets concrets (colonies agricoles, levée de fonds, organisation administrative et politique), sans se soucier de la vivacité du sentiment national, non plus que des enjeux culturels de leur mission. En contrepartie, Ahad Ha'am propose de favoriser la transmission de la culture et la connaissance de l'histoire juive, afin que le sionisme réel ne fasse pas l'économie de ses ancrages culturels, en évoluant vers un nationalisme acéphale, coupé de ses racines. L'auteur prolonge les analyses que L. Pinsker faisait valoir dans *Auto-émancipation*, s'agissant de repenser les fondements nationaux du judaïsme dévitalisé par deux mille ans d'exil et de persécution. La position d'Ahad Ha'am est celle d'un penseur autant que d'un éducateur : il fonda et anima le journal *Ha Shiloah* (*L'Emissaire*) et créa avec le cercle des *Bnei Moshé* (*Les fils de Moïse*), qui fut actif entre 1890 et 1897, un groupe de formation d'où émergera l'élite intellectuelle du sionisme. En 1891 et 1893, il se rendit en Palestine ottomane, pour y observer et analyser les insuffisances qui lui étaient d'emblée apparues dans les débuts du sionisme pratique. En 1922, il s'établit Tel-Aviv afin d'agir *in situ*. L'apport du sionisme culturel est considérable, puisque les idées développées par

son théoricien servirent à alimenter une veille critique constante par rapport au sionisme politique de T. Herzl. Après le Congrès de Bâle, Ahad Ha'am et ses partisans firent valoir auprès de T. Herzl, la nécessité d'une prise en compte sérieuse de l'héritage du judaïsme historique dans les développements ultérieurs du mouvement sioniste. Le souci éducatif d'Ahad Ha'am l'amena à soutenir plusieurs controverses avec des partisans du sionisme qu'il jugeait oubliieux de leur héritage culturel. Dans le champ littéraire, il s'en prit à Micha Yossef Berdyczevsky

(1865-1921), farouche défenseur de la "tabula rasa" au nom d'une renaissance méprisante de la tradition rabbinique bimillénaire, et sur le terrain, en Palestine ottomane, il critiqua âprement les représentants administratifs du Baron de Rothschild dont le pragmatisme lui semblait nuire à la transmission des acquis de la tradition. La sensibilité culturaliste d'Ahad Ha'am eut raison du sécularisme monolithique du sionisme naissant, puisqu'il lui communiqua la nécessité d'un retour aux sources du judaïsme.

31. Publié en trad. fr., Ed. A. Michel, Col. « Présences du judaïsme », 1981.

32. Cf. G-E. Sarfati : « Le traité *Ketoubot* 110a-111b, et la fonction herménétique de la référence à *Shir haShirim* », in *Perspectives. Revue de l'Université Hébraïque de Jérusalem*, n°25, 2018, pp. 31-58.

33. Pour un examen précis des conceptions de ces auteurs, le lecteur se reportera à l'ouvrage de S. Avinéri (1982), mentionné en bibliographie.

34. 2.600.000 Juifs émigrèrent aux Etats-Unis, entre 1858 et 1922.

35. Cf. G-E. Sarfati : « Eliézer Ben Yehuda et la lexicographie hébraïque contemporaine. Situation du *Grand Dictionnaire de la Langue Hébraïque* », in *La lexicographie militante. Dictionnaires du XVIII^e au XX^e siècle*, dir. F. Gaudin, Préface A. Rey, Honoré Champion, Paris, 2013, pp. 209-231.

36. Acronyme du verset biblique : «Beit Ya'acov, lé'houvé nela'ah » (Maison de Jacob venez et partons », Isaïe II, 5).

37. Publié en trad. fr., Ed. Mille et une nuits, 2006.

38. En Hébreu ce terme veut aussi bien dire « En avant » que « A l'Est ». Il constituait donc un double message de ralliement.

Le sionisme politique

Il fait historiquement suite au sionisme pratique initié par les *Amants de Sion* en Russie, à la suite de la vague de pogroms meurtriers qui ont ensanglanté la zone de résidence. A environ une décennie d'intervalle, c'est Théodore Herzl qui inventera la formule institutionnelle du "sionisme politique" que Max Nordau (1849-1923) affermira après lui.

T. Herzl, les institutions du Mouvement sioniste

Né à Budapest, Docteur en droit de l'université de Vienne, écrivain et journaliste, correspondant à Paris de la *Neue Freie Press* (de 1891 à 1895), la sensibilité de T. Herzl (1860-1904) à la « question juive » s'explique au prisme de plusieurs motifs : jeune homme, il aurait été interpellé par la lecture de l'essai polémique de Eugen Duerhing : *Die Judenfrage als Frage der Racenschädlichkeit für Existenz, Sitte und Cultur der Völker* (1881)³⁹; à cela s'ajoute le retentissement intime qu'eut pour lui l'Affaire Dreyfus⁴⁰ dont Herzl fut un témoin direct en 1894, puisqu'il eut à rendre compte du procès du capitaine pour son journal⁴¹. Mais il existe aussi un motif biographique, indiquant que la réflexion sioniste était une donnée trans-générationnelle, puisque le grand-père de Herzl eut pour maître d'étude le rabbin Kalisher.

L'idéologie de T. Herzl n'a pas toujours été celle d'un sympathisant du sionisme. Acquis aux idéaux des Lumières et de l'Emancipation – dont la France avait donné l'exemple-, il tenait la III^e République pour un modèle socio-politique enviable. Dans son idée – nombre de personnalités juives ayant amorcé ce processus (depuis le poète H. Heine, définissant la conversion comme un « passeport d'entrée dans le monde ») - l'assimilation massive des Juifs par la conversion au christianisme, puis leur choix du socialisme était leur destinée optimale à une époque où les nations les plus avancées d'Europe leur conférait des droits égaux à la majorité de leurs concitoyens. Mais les signes avant-coureur d'un changement de conception sont manifestes dans la pièce *Das Neue Ghetto* (1894), dans laquelle Herzl dramaturge exprime des critiques à l'endroit de l'assimilation et de la conversion. C'est donc peu à peu que Herzl adopta une position sioniste, et qu'il conçut le projet d'une action diplomatique d'envergure, destinée à faire admettre que la question juive constituait un enjeu de politique internationale. C'est en 1895 qu'il publia *Der Judenstaadt*, essai qui expose les principes directeurs du sionisme politique. Dans la vision de Herzl, le futur Etat des Juifs s'offre au lecteur avec toutes les caractéristiques d'un Etat occidental moderne, fondé sur le progrès scientifique et technologique, ainsi que le progrès social, digne d'une véritable société de droit démocratique. En 1902, Herzl publierà encore *Altneuland* (*Terre ancienne, terre nouvelle*) un

roman d'anticipation qui met en récit les idées exposées dans l'essai politique⁴². Il déploya une activité diplomatique inlassable. Au moment de la publication de *Der Judenstaadt*⁴³, Herzl eut d'abord l'idée d'intéresser à son projet aussi bien le Baron Maurice de Hirsch (qui finança des projets de colonisation agricole juive en Argentine), que le Baron Edmond de Rothschild qui le repoussa. Par la suite, Herzl entreprit de convaincre le Duc de Bade – oncle du Kaiser, qu'il rencontra aussi le 2 Novembre 1898, lors de sa visite à Jérusalem - ainsi que le Sultan de Turquie. A ce dernier, Herzl proposa en échange de l'octroi d'une Charte pour les Juifs, la contribution financière des communautés juives pour lancer l'industrialisation de la Turquie. Ce fut un échec, en dépit des bonnes relations qu'il noua avec ces deux interlocuteurs, toujours selon l'idée qu'il convenait de négocier de puissance à puissance. Herzl rencontra également Viatcheslav Konstantinovitch von Plehve (1846-1904), le Ministre de la justice du Tsar, dans le contexte du pogrom de Kichinev (1903), pour obtenir l'adhésion des autorités russes à la cause sioniste. Ses démarches le conduisirent jusqu'à Londres, où il soumit l'idée selon laquelle la Grande Bretagne pourrait utilement contribuer à résoudre par des voies politiques la question juive, en concédant au mouvement sioniste une parcelle de son empire : Chypre fut évoqué, ainsi que la péninsule du Sinaï. Mais ce fut un double refus. T. Herzl demanda aussi une entrevue avec le Pape (Pie X), qui opposa à son projet un « non pos-

sumus » paternaliste, compte tenu de la théologie catholique du « Verus Israel » (Véritable Israël) qui prévalait alors. Il rencontra également le roi d'Italie, Victor Emmanuel III, sans davantage de succès. L'année même du pogrom de Kichinev, la Grande Bretagne fit une contre-proposition, en avançant la possibilité pour les partisans du sionisme de peupler une partie de l'Afrique Orientale (« la solution ougandaise »). Cette dernière perspective séduisit Herzl, et le 6^e Congrès de Bâle (Août 1903) inscrivit cette question à l'ordre du jour. Herzl reçut un écho favorable de la part des partisans d'Israël Zangwill (1864-1926), théoricien du « territorialisme ». Mais l'opposition très résolue des Juifs russes, emmenés par M. Ussishkin (1863-1941), dissuada Herzl de soutenir plus avant cette option, afin d'éviter un schisme. Même envisagée comme une étape, une solution provisoire, l'option territorialiste ne fut finalement pas retenue. C'est l'originalité indiscutable de Herzl d'avoir opposé au sionisme mystique de la tradition du judaïsme, ainsi qu'au sionisme pratique de ses contemporains, les perspectives d'un sionisme politique. Herzl s'impose dans l'histoire du sionisme comme le véritable fondateur des institutions politico-juridiques du retour à Sion. Herzl partage avec Pinsker la conviction que l'antisémitisme est endémique parmi les nations, et que la seule véritable solution de la question juive ne peut être qu'une solution nationale. Il avance par ailleurs un argument qui ne peut que trouver un écho chez les antisémites qui souhaitent

se défaire des Juifs de manière collective.

1897 est une date charnière, puisque Herzl fonde le journal *Die Welt* (4 Juin 1897), et convoque le Premier Congrès Sioniste (29 Août 1897). Prévu pour se tenir à Munich, il eut lieu à Bâle (Suisse), à cause des protestations antijuives. Ce premier rassemblement organisé des militants sionistes (auxquels se joignit une bonne partie des membres des *Amants de Sion*, présents en 1887 à la Conférence de Druskienski) s'est donné deux objectifs : la formation d'une Assemblée nationale du peuple juif, et la fondation d'une Organisation sioniste. Il s'agit d'un évènement capital dans l'histoire juive, depuis l'Antiquité, puisque l'idée sioniste rallie et fédère des représentants issus de toutes les communautés juives d'Europe, de l'ouest et de l'est. De surcroît, il se dote d'un programme d'action. Ce programme, connu sous le nom de "Programme de Bâle" stipule que « Le sionisme a pour but un Foyer national légalement garanti et publiquement reconnu pour le peuple juif en Palestine ».

A Bâle quatre grands objectifs sont assignés au mouvement de libération nationale⁴⁴ : « 1. L'encouragement en Palestine de la colonisation par des fermiers, des paysans et des artisans ; 2. L'organisation de l'ensemble du judaïsme en corps constitué sur le plan local et général, en accord avec les lois des pays respectifs ; 3. Le renforcement du sentiment national juif et de la conscience nationale ; 4. La mise en œuvre des moyens néces-

saires pour obtenir le consentement des gouvernements susceptibles de favoriser la réalisation des buts du sionisme ». L'ensemble constituait pour la première fois depuis dix-neuf siècles une plate-forme commune susceptible d'accueillir toutes les sensibilités doctrinales en les faisant coexister dans un cadre démocratique. Dans cette perspective, toute modification du programme devait être approuvé en session plénière.

Les réactions internationales au Congrès de Bâle furent à la mesure de la situation des différents pôles du monde juif d'alors. En Europe de l'Ouest, bien que perçu comme un évènement original, il ne rencontrait pas l'adhésion massive que le sionisme suscitait depuis déjà une quinzaine d'année en Europe de l'Est, ou dans l'Empire ottoman. En France, par exemple, les sentiments étaient plus que mitigés. En majorité les Juifs de France le mettaient à distance, par patriotisme, puisque depuis plus d'un siècle les acquis de l'Emancipation étaient leur sauf-conduit⁴⁵. Le grand rabbinat, en la personne de Zadoc Khan (1839-1905), était quant à lui gagné aux principes du sionisme, puisqu'il y voyait un horizon nouveau susceptible de vivifier les valeurs du judaïsme. Dans son *Journal*, T. Herzl témoigne de ce qu'il fut un sympathisant⁴⁶, mais réservé, étant donnée la tendance générale. Mais sans que cela impliquât la moindre adhésion au sionisme politique, ici et là s'exprimait un sionisme de type philanthropique, justifiant la nécessité du sionisme comme option susceptible

d'améliorer les conditions des masses juives de l'Est. Enfin, un dernier groupe, mais minoritaire, encourageait le développement du sionisme ; il était principalement le fait d'intellectuels tels que Bernard Lazare (1865-1903), dreyfusard de la première heure⁴⁷, de sensibilité libertaire, auteur d'un essai sur *L'antisémitisme, son histoire, ses causes* (1894), chroniqueur d'un supplément français de la revue *Zion*, auquel faisait écho d'autres organes de presse, tels que *Kadima* ou *Le Flambeau*, l'un et l'autre soucieux de défendre la dignité juive et stigmatisant les réticences de leurs compatriotes, parfois qualifiés de "Juifs honteux". Mais c'est indubitablement en Europe orientale que le Congrès de Bâle souleva l'enthousiasme, compte tenu de la situation d'extrême dénuement des communautés juives, constamment exposées à l'antisémitisme virulent des tsars et de l'Eglise orthodoxe. C'est à la même époque que la police secrète, l'Okhrana, mit en circulation et diffusa massivement le faux : *Les Protocoles des Sages de Sion*⁴⁸. Conçu pour déterminer une lecture complotiste de l'histoire, ce texte prétend apporter la preuve de l'existence d'une conspiration juive, dont les agissements en coulisse sont susceptibles d'expliquer les plus grands bouleversements historiques, aussi bien passés, que présents et à venir.

*

Le Programme défini à Bâle constitua la feuille de route du mouvement sioniste, tout au long du demi-siècle suivant qui

devait mener à la création de l'Etat d'Israël. Sa formulation initiale fut rarement amendée. Cela se produisit à deux occasions, dans les conditions prescrites en 1897. En 1951, le 23^e Congrès sioniste proposa une réévaluation des finalités du sionisme, dans les termes suivants : « La tâche du sionisme est : 1. Le renforcement de l'Etat d'Israël, 2. Le rassemblement des exilés en Terre d'Israël, 3. La préservation de l'unité du peuple juif ».

En 1958, lors du 27^e Congrès sioniste, le programme fut reformulé en cinq points : « Les buts actuels du sionisme sont : 1. L'unité du peuple juif et la centralité d'Israël dans la vie juive ; 2. Le rassemblement du peuple juif dans sa Patrie historique, *Eretz Israel* par l'*alyah* de tous les pays ; 3. La consolidation de l'Etat d'Israël, fondé sur la vision prophétique de justice et de paix ; 4. Le renforcement de l'identité du peuple juif grâce à l'encouragement de l'éducation juive et hébraïque, ainsi que la mise en valeur du patrimoine spirituel et culturel du judaïsme ; 5. La lutte pour les droits civiques des Juifs où qu'ils se trouvent ».

L'élection des représentants eut lieu dès le début au scrutin de liste, selon la formule de la proportionnelle, compte tenu du nombre d'adhérents. Le Congrès sioniste a toujours eu vocation à désigner les représentants de l'Organisation sioniste aussi bien que de l'Agence juive. L'Organisation sioniste fut créée lors du Premier Congrès (1897). Son domaine d'intervention est de trois ordres : poli-

tique, économique mais aussi éducatif et culturel. L'initiative de T. Herzl permit assez vite de dégager deux instances opérationnelles : le *Fonds de la colonisation* (socle de la Banque juive de Palestine), et le *Fonds national juif* (destiné à l'acquisition des terres). D'emblée l'Organisation sioniste se caractérise par son pluralisme, et son aptitude à faire coexister démocratiquement les différentes sensibilités doctrinales, notamment entre "sionistes pratiques" et "sionistes politiques". Les premiers considèrent que la priorité doit être accordée au développement des communautés agricoles, les seconds tiennent que la diplomatie doit primer toute autre orientation. Jusqu'à la Première guerre mondiale, l'Organisation sioniste aura son siège à Vienne. A sa tête un président élu, s'entoure d'un comité exécutif de six membres également élus. Ce premier cercle de dirigeants agit lui-même sous le contrôle d'un Conseil permanent de vingt-six membres. A partir de 1917, la représentation de Londres gagna en indépendance et prit à elle seule la direction, en s'impliquant énergiquement aux côtés des principaux Alliés (la France et la Grande Bretagne), antérieurement à la Déclaration Balfour. Entre 1920 et 1948, l'Organisation sioniste connut des transformations significatives, notamment liées à la conjonction de quatre facteurs. Tout d'abord, du fait de la création d'institutions juives palestiniennes, puisque dès la fin de l'empire ottoman, la population juive de Palestine forma une chambre des députés élus au suffrage universel (*Assefath ha nivrahim*), et

se dota également d'un Conseil exécutif (*Vaad Leumi*), dont les membres étaient désignés par les députés. C'est ainsi qu'à partir de 1920, ces deux instances formèrent la *Knesset Israël*. Celle-ci fut reconnue en 1927 par la Grande Bretagne mandataire, en qualité de « self-government » néanmoins privée d'une véritable latitude d'action politique. Ce même intervalle vit aussi la formation de partis politiques aux options idéologiques affirmées, qui reflétaient naturellement les principales familles de pensée du sionisme qui s'étaient d'abord exprimées dans le cadre des premiers congrès. Par la suite, en 1929, l'Agence juive fut constituée ; elle regroupait le concours des différentes compétences, réunies au sein de départements (trésor, émigration, etc.), l'ensemble fonctionnant avec les attributs d'un gouvernement avant la lettre. L'essor de l'Agence juive eut pour effet de limiter, puis de restreindre considérablement le rôle du bureau exécutif de l'Organisation sioniste. Enfin, à partir de l'indépendance de l'Etat d'Israël, il fallut définir le rôle que désormais jouerait l'Organisation sioniste auprès de l'Etat. La Loi de Statut de 1952 lui reconnaît son importance en lui octroyant une forte autonomie, notamment auprès des communautés juives de la diaspora. En regard du rôle fédérateur de l'Organisation juive, l'Agence juive, qui en est une émanation directe, couvre trois domaines d'intervention et d'investissement : l'immigration juive, le développement économique de la société, ainsi que l'éducation et la culture. L'immigration (en

Hébreu : *alyah*) a constitué la priorité du mouvement sioniste, depuis ses débuts à partir de 1882 (L. Pinsker et les *Amants de Sion*). Le processus de l'*alyah* présente deux caractéristiques : elle est organisée et vise l'intégration des futurs citoyens du Foyer juif. Précisons que sous le Mandat britannique, les nouveaux immigrants juifs possédaient un passeport qui stipulait leur « nationalité palestinienne ». Ce dernier a été remplacé par le passeport de l'Etat d'Israël, assorti de la « nationalité israélienne », à partir de l'indépendance. Le développement économique du *yichouv*, puis de l'Etat d'Israël a dépendu de deux instances complémentaires : le Fonds national juif (*Keren kayemet le Israël*) et le Fonds d'équipement (le *Keren ha yessod*). Le *Keren kayemet le Israël* est chargé du développement foncier. Le *Keren ha yessod* est responsable quant à lui de la collecte des fonds, en provenance de tous les pays, avec une forte implication du judaïsme Nord-américain, à travers l'*United Jewish Appeal*). Les fonds ainsi réunis sont ensuite redistribués au profit des différents secteurs : l'immigration et le logement, l'assistance et l'aide sociale, l'éducation, les nouvelles agglomérations. Enfin le secteur éducatif et culturel a d'abord concerné le développement du secteur élémentaire et professionnel, dès la fin du 19^e siècle, avec un fort accent mis sur l'usage de l'Hébreu comme langue vernaculaire.

*

Le sionisme ne laissa personne indif-

férant. Il suscita diverses oppositions à l'intérieur même du monde juif⁴⁹. Il fut d'abord perçu comme une hérésie par le judaïsme ultra-orthodoxe (formation de l'*Agudat Israël*, 1912), il fut récusé par le judaïsme réformé (Conférence de Pittsburgh, 1885)⁵⁰, combattu par la majorité des « Français de confession israélite », dont le loyalisme était incoercible⁵¹. Il fut également rejeté par les partisans du Bund nationalitaire, dans le contexte de la Révolution bolchévique⁵², et préalablement critique par les tenants d'une autonomie culturelle dont l'historien Simon Dubnov (1860-1941) fit la théorie. Cependant, force est de constater que la validité présumée de ces oppositions a systématiquement été démentie, amenant chacune de ses positions à se nuancer, surtout depuis la Shoah. Le sionisme est rétrospectivement apparu à ses détracteurs, comme le seul référentiel politique capable de garantir, à l'échelle collective, non seulement la survie physique et culturelle des Juifs, mais encore la sauvegarde de leurs droits d'êtres humains et de citoyens. Le développement du sionisme politique a pu compter avec deux apports : d'une part celui du judaïsme occidental, qui lui a fourni ses concepts et son cadre intellectuel, légal et économique, d'autre part celui du judaïsme oriental (Russie et empire ottoman), qui, bien que soustrait aux nouveaux acquis de l'Emancipation, mais du fait de la persistance de l'oppression subie, contribuera par le nombre, la détermination et la ferveur à la réussite de l'entreprise. Après L. Pinsker et T. Herzl,

H. Weizmann (1874-1952) incarne un sionisme de synthèse, à la fois pratique et politique, confiant dans l'application de la Déclaration Balfour. Disciple

d'A. Ha'am, il fut le président de l'Organisation sioniste (1920-1931, 1935-1946), et premier président de l'Etat d'Israël.

- 39.** *La question juive comme question de la nocivité raciale pour l'existence, les coutumes et la culture des peuples.*
- 40.** Elle débute le 22 décembre 1894, par le procès et la condamnation de Dreyfus, et se termine officiellement le 12 Juillet 1906 devant la Cour de cassation, par la réhabilitation du capitaine. Le lecteur se reportera à l'étude classique de V. Duclerc, *L'Affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, (1^{ère} éd. 1994), 2018 (4^e éd.).
- 41.** Cette affaire qui divisa la France en deux. A la suite de la fondation de la *Ligue des droits de l'homme*, la réaction anti-dreyfusarde s'organisa à l'intérieur de *La ligue de la patrie française*. Ce moment historique fut celui d'un déchaînement de la passion antijuive. Cf. G. Bensoussan : *L'idéologie du rejet. Enquête sur le "Monument Henry" ou archéologie du fantasme antisémite dans la France de la fin du XIX^e siècle*, Paris, Manya/Document, 1993.
- 42.** Un point n'a pas été assez souligné, c'est le caractère de roman d'anticipation de cet ouvrage d'Herzl, dont la formulation participe du nouvel imaginaire positiviste qui caractérise à la même époque l'œuvre de Jules Vernes (1828-1905). La littérature exploite alors les perspectives ouvertes par les découvertes récentes ainsi que le remarquable essor de la science et des possibilités qu'offrent désormais la technologie. La mise en valeur de la Palestine, désertique et en friche depuis des siècles participe d'un imaginaire culturel, amplement renouvelé à cette époque, par les applications de la philosophie du progrès.
- 43.** *L'Etat des Juifs*, Paris, La Découverte, 2008.
- 44.** Jusqu'au 6^e Congrès sioniste, cette manifestation avait un caractère annuel. Après la disparition de T. Herzl, il se réunit tous les deux ans. Les années de guerre (1914-1918 ; 1939-1945) furent marquées par une suspension du congrès. Depuis 1948, le congrès se tient à un intervalle de cinq années.
- 45.** Dans *Les Juifs de France à l'époque de l'Affaire Dreyfus*, Paris, Ed. Complexe, 1985, p. 314 et sq. R. Marrus, souligne ce climat d'hostilité au sionisme de la part des Juifs de France.
- 46.** Cf. T. Herzl, *Journal (1895-1904)*, Paris, Calmann-Lévy, 1990, pp. 83, 145, 160, 166.
- 47.** Philippe Oriol, *Bernard Lazare*, Paris, Stock, 2003.
- 48.** Pour une analyse de ce texte au destin planétaire, voir G-E. Sarfati : « La parole empoisonnée : Les Protocoles des Sages de Sion et la vision policière de l'histoire », in *Faux et usages d'un faux*, dir. P-A. Taguieff, Paris, Berg International, T.2, Col. « Faits et représentations », 1992.
- 49.** L'antisionisme non-juif, notamment l'antisionisme radical contemporain, fait l'objet de l'étude suivante, due à P-A. Taguieff, publiée dans cette même collection. Nous évoquerons ici sa variante arabo-palestinienne, indissociable de la Grande Révolte Arabe de Palestine, à l'époque du Mandat britannique.
- 50.** C'est notamment la Conférence rabbinique de Francfort (1845) qui démarqua les différentes sensibilités religieuses. La mouvance traditionnaliste de Z. Frankel (1801-1875) se désolidarisa et de la réforme et de l'orthodoxie, pour affirmer la nécessité d'une synthèse entre tradition et modernité, en valorisant la pratique de l'Hébreu et l'élément national du judaïsme.
- 51.** Cf. S. Schwarzfuchs, *Du Juif à l'Israélite : Histoire d'une mutation (1770-1870)*, Paris, Fayard, 1989. Ce fait a été souligné en 1917, par M. Barrès, peu suspect d'aménité envers les Juifs, quels qu'ils fussent, dans son essai : *Les diverses familles spirituelles de la France*, Préface de J-P. Rioux, Ed. du CNRS, Col. « Biblis », 2016.
- 52.** Cf. A. Brossat- S. Klingberg, *Le yiddishland révolutionnaire*, Paris, Balland, 1988. Le Bund fondé en 1897, rassembla les masses juives prolétaires autour d'un projet révolutionnaire ; à partir de 1917, il s'aligna sur les principes de la révolution communiste, en défendant le principe d'une autonomie identitaire et nationale au sein de la fédération des républiques socialistes. Il fut anéanti par le stalinisme et par les nazis.

DE LA DÉCLARATION BALFOUR AU MANDAT BRITANNIQUE SUR LA PALESTINE (1917-1947)

A lors que le sionisme parvient à maturité au moment de la Première guerre mondiale, et qu'il se transforme en mouvement de masse, le ministre anglais des affaires étrangères, Lord Arthur James Balfour (1848-1930) – sympathisant du courant du sionisme chrétien- rend publique la déclaration historique à laquelle est depuis lors associé son nom. Ce texte, adressé sous forme de lettre à W. de Rothschild, le 2 Novembre 1917 se présente ainsi :

« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tous les pays ».

Les raisons de cette décision n'ont pas été entièrement élucidées. Les historiens en ont allégué au moins trois, d'importance diverse. D'aucuns ont soutenu qu'elle obéissait à un calcul politique et stratégique, puisqu'elle inciterait ses premiers destinataires (les Juifs britanniques) à en-

gager les puissantes communautés juives nord-américaines à faire pression sur le gouvernement des Etats Unis pour qu'il entre en guerre aux côtés des Alliés contre l'Allemagne. Ce calcul était d'autant plus raisonnable que le tsarisme honni, également impliqué contre l'Allemagne, s'était effondré quelques mois plus tôt, ce qui chez les Juifs du monde entier supprimait un motif de refus. Deux autres justifications probables de ce geste diplomatique d'une portée décisive pour la suite des évènements, consistent à voir dans la Déclaration Balfour une manière de récompenser le savant H. Weizmann – alors chef de l'exécutif du mouvement sioniste- inventeur d'un procédé de fabrication d'explosif qui avait rendu de grands services à l'armée britannique. Le geste de Lord Balfour pouvait aussi s'entendre comme un signe de reconnaissance envers les milliers de Juifs qui s'étaient enrôlés aux côtés des Alliés au sein de la première Légion juive, formée par Vladimir Zeev Jabotinsky. Une dernière raison, tiendrait aux convictions mêmes de Lord Balfour, dont les opinions religieuses le disposaient à considérer que la renaissance nationale juive constituait la réparation d'une injustice qui n'avait que trop durée⁵³. Quant à l'expression « foyer national », utilisée dans le texte de la Déclaration, elle pouvait si-

gnifier deux choses : soit que la Grande Bretagne – tout en acceptant le principe d'une autonomie juive- n'entendait pas souscrire au projet de formation d'un Etat juif indépendant, au Proche Orient, soit qu'il s'agissait de reprendre purement et simplement les termes mêmes qui figuraient dans le programme du Congrès sioniste de Bâle. En tout état de cause, cette formule ne manquait pas d'être ambiguë. Cette ambiguïté prend un relief nouveau quand on considère enfin que la Déclaration Balfour semblait entrer en contradiction flagrante avec les engagements que la Grande Bretagne avait déjà contractés envers les Arabes du Proche Orient : en 1915, dans le cadre des Accords Mc Mahon/Hussein - Chérif de La Mecque -, le Gouvernement britannique avait fait aux Arabes du Proche Orient la promesse de former un grand royaume indépendant, à la condition que ceux-ci les aide à défaire l'Empire Ottoman, allié de l'Allemagne⁵⁴. Cet épisode est lié aux missions du Colonel Lawrence, instigateur de la première Révolte Arabe. Rappelons ici que la Palestine ottomane, pressentie pour constituer la base territoriale du futur « Foyer national juif », ne faisait pas partie des termes de l'accord de 1915. Tout semblait concilier les intérêts des deux parties – nationalisme juif et nationalisme arabe, sous l'égide de la diplomatie alliée- lorsque le double engagement de la Grande Bretagne fut ratifié au cours de la Conférence de la Paix, réunie à Versailles, en 1919⁵⁵. Le territoire assigné au futur Etat juif s'étend alors sur 111.500 km², de la Méditerranée jusqu'à

inclure 20.000 km² de la rive est du Jourdain⁵⁶. La Conférence de San Remo (avril 1920) entérina les principes de la Déclaration Balfour, confirmant également que la Grande Bretagne exercerait son mandat sur la Palestine, en application de l'article 25 de la Société des Nations. La Conférence de Sèvres (24 Juillet 1920) confirma les décisions adoptées à San Remo⁵⁷. Le mandat britannique fut ratifié par la SDN en 1922. Les termes de ce texte définissent la mission de la puissance mandataire, et mérite que l'on s'y arrête quelque peu. L'article 2 stipule que la Grande Bretagne s'engage à « placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques permettant d'établir un Foyer national juif ». L'article 4 détermine la fondation d'une Agence juive, cadre légal de la représentation juive auprès de l'administration anglaise. L'article 6 fait obligation à la Grande Bretagne de « faciliter l'immigration juive ». L'article 11 prévoit le développement d'« un système agraire visant notamment à promouvoir la colonisation et la culture intensive des terres ». L'article 27 énonce explicitement que tout amendement aux termes du mandat devra faire l'objet d'un débat en session plénière dans le cadre du Conseil de la SDN. Dérogeant à ses engagements, la Grande Bretagne débuta l'exercice de son mandat en divisant la Palestine, selon les termes d'un premier *Livre Blanc* (16/09/1922) signé par Winston Churchill, qui ampute le territoire juif de 84.000 km², ce qui en reconfigure la superficie sur une échelle de 27.000 km². Simultanément, Français

et Britanniques s'étaient entendus pour redéfinir le droit à l'autodétermination des Arabes, en imposant l'émir Abdallah (fils cadet du chef Hussein et frère de Fayçal) à la tête d'un nouvel Etat : l'Etat émirat de Transjordanie, qui vit le jour la même année⁵⁸ (1922). Au cours des trois premières années de son application, le Mandat britannique fut assuré par une administration militaire (de 1917 au 1^{er} Juillet 1920) qui fut par la suite remplacée par une administration civile. Une fois certains de l'issue de la Première guerre mondiale, et assurés d'exercer leur hégémonie sur une grande partie du Proche Orient, les Anglais n'entendaient plus honorer leurs engagements, mais gérer la région que la SDN leur avait confié selon leurs intérêts exclusifs. Les personnels en charge du Mandat, qu'ils soient militaires ou civils, avaient en partage la même mentalité antijuive. En 1921, l'antisionisme grandissant du nationalisme arabe naissant, avait amené, les autorités britanniques à jouer la carte de l'apaisement en nommant au poste de chef religieux (Grand Mufti) de la communauté musulmane de Jérusalem, El Hadj Amine Al Husseini (1895-1974).

*

Ce personnage joua un rôle déterminant dans les orientations politiques du mouvement national arabe de Palestine mandataire. Il convient de le situer : Il est le principal artisan des émeutes anti-juives entre 1920 et 1939. Le recours à la violence collective organisée représente à

ses yeux la méthode la plus efficace pour infléchir la politique de la Grande Bretagne, chargée de concrétiser les termes de la Déclaration Balfour. En 1935, il fonde le Parti arabe palestinien. Le 25 avril 1936, il est fait président du *Haut Comité Arabe*, dès sa formation. A partir d'octobre 1937, le *Haut Comité Arabe* est rebaptisé : *Comité Central du Djihad National en Palestine*. La même année, il déclenche la Grande Révolte arabe contre la puissance mandataire. L'historien Benny Morris écrit qu'il a « systématiquement rejeté un compromis territorial, définissant toute la Palestine en tant qu'Etat arabe et permettant exclusivement à une minorité juive composée uniquement de ceux qui avait vécu dans le pays avant 1914 d'y résider »⁵⁹. L'échec de son action le porta à se tourner vers l'Allemagne nazie, à partir de 1939⁶⁰. Il fut reçu par Hitler à Berlin le 28 Novembre 1941, et joua un rôle actif dans la propagande antijuive, à destination du monde arabe entre 1942 et 1945. Après la guerre il fut recherché comme criminel de guerre par la Yougoslavie (étant donné son rôle dans la formation de la 13^e division de Montagne SS Bosniaque “Handschar”), et par la Grande Bretagne pour faits de collaboration. Courant 1945, il bénéficia de la protection de la France, et fut exfiltré sous une fausse identité grâce au Quai d'Orsay⁶¹. En 1947-1948, il contribua à la lutte armée contre l'Etat d'Israël. Entre 1948 et 1959, il porta le titre de “président du Gouvernement arabe de Palestine”.⁶²

*

Après la création de l'émirat de Transjordanie, la Grand Bretagne édicte des quotas qui asphyxient l'immigration juive, sans pour autant que ces restrictions s'appliquent aux populations arabes des Etats limitrophes. Seulement 10.000 Juifs entrent en Palestine occidentale, entre 1920 et 1929. Le Haut Comité Arabe réagit par de nouvelles vagues de violence, qui culminent dans le massacre de Hébron⁶³. Les autorités britanniques soucieuses d'apaiser cette violence décident d'un nouveau train de mesures. Une première commission réunie sous les auspices de Sir Walter Shaw explique ces violences par la situation des « Arabes sans terre »⁶⁴. Les conclusions de ce premier rapport sont reconduites par une seconde commission, dirigée par Sir J. Hope Simpson : en manière de solution définitive, ses conclusions recommandent l'annulation pure et simple de la Déclaration Balfour. Le 21 octobre 1930, il en résulte l'adoption d'un deuxième *Livre Blanc*, signé par le ministre Sidney Webb Passfield. Mais l'intervention de l'historien Lewis Bernstein Namier (1888-1960), auprès du Premier Ministre Mc Donald dissuade le gouvernement de son entrée en vigueur. Dans ce contexte, les nationalistes arabes qualifient de « Livre Noir », le document de Passfield. Mais la vérité locale est bien différente. La population juive de Palestine ne cultive qu'un sixième des terres labourables, qui ont été ac-

quises comptant, bien souvent à des prix exorbitant, qui représentent 4 à 5 fois le prix des terres les plus fertiles d'Europe occidentale ou des Etats Unis. La montée de l'antisémitisme hitlérien en Europe, à partir de Janvier 1933, coïncide au Proche Orient avec l'affirmissement de la politique des quotas migratoires qui frappent l'émigration juive vers la Palestine. En 1934, les autorités britanniques permettent l'entrée en Palestine Mandataire de 30.000 Syriens fuyant la sécheresse. Entre 1936 et 1939, leurs options politiques les rendent de fait complices de la politique antijuive du III^e Reich. La Commission Peel, réunie en 1936 préconise un deuxième partage de la Palestine, en recommandant de ramener à 7.655 km² le territoire du Foyer national juif. Le mouvement sioniste accepte, le Haut Comité Arabe oppose un nouveau refus. A deux années d'intervalle, en 1938, une nouvelle commission, conduite par Sir John Woodhead préconise un troisième partage, qui consiste à ramener à 1.275 km² la superficie du Foyer juif. Géographiquement, il s'agit de le cantonner à Tel-Aviv (édifiée depuis 1904) et à sa région. Le Haut Comité arabe rejette cette troisième proposition⁶⁵. En 1938, en Europe, pour trouver une solution au problème des populations juives qui cherchent à fuir le nazisme, se tient la Conférence d'Evian, vouée à l'échec étant donné l'absence de fonds et de débouchés territoriaux pour accueillir ces réfugiés. Cet état de fait résulte des

mesures protectionnistes prises par l'ensemble des gouvernements européens et au-delà (USA, Canada, Australie, etc.). Quelques mois plus tard, en Février 1939, à l'initiative de Neville Chamberlain, resté célèbre pour sa politique d'apaisement vis-à-vis de l'Allemagne nazie, au cours de la Conférence de Munich (29-30/09/1938), la Grande Bretagne suscite à Londres une conférence sur la Palestine, en présence des délégués Arabes et Juifs. Les premiers refusent de siéger dans la même salle que leurs homologues sionistes, et les consultations ont lieu sans que les deux parties puissent s'adresser la parole. Ce non évènement diplomatique se conclut par la décision britannique de former un Etat arabe sur l'ensemble de la Palestine mandataire. Mais dans l'immédiat, le 17 Mai 1939, le gouvernement de la Couronne publia un nouveau *Livre Blanc*, qui interdit l'émigration juive en Palestine, et la vente de terres aux Juifs. Ces deux mesures seront sans appel au-delà de la fin de la Seconde guerre mondiale. Comme contrepartie dérisoire, la Grand Bretagne indique que pour des « raisons humanitaires », elle permettra l'entrée de 75.000 Juifs entre 1939 et 1944. Entre 1933 et 1936 environ un tiers de la population juive allemande a pu émigrer vers la Palestine. A partir de mars 1938, à la suite de l'Anschluss et de l'annexion de la Tchécoslovaquie, ce sont 400.000 Juifs supplémentaires qui tombent dans le piège du III^e Reich. C'est une période charnière de la Se-

cond Guerre mondiale, y compris dans l'histoire de l'antisémitisme nazi. Dans un discours au Reichstag (30/01/1939), Hitler soutient que si les Juifs réussissent « à déclencher la guerre, ce sera la fin de la race juive en Europe ». Jusqu'alors, les Nazis entendent régler la « question juive », par l'émigration forcée. C'est encore cette perspective qui est à l'ordre du jour, lorsque Reinhardt Heydrich – chef de l'Office central du III^e Reich pour l'émigration- réitère ce principe dans son discours du 11 Décembre 1939. Mais comme les dates le montrent, c'est à ce moment que la Grande Bretagne, par le biais du *Livre Blanc* de l'année 39, rend impossible toute émigration juive en Palestine. A ce moment, la position majoritaire du mouvement sioniste consiste à apporter son appui à la Grande Bretagne, dans sa lutte contre le nazisme. C'est ce qu'illustre la déclaration de David Ben Gourion (3/09/1939) : « Nous combattrons Hitler comme si le *Livre Blanc* n'existant pas ; mais nous combattrons le *Livre Blanc* comme si Hitler n'existant pas ». De 1939 à 1942, la marine militaire britannique bombarde, arraïssone et renvoie à leurs ports de départ, les navires chargés de leur cargaison humaine. La liste de ces navires est longue, bien que l'opinion n'ait retenu que l'épisode tardif de l'*Exodus* (1947)⁶⁶. Les conséquences humaines sont désastreuses, puisqu'à partir de 1941, la solution finale est engagée : depuis Juin 1941 dans les territoires de l'Est (la Shoah par balles), et

après la Conférence de Wansee de 1942, dans les camps de la mort⁶⁷. Toutes les demandes de secours adressées par la direction sioniste aux autorités britanniques, (bombardement des voies ferrées conduisant au complexe d'Auschwitz-Birkenau, adoption de milliers d'orphelins juifs lorsqu'il était encore temps, échange de Juifs contre du matériel) se heurtèrent à un refus catégorique. C'est dans ce contexte que se situe la Conférence de Biltmore (New York⁶⁸). A l'initiative de D. Ben Gourion, 600 délégués des différents courants sionistes se réunissent. Trois points sont à l'ordre du jour : la demande de transfert de tous les pouvoirs à l'Agence juive, en matière d'immigration, l'ouverture de la Palestine aux réfugiés juifs, et la création sans délai d'un Etat juif indépendant, conformément aux engagements de la Grande Bretagne. Cependant, la direction sioniste est bien impuissante d'une part à enrayer l'extermination, d'autre part à infléchir la politique de la Grande Bretagne. A cette même époque, deux millions de Juifs se sont engagés dans les différentes armées ou formations militaires alliées (armées régulières et organisations de Résistance). En Palestine, le *yichouv* est fort d'environ 600.000 personnes : d'un côté, il fait face à la violence organisée du Haut Comité Arabe, et de l'autre à un contingent britannique de 100.000 soldats, aux côtés desquels intervient la Légion juive. La décision de soutien inconditionnel à la Grande Bretagne en guerre contre le

nazisme est unanimement respectée. De 1936 à 1939, seule la faction militaire dissidente de l'*Irgun*⁶⁹ déroge au consensus, et mène une lutte constante contre les objectifs britanniques, mais sans s'attaquer aux soldats anglais. A partir du 1^{er} Janvier 1944, la branche armée du *yichouv* se divise. L'*Irgun*, commandé par Menahem Begin, élargit sa lutte en incluant désormais les dispositifs militaires de la puissance mandataire. La région entre dans un cycle de violence redoublée après l'assassinat au Caire, par deux agents du Groupe Stern, de l'ambassadeur britannique en Egypte, Lord Moyne, qui s'était opposé au début du conflit à des actions de solidarité pour venir en aide à quelques milliers de Juifs qui furent finalement assassinés par les nazis. De l'été 44 à l'été 45, pour la seule fois en trente années de résistance à la présence britannique, la *Haganah* de D. Ben Gourion collabore avec la police anglaise, pour endiguer le "terrorisme juif". De son côté, le chef de l'*Irgun* s'opposa aux représailles, afin de préserver l'unité nationale, en prévision de l'Indépendance. En Europe, la Seconde guerre mondiale prit fin le 8 mai 1945. En Grande Bretagne, un mois avant, les élections avaient conféré la majorité aux Travailleurs. Ces derniers avaient notamment fait campagne sur l'idée de la formation d'un Etat juif indépendant dès après la fin des hostilités. Le 5 Juillet 1945, le nouveau Premier Ministre C. Attlee nommait Ernest Bevin (1881-1951) au poste de conseiller aux

Affaires Etrangères. E. Bevin, également membre du Conseil secret du roi depuis 1940, était farouchement opposé à la création d'un Etat juif. Une fois élu, il dérogea à toutes les promesses électorales de son parti. Le revirement des autorités britanniques mit le feu aux poudres. Non seulement, Bevin s'opposa à l'entrée des rescapés du génocide nazi en Palestine, réaffirmant de manière inflexible les interdictions du *Livre Blanc* de 1939, mais de surcroît, la faible proportion d'entre eux qui parvenaient à accoster sur des navires de fortune aux abords de Tel-Aviv furent arrêtés et enfermés dans des camps pour « personnes déplacées ». Cette fois, la direction du *yichouv* appela au soulèvement, et ce fut l'insurrection générale contre l'occupant britannique. La *Hagana*, l'*Irgun* et le Groupe Stern menèrent sans relâche des actions concertées. Depuis 12 Avril 1945, le Rapport Harrisson⁷⁰ formulait à l'intention de la Grande Bretagne les préconisations du président Harry Truman, demandant l'entrée immédiate en Palestine mandataire de 100.000 rescapés des camps nazis. E. Bevin suscita la formation d'une Commission d'enquête anglo-américaine sur le problème juif, qui rendit ses conclusions le 20 Avril 1946 à Lausanne. L'idée de Bévin était de défendre la position britannique d'une Palestine « qui ne soit ni un Etat juif, ni un Etat arabe » ; mais ni les Etats-Unis, ni la direction sioniste n'accepta d'entériner cette proposition. La Grande Bretagne avait soumis un

nouveau plan, qui consistait à reléguer dans les marges côtières la présence juive :

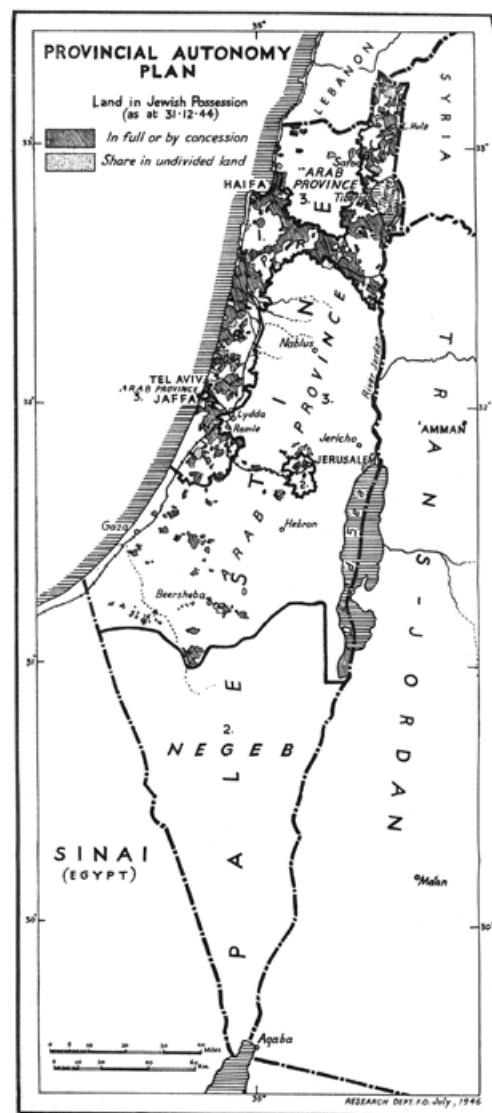
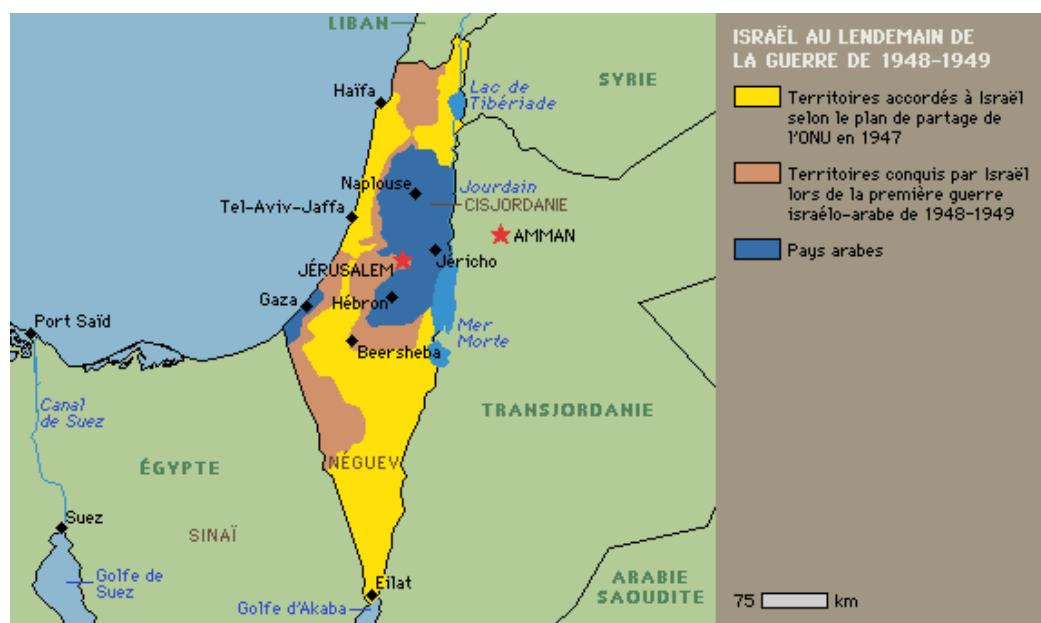


Fig.2 : Carte de la proposition de Bévin

Dans cette configuration qu'elle a cultivée et entretenue, la Grande Bretagne aura agi en vertu d'une devise inviolable : « to keep the Arabs sweet and the oil flowing »⁷¹. Le cycle de violence

atteignit un paroxysme. Les autorités britanniques de Palestine procédèrent à des arrestations, prononcèrent des sentences de mort (exécutées dans la prison de Saint Jean d'Acre), déportèrent par centaines, en Erythrée, les activistes du *yichouv*. C'est de Londres que le 29 Juin 1946, Haïm Weizmann lança un appel à déposer les armes. L'*Irgun* poursuivit la lutte : entre autres actions, ses militants dynamitent à Jérusalem l'Hôtel King David – siège du commandement militaire britannique- le 22 Juillet 1946. Ces évènements précipitent le retrait de la Grande Bretagne, qui décida de confier la résolution du problème juif de Palestine à l'ONU, récemment créée, à la place de la SDN. Au printemps 1947, la question est à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Contre toute attente, mais sans doute pour mettre un terme à l'hégémonie britannique sur le Proche Orient, les Etats-Unis et l'Union soviétique parviennent à s'entendre. Un nouveau plan de partage est proposé, puis soumis aux voix. Il est finalement voté à la majorité le 29 novembre 1947. Le plan onusien prévoit la création de deux Etats : un Etat juif (14.700 km²) et un Etat arabe (11.500 km²). La réponse des deux parties est connue : pour la cinquième fois consécutive, depuis 1920, l'Organisation sioniste accepte, le Haut Comité arabe refuse. La Grande Bretagne a prévu de mettre fin à sa présence le samedi 15 mai 1948. Entre le 29 Novembre et le 14 Novembre, le territoire mandataire est en proie à la guerre civile, qui oppose le *yichouv* aux nationalistes arabes. Ces

derniers ont fait savoir qu'ils n'accepteront pas la formation de l'Etat juif, et qu'ils l'envahiront dès le jour de sa formation. C'est le vendredi 14 mai 1948/5 yiār 5708, à 16h30 que D. Ben Gourion choisit pour prononcer à Tel-Aviv la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël. En substance, le texte comporte d'abord quatre rappels : (1). Des liens historiques qui unissent le peuple juif à la Terre d'Israël, (2). Des fondements légaux du projet sioniste, (3). De la nécessité après des siècles de persécution d'un Foyer national pour le peuple juif, (4). De l'immense contribution des Juifs du monde entier à l'effort de guerre contre le « fléau nazi ». Ces rappels sont suivis par quatre appels : (1). Aux nations du monde afin qu'elles facilitent le développement du jeune Etat, (2). A l'entente et à la coopération avec les Etats arabes, (3). A la coexistence pacifique avec les habitants arabes (citoyens de plein droit), (4). Au Juifs du monde entier pour contribuer à la « rédemption d'Israël ». Le soir même, dans une atmosphère de farhoud, les armées de cinq Etats arabes se mettent en mouvement vers le territoire israélien : du Liban, de Syrie, d'Irak, de Jordanie, d'Egypte. La première guerre israélo-arabe durera jusqu'au mois de Février 1949, date des premiers armistices. La superficie de l'Etat juif passe à 20.770 km².⁷²



Plusieurs faits notables doivent être soulignés : parmi les belligérants arabes, il n'y a aucune armée palestinienne⁷³. Il n'entre pas non plus dans les intentions des cinq Etats arabes belligérants de créer un quelconque Etat palestinien. La seule Palestine qu'ils ont en vue coïncide avec le territoire de la Grande Syrie, défendue

par les nationalistes arabes depuis le début du XX^e siècle. Le territoire de l'Etat arabe de Palestine, prévu par le vote de l'ONU, fut tout bonnement annexé : respectivement la Judée-Samarie -rebaptisée "Cis-Jordanie" - par la Jordanie (crée en 1922, comme Etat arabe de Palestine), et la Bande de Gaza par l'Egypte.

- 53.**La déclaration Balfour fit l'objet d'une première confirmation, au cours d'une conférence réunissant le Premier Ministre Lloyd Georges, Lord Balfour et H. Weizmann, à la date du 22 Juillet 1921.
- 54.**En Europe de l'Est, le Premier conflit mondial fait rage, 60.000 Juifs sont massacrés par les troupes ukrainiennes contre-révolutionnaires, cf. D. Vital : *Zionism. The crucial phase*, Clarendon Press, 1987.
- 55.**L'entente judéo-arabe fut du reste scellée dans le cadre de la Conférence de Versailles, le 3 Janvier 1919, par un accord explicite entre l'émir Fayçal (fils du Chérif Hussein), représentant des Arabes du Proche Orient, et Haïm Weizmann. Cet accord stipule que le Royaume arabe reconnaît la validité des accords Mac Mahon/Hussein, prévoyant que la Palestine serait la base du futur Foyer national juif. Cf. R. Neher-Bernheim, *La Déclaration Balfour*, Julliard ; 1969, p. 390.

- 56.**C'est-à-dire une partie de la Jordanie actuelle, au-delà de laquelle vivent alors 2/3 de la population arabe de la Palestine ottomane.
- 57.**C'est à la veille de la Conférence de San Remo qu'éclatèrent les premières émeutes antijuives (émeutes de Nabi Moussa, à Jérusalem), du 4 au 7 avril 1920, pour exiger que la Palestine ne soit pas détachée du royaume de Syrie. L'idée d'un Etat palestinien indépendant n'a jamais été une préoccupation pour le nationalisme arabe, surtout soucieux d'organiser l'indépendance d'un grand Etat arabe dans les frontières de la Grande Syrie. Le premier Congrès national syrien s'est tenu à Damas en 1919. La version laïque du nationalisme arabe, née dans les milieux chrétiens de Syrie, n'est pas moins radicale que sa version musulmane djihadiste, ni moins fermée à la coexistence pacifique avec le mouvement national juif. L'auteur nationaliste arabe N. Azoury (1873-1916), écrit : « Deux phénomènes importants, de même nature et pourtant opposés, qui n'ont encore attiré l'attention de personne, se manifestent en ce moment dans la Turquie d'Asie : ce sont le réveil de la nation arabe, et l'effort latent des Juifs pour reconstituer sur une très grande échelle l'ancienne monarchie d'Israël. Ces deux mouvements sont destinés à se combattre continuellement, jusqu'à ce que l'un d'entre eux l'emporte sur l'autre. Du résultat final de cette lutte entre ces deux peuples représentant deux principes contraires, dépendra le sort du monde entier » (in *Le réveil de la nation arabe, dans l'Asie turque*, Paris, 1905). Le fait est que l'on trouve aussi chez cet auteur une conception complotiste du sionisme.
- 58.**Il fut rebaptisé : Royaume de Jordanie en 1946.
- 59.**B. Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Ed. Complexes, 1999 ; pp. 408-409. Il est marquant que cette seule exception à la présence juive en "Palestine" se retrouve à la lettre dans la Charte de l'OLP.
- 60.**Cf. M. Cüppers - K.M. Mullmann, *Croissant fertile et croix gammée. Le III^e Reich, les Arabes et la Palestine*, Paris, Verdier, Col. « Histoire », 2002.
- 61.**Cf. T. Hershco, « Le grand Mufti de Jérusalem en France. Histoire d'une évasion (1945-1946) », *Revue Controvise*, n°1, Mars 2002.
- 62.**Léon Poliakov, dans : *De l'antisionisme à l'antisémitisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, montre quel rôle éminent Al-Husseini joua dans la diffusion de l'antisionisme parmi les pays non-alignés, à partir de la Conférence de Bandung (18-24/04/1955). Y. Arafat, fondateur du Fatah (1958) fut son épigone à partir de 1946. Voir également G-E. Sarfati, *L'antisionisme. Israël/Palestine aux miroirs d'Occident*, Paris, Berg International, 2003.
- 63.**Sur la xénophobie meurtrière du Haut Comité Arabe, le lecteur se reportera aux articles du journaliste français A. Londres : *Le Juif errant est arrivé*, Paris, 10/18, Col. « Grands reporter », 1993, ainsi qu'à ceux d'Itamar Ben Avi (fils du linguiste E. Ben Yehuda), réunis sous le titre : *L'Enclave*, Paris, Ed. Rieder, 1931. Ces deux ouvrages constituent des documents de première main.
- 64.**L'historien B. Morris rapporte qu'à la suite de sa comparution devant la Commission Shaw, le mufti de Jérusalem M.A. Al-Husseini fit référence aux *Protocoles des Sages de Sion* comme une preuve de la volonté sioniste d'agresser et de dominer les Arabes (*op. cit.*, p. 34).
- 65.**Les documents de la Commission Peel, donnent de précieuses informations sur l'histoire démographique de la Palestine occidentale, au cours de la période 1885-1935. La date de 1885 coïncide *grosso modo* avec l'arrivée des premiers membres des *Amants de Sion*. Le rapport Peel précise que 200.000 Arabes des Etats limitrophes sont entrés en Palestine, attirés par les perspectives d'emploi liées au développement économique de la nouvelle société juive (« l'accroissement de la population arabe est plus marqué dans les secteurs urbains affectés par le développement juif »). Cette immigration, également encouragée par la Grande Bretagne, parallèlement à la limitation des quotas de l'émigration juive, s'est augmentée d'une population arabe de 100.000 nouvelles entrées, entre 1936 (date de la Grande Révolte arabe) et 1945. Frank – Herszlikowicz (1993 : 30) ont selon toute probabilité raison d'affirmer que « ces statistiques absolument indiscutables fournissent la clef de ce qu'il est convenu d'appeler le "problème des réfugiés palestiniens", et qui est en réalité, dans la très grande majorité des cas, le problème du retour dans leur pays d'origine de travailleurs immigrés ».
- 66.**La liste est longue de ces embarcations arraisonnées, chargées de réfugiés Juifs auxquels la plupart des nations avaient fermé leurs portes : le *Cattina*, l'*Astir*, l'*Hagios*, l'*Aspia*, le *Nikoloros*, le *Liesel*, l'*Assimi*, le *Sandru*, le *Koenigstein*, le *Caribia*, le *Comte*, le *Grande*, le *Cap Norte*, le *General Artigas*, etc.

- 67.**Cf. R. Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, 3 Vol., Paris, Gallimard, Col. « Folio/Histoire », 2006.
- 68.**D. Ben Gourion, *La Palestine dans le monde d'après-guerre. Rapport présenté au congrès sioniste extraordinaire* (New York, 9 mai 1942), trad. fr. 1945.
- 69.***Irgun Zvai Leumi* (Organisation militaire nationale), fondée en 1931, branche armée du sionisme intégral de V. Jabotinsky, à partir de 1936. L'Irgun se démarqua de la politique de la Haganah et prit en charge la responsabilité de l'immigration illégale pendant et après la Seconde guerre mondiale.
- 70.**Earl Grant Harrisson (1899-1955), universitaire et haut fonctionnaire américain, responsable au Ministère de la justice de la Commission pour l'immigration et la naturalisation de 1942 à 1944. Il attira l'attention de son gouvernement sur le problème des réfugiés juifs, et fut nommé chef de la Commission intergouvernementale pour les réfugiés (le 15 mars 1945), chargé d'un rapport sur ce sujet par le Président H. Truman.
- 71.**« Contenter les Arabes, pourvu que le pétrole coule à flots ». Le même principe a commandé la politique de nombre de pays après le choc pétrolier de 1973.
- 72.**Source : Encarta.
- 73.**Mais des Arabes de Palestine, rassemblés dans une « Armée de libération arabe », assez composite, commandée par F. Al-Qawuqji (ancien Ministre de la guerre du gouvernement irakien pronazi en 1941), ainsi que l'“Armée de la guerre sainte”, fondée par le Mufti de Jérusalem.

Le mouvement sioniste et le monde arabe

Entre les débuts du sionisme pratique (1882) et la fin de la Première Guerre mondiale, la perception des dispositions du monde arabe demeure assez floue chez les théoriciens de la renaissance nationale du peuple juif. Si un problème se pose, il est surtout d'ordre humain et pratique. De la droite à la gauche du spectre idéologique, la question arabe ne se pose pas en termes politiques, mais avant tout culturels. Toute la question est de savoir si le sionisme est appelé à entrer en symbiose avec l'Orient, ou s'il est destiné à préserver son caractère européen⁷⁴. La sensibilisation des pères fondateurs du sionisme à la présence arabe –et pourrait-on dire à la conscience d'un sentiment national arabe– n'est pas à l'ordre du jour. Il n'en demeure pas moins que cette conscience s'exacerbe avec les années chez les différents protagonistes du retour organisé des Juifs sur leur terre ancestrale. En 1905, M. Ussishkin considère par exemple que les nouveaux venus ne seront acceptés qu'à condition d'acheter les terres, en cela il réaffirme le principe de base du sionisme, toutes tendances confondues. En 1907, I. Epstein pose un premier bilan, estimant qu'en un quart de siècle de progression de la cause sioniste, la question arabe n'a pas été sérieusement posée, avec toute la gravité requise, qu'elle constitue ce qu'il qualifie de « question disparue ». En 1914, au moment de l'essor de l'option territoriale au sein du mouvement sioniste, son

principal protagoniste – Israël Zangwill – justifie son point de vue en alléguant justement l'existence d'une population arabe à laquelle il faudrait faire accepter une présence juive massive. Aux alentours de la première *alyah* (c'est-à-dire au moment de la guerre de 1914-1918), les Juifs représentent 12 % de la population de la Palestine ottomane. C'est seulement après la fin du conflit que le sionisme deviendra un mouvement de masse, et surtout à partir de la Déclaration Balfour que ses agissements commenceront d'inquiéter le mouvement nationaliste arabe également en plein essor. Face à ce nationalisme concurrent, les différentes sensibilités sionistes ne développent pas les mêmes conceptions. Trois attitudes prévalent, leur fortune seront diverses. Le courant révisionniste de V. Jabotinsky ne croit pas à l'entente avec le monde arabe. Pour Jabotinsky, le sionisme est un courant occidentaliste qui n'a pas vocation à se fondre dans l'univers oriental. Les massacres régulièrement fomentés par le Haut Comité arabe l'amènent à la conclusion qu'il est nécessaire d'ériger entre les deux aspirations nationales « un mur de fer » (*kir ha-barzel*), car le refus arabe sera persistant et il convient de s'organiser en conséquence. Une autre position s'incarne dans un noyau d'intellectuels, nécessairement minoritaires, originaires d'Allemagne. Leur philosophie politique pêche quelque peu par naïveté, puisqu'en dépit d'un contexte hostile, ils professent un humanisme abstrait qui les conduit à soutenir une option binationale. En

74. Pour un approfondissement de ce sujet important, le lecteur se reportera avec profit au choix de texte réunis et présentés par D. Charbit : *Sionismes. Textes fondamentaux*, Paris, Albin Michel, Col. « Idées/Menorah », en particulier : Livre I, Chapitre 9 : La découverte de l'Orient arabe, pp. 331-403.

1925, ils se sont regroupés au sein du *Berith Chalom* (l’Alliance de Paix). On y trouve Martin Buber, Yehuda Leib Magnès (recteur de l’Université Hébraïque de Jérusalem, fondée en 1924), Samuel Hugo Bergman (conservateur en chef de la Bibliothèque nationale), et Gershom Scholem, le pionnier de l’étude historique de la kabbale. Cette mouvance sera balayée par l’épreuve du réel, même si son idéologie informe de loin en loin certaines composantes actuelles de l’extrême gauche israélienne. C’est pourtant la gauche modérée majoritaire qui offre

le spectacle des variations idéologiques les plus intéressantes, si l’on considère notamment l’évolution de son représentant le plus célèbre, David Ben Gourion. Jusqu’au début des années 20 –c'est-à-dire antérieurement aux vagues de violence collective déclenchée par le Haut Comité arabe- Ben Gourion, à l’instar d’un M. Buber, est un ardent défenseur de l’option binationale ; cette position persistera jusqu’en 1924. Au-delà de cette période, mais surtout à partir de 1936, il adhérera sans restriction à toutes les options de partage de la Palestine.

Le sionisme face à l'antisémitisme hitlérien

Dès le moment où il devint évident que la Grande Bretagne non seulement n'entendait plus honorer ses engagements, mais que de surcroît, en ayant résolu d'y déroger au nom de ses seuls intérêts géopolitiques -stratégiques et économiques- elle fermait la Palestine aux persécutés, les diverses composantes du mouvement sioniste se montrèrent unanimes sur un point : il fallait catégoriquement affirmer l'option nationale, en suscitant, quelles qu'en fut la superficie, la création d'un Etat juif indépendant. Jusqu'au moment de la conférence d'Evian, il y eut des divergences sur la manière de concevoir le rythme de l'émigration juive. Le président de l'Organisation sioniste, H. Weizmann préconisait que l'émigration se développe en même temps que les capacités d'accueil du Foyer juif, en y favorisant le développement d'une économie mixte (mi collectiviste, mi libérale). La posture du sionisme révisionniste, avec V. Jabotinsky, opte pour la fermeté : la nature des circonstances appelait un "sionisme de catastrophe", qui imposait de sauver le maximum de vies, indépendamment de toute autre considération. Le mouvement sioniste nord-américain quelque peu éloigné des enjeux pratiques, et soustraits aux contraintes du terrain, recommandait, par la voix de Louis Brandeis, que l'émigration fut réglée compte tenu de la capacité économique du futur Etat juif. Par suite des évolutions de la politique nazie, et du

durcissement meurtrier de la Grande Bretagne, les délégués sionistes réunis à New York en 1942 privilégièrent résolument l'option nationale, de manière exclusive.

*

Il convient ici de modifier une idée reçue. Il est aujourd'hui commun de soutenir que la création de l'Etat d'Israël représente un acte de réparation des nations vis-à-vis du peuple juif, qu'elles ont été impuissantes à sauver du génocide hitlérien. Mais à la vérité, il est aussi raisonnable de dire que l'Etat d'Israël a été créé *à cause de* la Shoah, que d'affirmer qu'il a été fondé *malgré* la Shoah. En effet, étant donné les conditions dans lesquelles le mouvement sioniste a finalement vu son attente se concrétiser, étant donné l'ampleur du génocide, force est aussi d'admettre que l'Etat d'Israël aurait pu ne jamais voir le jour. Il suffit de prendre la mesure de l'impact du génocide – consécutif à la machine d'extermination nazie, néanmoins impensable sans la complacéité active des différentes collaborations européennes (et du double jeu de la Grande Bretagne) - pour comprendre que la destruction des Juifs d'Europe aurait pu sonner le glas non seulement de leur existence physique complète, mais *a fortiori* frapper de caducité l'idée même d'une renaissance nationale juive.

Le principe et les bases d'une auto-défense juive ont été forgés dans le contexte de la résistance aux violences pogro-

mistes en Russie ; ils se sont développés dans le cadre des premières formes de présence juive en Palestine ottomane, dès les premières années du groupe *Bilou* et les premières initiatives agricoles et économiques des *Amants de Sion*, pour répliquer aux attaques des brigands sur un territoire immense, peu sécurisé. Ces mêmes conceptions de l'autodéfense se sont affermies dans le contexte de la contribution des soldats juifs engagés par deux fois dans l'effort de guerre allié – une première fois, lors du Premier conflit mondial, à l'époque de la coalition militaire germano-ottomane ; une seconde fois, lors du Second conflit mondial, au moment de la progression des puissances de l'Axe. La Brigade juive puis la Légion juive ont servi d'embryon à la Haganah

dont s'est progressivement doté le *yichouv*. Tout au long des trois décennies du Mandat britannique, l'auto-défense juive s'est encore affermie et sophistiquée pour faire face aux vagues de violence qui ponctuent de 1920 jusqu'à la Grande révolte arabe des années 1936-1939, l'opposition locale au projet d'un Etat juif. Du fait de ces précédents nombreux et douloureux -source aussi de déillusion pour la gauche sioniste qui crut sincèrement qu'il fut possible d'infléchir le refus arabe- cette période vit émerger la « génération Palmach » désormais convaincue que le futur Etat juif devrait constamment compter avec le paramètre militaire, et que ce dernier remplirait une fonction vitale.

LES DIFFÉRENTES FAMILLES DE PENSÉE DU SIONISME

Le socialisme représente la mouvance dominante parmi l'ensemble des sensibilités idéologiques du sionisme. Deux autres orientations lui feront écho : le sionisme traditionnaliste, et le sioniste "révisionniste".

Le sionisme socialiste

Il se développe à partir de l'influence directement revendiquée de la pensée de M. Hess, chez les principaux théoriciens socialistes. Abraham David Gordon (1856-1922), disciple de Tolstoï, adversaire du marxisme dogmatique, Gordon s'établit en Palestine ottomane en 1904. Sa conception du socialisme l'apparente à un mystique de la réhabilitation morale du peuple juif par la mise en valeur de la Terre d'Israël. Sa conception du "nouvel homme Hébreu" est indissociable d'une réflexion sur les liens entre la terre retrouvée et le cosmos. Selon ses termes, la vie de la nation est « une synthèse du paysage matériel de la patrie et de l'esprit du peuple qui l'habite ». Sa réticence vis-à-vis du marxisme révolutionnaire provient de son anthropologie : nulle société ne saurait se transformer ou être transformée, du seul fait du travail, si les

êtres humains ne cherchent pas d'abord à se transformer eux-mêmes. La pensée de Gordon eut des répercussions considérables sur l'organisation collective du travail, puisqu'elle a inspiré le principe de la collectivité agraire (*kibutz*). Gordon est le fondateur du Parti *Hapoël Hatsaïr* (*Le jeune ouvrier*). Il fut le premier à développer une ferme expérimentale qui par la suite servit de modèle au *kibutz* Deganya, en 1910, situé dans la Vallée du Jourdain. Enfin, c'est en 1920 qu'il fonda également le Bataillon du travail (*hachdout haavoda*).

Nachman Syrkin (1868-1924), théorisa et repréSENTA un socialisme de type humaniste, de sensibilité libertaire. Proche des *Amants de Sion*, dans sa jeunesse, il fut présent dès le Congrès de Bâle, et publia, en 1898 un essai intitulé : *La question juive et l'Etat des Juifs socialistes*. Syrkin fut d'abord peu impliqué dans le sionisme. Il connut plusieurs exils (Berlin, Londres, Etats-Unis) avant de se fixer en Palestine, en 1909, où il rejoignit les rangs du *Poalei Tsion* de Borochov. Mais contrairement à celui-ci, il n'adhérait pas au marxisme, mais professait un socialisme fondé sur la stricte justice, en cela assez proche de la culture biblique. En 1919, il fut membre de la délégation juive américaine, présente à la Conférence de Versailles.

Dov Ber Borochov (1881-1917), originaire d'Ukraine, incarne l'unique synthèse du sionisme et du marxisme orthodoxe. Après avoir été militant du Parti social-démocrate russe, il devint membre du Parti *Poalei Tsion*. C'est à lui que les *Poalei Tsion* doivent dès 1906 la rédaction de leur programme, qui tient au principal objectif de la « conquête du travail ». Selon Borochov, l'antisémitisme persistant est dû au fait que la population juive constitue, en regard du groupe social majoritaire, une « pyramide inversée » : les secteurs de la production y sont sous-représentés, tandis que les Juifs sont sur-numéraires dans tous les autres secteurs. Il convient donc d'édifier une nouvelle société juive, en Terre d'Israël, dans laquelle le peuple juif pourra connaître un développement socio-économique analogue à celui des autres nations entrées dans le mode de production capitaliste. Borochov fait valoir une lecture originale du concept marxiste de "conditions de production" -concept clef du *Capital*- en le redéfinissant comme l'ensemble des facteurs géographiques et nationaux de l'activité économique. L'influence de sa pensée sera décisive sur la formation ultérieure du *Mapam*. Le mouvement *Ha chomer ha tsaïr* (*Le jeune gardien*) refusera toujours de rejoindre la formation socialiste dominante⁷⁵.

Berl Katznelson (1887-1944) joua un rôle fondamental dans l'unification de l'ensemble des forces politiques du sionisme socialiste. Originaire de Biélorussie, il émigra en Palestine ottomane en 1908.

Il fut d'emblée un proche d'A. D. Gordon et de l'écrivain J.H. Brenner, et se lia également avec D. Ben Gurion, en 1918, à l'époque de leur engagement dans la Légion juive, aux côtés des Alliés. Katznelson se distingue par une vaste culture scientifique et hébraïque ; contrairement aux autres socialistes, il tend à valoriser le patrimoine juif traditionnel. En rupture avec le marxisme orthodoxe, il considère que toute la société juive du nouveau *yichouv* constitue « la classe des travailleurs », au-delà de tout enjeu de lutte des classes (étant donné le faible développement de l'économie capitaliste dans ce nouveau contexte). En 1920, Katznelson entreprend en s'appuyant sur le Parti *Poale Tsion* de fédérer l'ensemble des formations de gauche⁷⁶, initiative qui aboutira en 1930. Le programme du parti se fixe quatre objectifs : l'auto-gouvernement, la propriété collective des terres, la formation d'une société fondée sur l'égalité et la liberté, l'organisation de l'*alyah* de masse. Katznelson sera également le rédacteur en chef du quotidien *Davar*, organe du puissant syndicat la *Histadrout* (créé en 1920)⁷⁷, et occupa le poste de directeur du Fonds national juif (*Keren ha yessod*).

David Ben Gourion (1886-1973) : né en Pologne russe (à Blonsk), Ben Gurion s'établit en Palestine ottomane en 1906. Doté d'une vaste culture et d'un tempérament fort et pragmatique, il jouera un rôle majeur dans l'organisation du sionisme socialiste, au point d'en dominer toutes les sensibilités par la force de

sa personnalité. Membre fondateur du *Poaleï Tsion*, chroniqueur dans les colonnes de son journal *Achdout (Unité)*, D. Ben Gourion occupa les principales fonctions des instances du mouvement sioniste : secrétaire général de la *Histadrout* en 1920, il devint secrétaire général du *Mapaï* (en 1930). En 1931, il fut majoritaire à l'Assemblée du *yichouv* ; en 1935, il fut nommé président de l'Agence juive. En 1937, devant le danger croissant que représentait la politique britannique en Palestine, il accepta le plan de partage proposé par la Commission Peel. Après la guerre et la victoire des Alliés, c'est encore lui qui fit campagne auprès des rescapés de la Shoah pour les convaincre de s'établir en Palestine, dans le contexte de l'immigration illégale. En 1947, il accepta le partage de la Palestine de l'ONU, et au cours de la guerre d'indépendance, il coordonna les opérations militaires depuis son quartier général de Tel-Aviv. Enfin, il fut le premier Premier Ministre du premier gouvernement israélien (jusqu'en 1953) et occupa de nouveau ce poste entre 1955 et 1963.

Itshak Tabenkin (1887-1971) : né en Biélorussie, émigra en Palestine ottomane en 1912, et fut membre de l'*Hachomer Hatsaïr*, ainsi que du Bataillon du travail. Il est l'un des principaux promoteurs du mouvement des collectivités agricoles (*kibutzim*), considérant que cette forme de socialité devait être la matrice et le modèle du nouvel Etat. A l'instar de Katznelson et de Ben Gurion, il sera l'un des fondateurs du *Mapaï* en 1930. Mais il entrera en désaccord avec D. Ben Gourion, notamment sur le partage de la Palestine, prévu par la Commission Peel (en 1937). Ces désaccords persistants conduisirent à une scission au sein du *Mapaï*. Tabenkin fonda sa propre formation politique (*Hatenuah Le Achdout Ha Havodah*). Les deux adversaires unirent leurs forces en 1968, pour former ensemble le Parti Travailiste (*Mifleget ha Havoda*). Tabenkin fut également le directeur du séminaire sioniste socialiste d'Eifal ; il représentait à gauche une tendance autoritaire favorable au "Grand Israël".

75. L'*Hachomer Hatsaïr* fut fondé sur le modèle d'un mouvement de scout en 1916. Ses militants participent à la fois de l'enthousiasme révolutionnaire russe, qui mènera à la Révolution de 1917, et d'un fort engouement pour le sionisme. Entre 1919 et 1923, environ 600 de ces militants rejoignent le *yichouv*. En 1927, ce mouvement fonde son propre réseau de *kibutzim*, destiné à accueillir la jeunesse juive. Pendant la Seconde guerre mondiale, dans l'impossibilité d'immigrer en Palestine, les membres de l'*Hachomer Hatsaïr* jouent un rôle important dans la résistance au nazisme. Ils menèrent le soulèvement du ghetto de Varsovie en 1943, sous le commandement de M. Anielewicz (1919-1943). C'est aussi dans ce contexte que le drapeau du futur Etat d'Israël est hissé pour la première fois.

76. *Mifleget poalei erez israel, ou Mapai.*

77. Avec le temps, la *Histadrout* prendra une grande importance ; le syndicat est un véritable creuset d'activités dont dépend l'édification du futur Etat d'Israël. Le syndicat a vocation à agréger les principales sensibilités du sionisme socialiste (*ha poal ha tsion, poalei ha tsion, achdout ha avoda*). Il remplit tout à la fois la fonction de syndicat ouvrier, de coopérative de consommation, de société de secours mutuel, et de forum politique. Avec sa filiale, la *Hevrat ovdim* (Société des travailleurs), la *Histadrout* contrôle en outre les principaux collectifs agricoles (*kibutzim*) ainsi que les coopératives agraires (*mochavim*). De 1933 à 1977, la *Histadrout* fut majoritaires dans toutes les instances : au Congrès sioniste, dans l'ensemble des Assemblées élues de l'Etat, à l'exécutif de l'Agence juive ; à partir de 1948, ses membres furent présents à la tête de tous les gouvernements. C'est aussi sous sa houlette que s'est développée la future armée de défense (*Tsahal*), à partir de la *Hagana* et du *Palmach*, organisé par Itshak Sadeh (1890-1952), ainsi que le général britannique Orde Charles Wingate (1903-1944), acquis à la cause sioniste.

Le sionisme traditionnaliste

Bien que minoritaire au sens du mouvement sioniste, la sensibilité traditionnaliste contribua de manière profonde et originale à la renaissance nationale juive, à partir de différents pôles intellectuels et organisationnels. A partir de la mouvance des *Amants de Sion*, le rabbin I. J. Reines (1839-1915) apporta très tôt son soutien à T. Herzl, en même temps qu'une personnalité telle que le rabbin Samuel Mohaliver (1824-1898), déjà présent au Congrès de Bâle. De ces premières influences se dégagea assez vite un groupe distinct, doté d'un organisme et d'un programme d'action spécifiques. C'est au Congrès de Vilna, réuni les 4 et 5 Mars 1902, que fut fondé le parti *Mizrahi* (acronyme de : *Mercaz Ruhani/Centre spirituel*), après que ses options aient été une première fois affirmées lors du 5^e Congrès Sioniste (1901). Le *Mizrahi* s'était assigné d'infléchir vers la tradition le sionisme étatiste, majoritairement séculier, de T. Herzl, en centrant son action à partir de la devise : « Le peuple d'Israël sur la Terre d'Israël, selon la Tora d'Israël ». C'est au moment du Congrès de Presbourg (1904), que le *Mizrahi* énonça son programme en trois points : reconnaissance du programme de Bâle, sur la base de la défense des principes de la Torah, adhésion à l'Organisation sioniste mondiale en vue de faire valoir ses aspirations en matières culturelles et éducatives, diffusion de ses conceptions auprès du plus grand nombre de militants,

dans le respect de la légalité. Au sortir de la Première Guerre mondiale, sous l'influence de rabbins tels que M. Berlin Bar Illan (1880-1949), le *Mizrahi* se diversifia en donnant naissance à une branche socialiste religieuse : *Hapoël ha Mizrahi* (*Le travailleur du centre spirituel*), axé sur la devise : *Tora vé Avoda* (*Tora et travail*). En 1956, moins de dix ans après la proclamation d'indépendance de l'Etat d'Israël, les deux mouvements fusionnèrent en une seule formation politique, le *Mafdal*. Bien que très minoritaire, l'action de cette mouvance fut très influente, puisqu'elle fut à l'origine de l'adoption de la loi sur le mariage, l'observance du Shabbat et les fêtes.

Dans cette configuration complexe, la personnalité et la pensée du Rabbin Abraham Isaac Kook (1865-1935) occupent une place à part. Talmudiste et kabbaliste, cet ancien élève de la *yeshiva* de Volozhyne (fondée en 1803), se fixa d'abord à Jaffa en 1904. Son influence fut déterminante dans la période d'entre-deux guerres sur la constitution du nouveau *yichouv*. Contrairement à la plupart des penseurs religieux, A. I. Kook voyait dans le sionisme politique une expression des desseins de la Providence. En dépit de leur sécularisme militant, il considérait avec une grande bienveillance l'action des pionniers qui avaient rompu avec la tradition, puisque ceux-ci réalisaient pratiquement les attentes deux fois millénaires du peuple de la Bible. Nommé en 1921, à la fonction de premier grand rabbin de la Palestine

mandataire, A. I. Kook développa une œuvre exégétique et philosophique qui concilie le projet de renaissance nationale avec une vision mystique du Retour à Sion. Le sionisme politique signifie la sortie de l'Exil, et l'annonce des temps messianiques. La pensée du Rav Kook est tout entière imprégnée de la thématique du "Retour" (*Orhot ha teshuva/Les Lumières du Retour*) au double sens géopolitique et spirituel de ce terme.

Il faut aussi faire droit à l'action et l'œuvre du philosophe Martin Buber (1878-1965). Intellectuel typique de la Mittle Europa, il prit très tôt fait et cause pour le mouvement sioniste, en occupant dès 1898 le poste de rédacteur en chef du journal *Die Welt*. Philosophe,

pédagogue, théologien, folkloriste épris de la tradition hassidique, et penseur politique d'inspiration socialiste (*Socialisme utopique*), M. Buber articula une pensée du "dialogue authentique" (*Ich und Du/Je et Tu*, 1922), dont les principes imprègnent les différents aspects de son œuvre⁷⁸. Le sionisme bubérien est une expression de la fidélité à Sion : Israël signifie une modalité terrestre de la présence divine⁷⁹. Ultra-minoritaire, du fait de la persistance du refus arabe, Buber fut l'animateur fervent du parti *Yibud/Unité*, qui eut le mérite d'entretenir l'idéal d'une coexistence pacifique entre Juifs et Arabes, fondée sur l'entente et la coopération dans le cadre d'une fédération (*Une terre, deux peuples*).

78. Pionnier de la philosophie de l'existence, M. Buber distingue entre deux types de rapport au monde et à autrui : le rapport impersonnel Je/Cela, à caractère fonctionnel et utilitaire, et le rapport Je/Tu, de personne à personne, source du « dialogue authentique ». Cette perspective profondément novatrice inspire à Buber sa conception de la relation entre groupes culturels et politiques distincts. Le personnalisme de Buber détermine un humanisme pacifiste, fondé sur l'idéal prophétique de la justice.

79. Selon la tradition herméneutique, Israël se décompose en "sar" et "el", signifiant "le prince de Dieu".

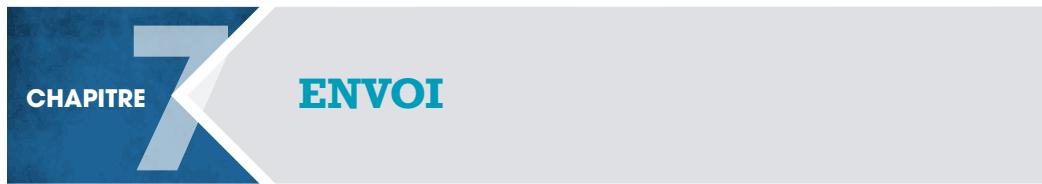
Le sionisme intégral

Cette sensibilité doctrinale, marquée par l'esprit libéral et l'idéal parlementaire, ici et là teintée d'ultranationalisme dans une période trouble, est indissociable du nom, de la pensée et de l'action politique de Vladimir Zeev Jabotinsky (1880-1940). Né à Odessa, cet écrivain et intellectuel polyglotte joua un rôle de premier plan dans l'histoire du mouvement sioniste, entre la première guerre mondiale et le début de la seconde guerre mondiale. Partisan de l'engagement du mouvement sioniste aux côtés des Alliés, Jabotinsky obtint de l'Etat-major britannique la création, en 1916, du Corps des muletiers de Sion, et en 1917, la formation d'une Légion juive autonome, sous commandement britannique. En 1920, au plus fort de la vague de pogroms antijuifs déclenchée à Jérusalem, par les nationalistes arabes, il organisa l'auto-défense juive. En 1921, il devint membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste. C'est de cette époque que date sa rupture avec la mouvance dominante, incarnée par H. Weizmann, auquel Jabotinsky objectait son manque de fermeté vis-à-vis de la politique ouvertement antisioniste de la Grande Bretagne. C'est dans ce contexte, que le théoricien du "sionisme révisionniste" fonda en 1923, à Riga, le mouvement de jeunesse *Bétar*, et en 1925 le parti sioniste révisionniste, sous le nom de *Ha Zohar* (*L'éclat*). Cette stratégie d'affirmation prit un nouveau cours lorsqu'en 1931, il préconisa le « primat absolu du fait national », dans le cadre du 17^e Congrès sioniste. De 1924 à 1934,

il fut rédacteur en chef de la revue *Rassvet* (*L'aube*), éditée à Paris. Le programme du sionisme révisionniste consistait à préconiser "la création d'un Etat juif sur les deux rives du Jourdain", de manière à favoriser l'immigration juive de masse. Contrairement à une idée reçue, la revendication « révisionniste » n'a rien de maximaliste, puisqu'elle prend pour cadre de référence les préconisations territoriales de la Grande Bretagne, avant que le *Livre Blanc*, adopté à l'initiative de W. Churchill en 1922, n'ait raison des engagements de la puissance mandataire. En 1935, au terme de plusieurs années de différends avec le *Mapai* de D. Ben Gurion⁸⁰, Jabotinsky résolut de quitter l'Organisation sioniste mondiale. Son évolution s'explique aussi par la propagation à l'échelle de l'Europe entière d'un antisémitisme de type génocidaire, tel que celui qui avait frappé en Russie à la fin du 19^e siècle. En tournée parmi les communautés juives de l'Est de l'Europe, Jabotinsky avait coutume d'exhorter son auditoire à l'action, en proclamant : « Liquidez la *galuth* (diaspora) ou la *galuth* vous liquidera ». En 1936, il fonda unilatéralement l'*Irgun tsvai Leumi* (*Organisation militaire nationale*), pour riposter systématiquement au terrorisme arabe, en contravention de la ligne politique arrêtée par David Ben Gourion. En 1940, une nouvelle fois, Jabotinsky plaida pour l'union sacrée, en faveur d'une alliance du mouvement sioniste aux côtés des Alliés, et ce malgré l'hostilité permanente de la puissance mandataire à la concrétisation du projet sioniste⁸¹.

80. En 1933, le ministre des affaires étrangères du *yichouv* fut assassiné, la gauche rendit longtemps responsable Jabotinsky de cet attentat (en vérité, Arlosorov fut assassiné par des agents nazis).

81. Le sionisme intégral connut un schisme significatif en 1940, lorsqu'Abraham Stern fit sécession en fondant une branche militaire dissidente de l'*Irgun*, le *Lohami herouth Israel* (*Lehi*) qui poursuivit la lutte armée contre les Britanniques.



La plupart des Etats arabes, à l’exception de l’Egypte, ont été formés à l’issue de la Première guerre mondiale (Irak, Syrie, Liban), dans le cadre des accords Sykes-Picot ou unilatéralement (la Transjordanie sur 82 % de la Palestine mandataire). Ce n’est qu’à partir de la Guerre des Six Jours (Juin 1967) qu’est née la forgerie d’un lien historique entre la Palestine et une prétendue nation palestinienne que l’Etat d’Israël aurait spolié. Le processus de l’*alyah* a été constant depuis la fin du 19^e siècle. Le tableau suivant en récapitule les principaux rythmes jusqu’à la date du dernier *Livre Blanc* :

| | | | |
|-------------------------------|-----------|-----------------------|-----------------------|
| 1 ^{ère} <i>Alyah</i> | 1882-1903 | 20.000 à 30.000 pers. | Amants de Sion |
| 2 ^e <i>Alyah</i> | 1904-1914 | 35.000 à 40.000 pers. | Sionistes socialistes |
| 3 ^e <i>Alyah</i> | 1919-1923 | 35.000 pers. | Sionistes socialistes |
| 4 ^e <i>Alyah</i> | 1924-1929 | 85.000 pers. | Sionistes généraux |
| 5 ^e <i>Alyah</i> | 1929-1939 | 250.000 pers. | Sionistes généraux |

Chacune des premières *alyot* répond à un impératif : pogroms de Russie, Déclaration Balfour et Révolution bolchévique, antisémitisme polonais, antisémitisme nazi, etc. Aux immigrés Juifs de l’*alyah* B (illégale) – effective depuis 1920, mais accentuée en réaction au *Livre Blanc* de 1939 – s’ajoutent environ 100.000 personnes à partir de 1945. La création de l’Etat d’Israël

et l’indépendance de nombreux pays arabes provoquèrent le départ ou la fuite d’environ 800.000 Juifs orientaux (dont environ 600.000 gagnent Israël)⁸². Depuis 1949, la population totale de l’Etat d’Israël est passé à un peu plus de 9 millions d’habitants (7 millions de Juifs, environ 45 % de la population juive mondiale).

*

Du fait de l’ignorance de l’histoire, le sionisme peut paraître à certains en phase avec le colonialisme occidental, dont la prétention idéologique était d’apporter la

“civilisation” aux peuples lointains. Mais le fait que le sionisme soit né en Occident n’implique pas qu’il participe de cette dynamique. Nous avons montré où étaient ses causes aussi bien que ses raisons. Aucun théoricien sioniste n’a tenu un discours colonial postulant l’infériorité d’un autre peuple. Cette forme de postulation est singulièrement étrangère à un peuple pendant des siècles victime – jusqu’à la

déshumanisation – de l'oppression sous toutes ses formes. Dans le contexte d'expansion coloniale de l'Occident, le sionisme apparaît à ses protagonistes comme une entreprise collective de retour organisé sur la terre dont le peuple juif a été constamment dépossédé. Terre au demeurant occupée par les empires successifs (Romain, Byzantin, Croisé, Arabe, Mameluk, Ottoman). La thèse, pourtant des plus communes, selon laquelle le sionisme est une expression du colonialisme est aisée à battre en brèche. Pour au moins trois raisons : tout d'abord, comme cela a été plusieurs fois signifié⁸³, un mouvement de colonisation suppose une métropole aux visées expansionnistes. La recherche de la Palestine par le mouvement sioniste, n'a de fait procédé d'aucune métropole juive, les Juifs n'étant précisément pas constitué en Etat, puisque par définition le sionisme se comprend comme la volonté politique de reconstituer un Etat des juifs. D'autre part, dès ses débuts, la progression du mouvement sioniste en Palestine ottomane (les *Amants de Sion*, puis le Congrès de Bâle) a constamment reposé sur le principe invariable de l'achat des terres⁸⁴. Il est d'ailleurs remarquable que ce principe reconduit purement et simplement les codes de l'éthique biblique : pas d'installation sur, ni d'utilisation durable d'une terre sans achat préalable de celle-ci. Le paradigme de ce principe caractérise tout au long du *Livre de la Genèse*, l'attitude des Patriarches, à commencer par le premier : Abraham (*Gn. 23, 1-20*). Enfin, au moment de l'affirmation territoriale du mouvement

sioniste, tout au long des trois décennies du Mandat britannique sur la Palestine, les membres du *yichouv* n'étaient certes pas les représentants de la puissance mandataire. Ultimement, le soulèvement militaire des différentes composantes idéologiques du *yichouv*, après la Seconde Guerre mondiale contre la Grande Bretagne fut bel et bien l'expression d'un mouvement anticolonial, d'un refus de l'occupant. Il en va de même en ce qui concerne la Guerre d'Indépendance que le jeune Etat d'Israël dut mener contre l'invasion des Etats arabes coalisés pour l'anéantir. Cette guerre n'avait d'autre signification que la résolution de ne plus tomber sous la domination d'un autre peuple, fut-il – dans tous les sens de ce mot- un peuple voisin⁸⁵.

Le nom de Palestine est entré dans le vocabulaire de toutes les langues du monde, il a été adopté par les disciplines savantes et techniques (la géographie au premier chef, puis l'histoire, mais aussi la diplomatie, et les Etats-majors), mais aussi par les théologies-politiques de la chrétienté et de l'islam. La désignation de Palestine a donc été universellement "naturalisée" : elle fait consensus, elle est un terme de ralliement. La Palestine fait corps avec le savoir spontané de la "sagesse des nations"⁸⁶. En regard de cette fortune, le nom d'Israël est encore contesté. Cela vaut pour les géographes, les militaires, les historiens, les théologiens, les idéologues, les voyageurs, les écoliers, etc. Le nom de Judée pendant des siècles a seulement gardé tout son sens pour les seuls Juifs,

exclus de l'histoire. L'histoire de cette exclusion se confond avec celle des substitutions théologiques, mais aussi avec la transmission devenue mécanique de la terminologie savante, une fois la Judée... rayée de la carte, par l'empire Romain, et après ce dernier, par tous les empires qui se sont accaparés son sol, sa population et ses symboles. Le changement de toponyme fut la première substitution. D'autres ont suivi : *Terre sainte, Dar al islam, Royaumes de Jérusalem, Royaumes Croisés, région de la Grande Syrie, Palestine mandataire.*

La Palestine est un palimpseste, sa texture originale se trouve sous tous ces recouvrements, sous lesquels se retrouve le nom de la Judée. Les Hébreux, puis les

Judéens qui l'habitaient naguère, "ont donné la Bible au monde", dit-on. Mais, en retour, qu'est-ce que le monde leur a donné ? Peuple sans terre, peuple errant et maudit, errant parce que maudit. Et quand – parce que les progrès présumés des nations ne les avaient pas rendues meilleures- quand ce peuple – parce que les méconnaissances, les humiliations, les persécutions, et les assassinats persistaient – dans un sursaut de survie, ce peuple a repris sa terre, on a dit qu'il l'avait volée. Les accomplissements du sionisme représentent la sortie définitive du peuple juif de son état de minorité – le dépassement de son statut de "peuple fantôme", jouet des nations. Le sionisme n'est pas un crime, mais une entreprise de libération, un élan de justice restaurative.

82. M. Rahmani, *L'Exode oublié. Juifs des pays arabes*, Paris, Ed. Raphaël, 2003.

83. En particulier par Eric Marty : *Bref séjour à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 2003.

84. Cf. J. Pérennes, *La Palestine et la décadence de l'empire ottoman (1820-1920)*, Ouest Editions et Université Permanente de Nantes, 1999, en particulier le Chapitre 3 : Immigration des Musulmans de l'empire et pénétration juive, pp. 139-178.

85. Une certaine "naturalisation" de l'histoire veut que le mouvement sioniste soit défini comme agresseur du monde arabe. Mais raisonner ainsi c'est refuser de se demander quand commence l'histoire des légitimités. C'est sans doute l'un des effets massifs de l'histoire écrite par les vainqueurs que d'avoir entièrement refoulé le fait que la Judée a été détruite par l'Empire romain, auquel d'autres puissances ont disputé ses possessions. L'aspiration sioniste procède simplement du non-oubli de sa propre légitimité, et de la conscience aigüe de ce que toute hégémonie non juive sur la Terre d'Israël s'inscrit de fait dans l'histoire de ses usurpations successives. Du point de vue psychanalytique, l'on pourrait dire qu'en s'imposant de nouveau en Terre d'Israël, le peuple juif revient, mais vient aussi nommer une résistance collective : celle du refus de savoir ce qu'il en est de ce retour. A minima la résistance psychique appelle le refus, ou le déni, au pis la projection et le passage à l'acte. C'est là une réédition du scénario antijuif.

86. Il est ainsi fréquent de lire et/ou d'entendre que Jésus est « né en Palestine ». Cet énoncé est au pis une contre-vérité, au mieux un anachronisme, qui sert une fois de plus la "vision romaine" de l'histoire.

BIBLIOGRAPHIE

- Avinéri, S., *Histoire de la pensée sioniste*, trad. fr. E. Spatz, Paris, J.C. Lattès, 1982.
- Bard, M.G., *Mythes et réalités des conflits au Proche-Orient*, Paris, Ed. Raphaël, 2003.
- Begin, M., *La révolte d'Israël*, Paris, Ed. Albatros, 1978.
- Ben Gourion, D., *Mémoires. Israël avant Israël*, Paris, Grasset, 1974.
- Ben Gourion, D., *Les secrets de la création de l'Etat d'Israël : 1947-1948*, Paris, La Martinière, 2012.
- Bénichou, D. (éd.), *Le sionisme dans les textes*, Paris, Ed. du CNRS, 2008.
- Bensoussan, G., *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme (1840-1940)*, Paris, Fayard, 2002.
- Boyer, A. *Les origines du sionisme*, Paris, PUF, Col. « Que sais-je ? », 2^e éd., 1994.
- Charbit, D. (éd.), *Sionisme. Textes fondamentaux*, Paris, Albin Michel, Col.
- Franck, C.- Herszlikowicz, *Le sionisme*, Paris, PUF, Col. « Que sais-je ? », 3^e éd., 1993.
- Gorny, Y, *Shoah, sionisme et identité juive*, Préface de G. Bensoussan, Paris, In Presse, Col. « Lettres promises », 2003.
- Jabotinsky, V.Z., *Histoire de ma vie*, Paris, Les Provinciales, 2014.
- Kaminsky, C.- Kruk, S., *Nationalisme juif et nationalisme arabe*, Paris, PUF, Col. « Les chemins de l'histoire », 1982.
- Laqueur, W., *Histoire du sionisme*, trad. fr. M. Carrière, Paris, Gallimard, Col. « Tel », 1994.
- Manor, Y., *Naissance du sionisme politique*, Paris, Gallimard/Julliard, Col. « Archives », 1981.
- Méir, G., *Ma vie*, Paris, R. Laffont, 1983.
- Neher-Bernheim, R., *Jérusalem. Du roi David à nos jours*, Paris, A. Michel, Col. « Présences du judaïsme », 2013.
- Poliakov, L., *Histoire de l'antisémitisme*, 2 Vol., Paris, Le Seuil, Col. « Points/Histoire », 1991.
- Sachar, A.L., *Histoire des Juifs*, trad.fr. B. Braun, Paris, Flammarion, 1973.

Sarfati, G.-E., *Discours ordinaire et identités juives. La représentation des Juifs et du judaïsme dans les dictionnaires et les encyclopédies de langue française, du Moyen Age au XX^e siècle*, Préface de J.-P. Faye, Paris, Berg, Col. « Faits et représentations », 1999.

Weisz, G., *T. Herzl. Une nouvelle lecture*, Paris, L'Harmattan, Col. « Judaïsmes », 2006.

Deuxième partie

L'ANTISIONISME : ORIGINES, COMPOSANTES, FONCTIONNEMENTS

UNE ÉTUDE DE

PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF

*Philosophe, politiste et historien des idées,
directeur de recherche au CNRS*

BIOGRAPHIE



Pierre-André Taguieff

Thilosophe, politiste et historien des idées, Pierre-André Taguieff, né à Paris le 4 août 1946, est directeur de recherche au CNRS. Il a enseigné notamment à Paris VII (1978-1984), à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et au Collège international de philosophie (1983-1986), à l'Université libre de Bruxelles (Chaire Perelman, 1994-1995) et, de 1985 à 2005, à l'Institut d'études politiques de Paris (histoire des idées politiques, pensée politique). Ses principaux domaines de recherche vont du racisme et de l'antisémitisme au nationalisme, au populisme et à l'eugénisme. Il a aussi publié des études sur l'idée républicaine et le devenir de la démocratie, les problèmes posés par le multiculturalisme et le communautarisme, la question du pluralisme, les interprétations de l'histoire, l'idée de progrès, la bioéthique et les « théories du complot », ainsi que sur des figures telles que Richard Wagner ou Louis-Ferdinand Céline. Il collabore à de nombreuses revues, françaises et étrangères, et a collaboré à de nombreux ouvrages collectifs, dans diverses langues. Il a publié de nombreux livres (plus d'une quarantaine) et a dirigé plusieurs ouvrages, dont le monumental *Dictionnaire historique et critique du racisme* (Paris, PUF, 2013). Derniers livres parus : *L'Islamisme et nous. Penser l'ennemi imprévu*, Paris, CNRS Éditions, 2017 ; *Céline, la race, le Juif. Légende littéraire et vérité historique* (avec Annick Duraffour), Paris, Fayard, 2017 ; *Macron : miracle ou mirage ?*, Paris, Éditions de l'Observatoire / Humensis, 2017 ; *Judéophobie, la dernière vague*, Paris, Fayard, 2018 ; « Race » : un mot de trop ? *Science, politique et morale*, Paris, CNRS Éditions, 2018 ; *L'Émancipation promise. Exigence forte ou illusion durable ?*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2019 ; *Criminaliser les Juifs. Le mythe du « meurtre rituel » et ses avatars (antijudaïsme, antisémitisme, antisionisme)*, Paris, Hermann, 2020 ; *Hitler, les Protocoles des Sages de Sion et Mein Kampf. Antisémitisme apocalyptique et conspirationnisme*, Paris, PUF, 2020.

SOMMAIRE

Deuxième partie

| | | |
|-----------------------|--|-------------------|
| BIOGRAPHIE / | 64 | |
| INTRODUCTION / | 66 | |
| CHAPITRE 1 / | ANALYSER LES PASSIONS ET LES CROYANCES ANTIJUIVES | 68 |
| CHAPITRE 2 / | LA DIABOLISATION D'UN « SIONISME » FANTASMÉ Antisionisme, nationalisme arabe et jihad contre les Juifs Purifier une « terre d'islam » : le programme des jihadistes | 73 76 84 |
| CHAPITRE 3 / | QUESTIONS DE MOTS : « ANTIJUDAÏSME », « ANTISÉMITISME », « JUDÉOPHOBIE », « ANTISIONISME » De l'antisémitisme à l'antisionisme | 88 91 |
| CHAPITRE 4 / | « ANTISIONISME » : SINGULIER OU PLURIEL ? « Antisionisme » : quatre significations principales Jihad et israélicide : du « Grand Mufti » à Arafat | 96 99 106 |
| CHAPITRE 5 / | L'ANTISIONISME RADICAL OU LA PLUS RÉCENTE FORME HISTORIQUE DE LA JUDÉOPHOBIE : UN MODÈLE DESCRIPTIF Antisionisme radical et antisémitisme : une haine ontologique | 108 112 |
| CHAPITRE 6 / | ASPECTS DE L'ANTISIONISME EN FRANCE AUJOURD'HUI L'antisionisme décolonial-indigéniste Les « gilets jaunes » et le « complot sioniste mondial » | 114 114 118 |
| CHAPITRE 7 / | DÉSÉCULARISATION DE LA JUDÉOPHOBIE À L'ÂGE DE L'ANTISIONISME | 126 |
| CONCLUSION / | | 129 |

INTRODUCTION

Pour comprendre comment s'est fabriquée, au cours de la période post-nazie, une nouvelle configuration antijuive dans une Europe professant le respect inconditionnel des droits humains, il faut procéder à quelques détours historiques et géographiques, bref sortir à la fois de l'histoire européenne et de l'actualité la plus récente. Dans cette recherche, le fil rouge est constitué par l'islamisation progressive de la judéophobie, à travers la place toujours croissante occupée par la « cause palestinienne » dans le nouvel imaginaire antijuif. La « cause palestinienne » s'est ainsi transformée en cause arabo-islamique, comme par un retour à ses origines – les années 1920 et 1930, marquées une série de mobilisations contre l'immigration juive –, mais avec deux nouveaux points de fixation après 1948 : le « sionisme », projet politique devenu une entité diabolisée et érigée en ennemi universel (le « sionisme mondial »), et Israël, le seul État-nation au monde jugé absolument illégitime et voué à la destruction. Corrélativement, la « cause palestinienne » a été transformée en « cause universelle », au point d'être érigée en cause exemplaire des victimes par excellence¹, susceptible d'être épousée par des musulmans comme par des non-musulmans. Dans la guerre symbolique

centrée sur la concurrence des victimes, la propagande palestinienne s'est montrée singulièrement efficace en jouant sur la fibre compassionnelle.

À l'islamisation de la judéophobie s'ajoutent la criminalisation des « sionistes », voire leur nazification, et le retournement contre les Juifs de la rhétorique antiraciste. Dans et par la propagande « antisioniste », l'État d'Israël est diabolisé en tant qu'« État d'apartheid » ou « raciste » et l'amalgame polémique « sionisme = racisme » est devenu un lieu commun. C'est ainsi que la haine idéologisée envers les Juifs a été globalisée. La mise en équivalence des mots « antiracisme » et « antisionisme », ouvrant un espace traversé d'ambiguïtés, de malentendus et d'arguments fallacieux, a plongé le militantisme antiraciste dans un profond malaise. Si, comme l'affirment les « antisionistes » déclarés, être « antisioniste », c'est être antiraciste, alors la réciproque est vraie : être antiraciste, c'est nécessairement être « antisioniste ». En jouant avec des notions confuses, on s'engage dans des dialogues de sourds, par définition répétitifs et interminables.

Depuis la fin du XX^e siècle, les Juifs sont traités une nouvelle fois, sur des bases idéologiques et rhétoriques en partie

inédites, comme des ennemis du genre humain, auxquels on tend à imputer les événements jugés négatifs. Ce qui est frappant, c'est, au-delà d'un simple entrecroisement, la convergence des principaux types de discours antijuifs, ceux qui viennent de la gauche et de l'extrême gauche, ceux qui se situent à droite et à l'extrême droite, et ceux qui se réclament de l'islam², qu'ils soient identifiés comme « islamistes » ou non³. Mais convergence des discours ne signifie pas synthèse doctrinale, ni alliance, sinon conjoncturelle

et provisoire, de tous les antijuifs. À choisir un registre métaphorique, celui de la pluralité des voix antijuives me paraît le plus adéquat. Il est des voix antijuives consonantes et d'autres qui s'avèrent dissonantes. Elles se mêlent de diverses manières, selon les conjonctures. La judéophobie contemporaine est constituée par les combinaisons variables de ces voix. Il s'agit d'une judéophobie polylogique. Mais toutes ces voix chantent à l'unisson le refrain antisioniste⁴.

1. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Paris, Fayard/Mille et une nuits, 2002 ; *id.*, *Prêcheurs de haine. Traversée de la judéophobie planétaire*, Paris, Fayard/Mille et une nuits, 2004 ; *id.*, *Judéophobie, la dernière vague*, Paris, Fayard, 2018.
2. Günther Jikeli, « Antisemitism Among European Muslims », in Alvin H. Rosenfeld (ed.), *Resurgent Antisemitism: Global Perspectives*, Bloomington, IN, & Indianapolis, Indiana University Press, 2013, pp. 267-307 ; *id.*, *European Muslim Antisemitism: Why Young Urban Males Say They Don't Like Jews*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 2015.
3. Patrick Kingsley, « Anti-Semitism Is Back, From the Left, Right and Islamist Extremes. Why ? », 4 avril 2019, <https://www.nytimes.com/2019/04/04/world/europe/antisemitism-europe-united-states.html>
4. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive*, Paris, PUF, 2010.

ANALYSER LES PASSIONS ET LES CROYANCES ANTIJUIVES

L'hostilité moderne et contemporaine envers les Juifs presuppose que ces derniers sont puissants et solidaires⁵, que leur puissance est liée à l'argent⁶, qu'ils forment un groupe caractérisé par son ubiquité et qu'ils exercent une influence illégitime sur la marche du monde. C'est en tant que tels qu'ils suscitent méfiance, haine ou peur, et non pas une simple agressivité. Il faut noter cependant que, depuis presque 140 ans, quelles que soient les passions dont elles dérivent, toutes les formes de l'hostilité ou de l'aversion envers les Juifs sont caractérisées comme « antisémites », alors qu'elles devraient être qualifiées, d'une façon plus claire, d'« antijuives » ou de « judéophobes », ce dernier qualificatif combinant les références à la haine et à la peur – sur le modèle du néologisme « xénophobe » (1903), signifiant « hostile aux étrangers, à ce qui vient de l'étranger ». Les peurs se colorent de haine : point de « phóbos » sans « mísos » (haine), comme dans la xénophobie ou la misoxénie faisant de l'étranger un objet de peur et de haine mêlées. Les peurs se traduisent aussi par des haines qui les fixent sur des ennemis.

L'hostilité envers les étrangers, dite xénophobie, se compose principalement de haine et de crainte : le sens étymologique

du néologisme (« phóbos » : « peur ») ne doit pas empêcher d'y comprendre la haine. Il en va de même pour l'hostilité envers les Juifs, dite judéophobie, qui se traduit par un jeu de passions dans lequel prévalent la haine et la peur, indissociables. Soulignons en outre le fait qu'il ne s'agit pas seulement d'une hostilité envers une religion ou une culture, mais, plus profondément, d'une hostilité dont la cible est *un peuple*, tel qu'il existe non sans être fantasmé. Cette présupposition, celle de l'existence d'un peuple exposé au rejet haineux, est ce qui justifie qu'on puisse parler, d'une façon cohérente, de « judéophobie ». Or, cette présupposition n'est pas satisfait dans le cas du terme « islamophobie », qui s'avère impropre et trompeur : il n'y pas *un peuple* défini par la religion musulmane, mais une pluralité de peuples qui ont diverses pratiques de l'islam. L'oumma, la communauté idéale des croyants, ne constitue pas un peuple. Dans ses emplois contemporains, depuis les années 1980, le mot « islamophobie » amalgame à des fins polémiques ou stratégiques l'anti-islamisme, la critique de l'islam et la haine des musulmans⁷.

Les problèmes de définition de la notion commencent avec l'emploi de ces néologismes, « antisémite » et « antisémi-

tisme », termes ambigus par lesquels les idéologues et les propagandistes antijuifs ont choisi, à partir de 1879-1880, de se désigner eux-mêmes et leur doctrine. Être « antisémites », pour eux, c'était se défendre contre les Juifs définis comme les membres d'une race particulière, la « race sémitique », qu'ils jugeaient dangereuse, parce que conquérante, prédatrice et parasitaire. Depuis, à intervalles réguliers, des polémistes antijuifs du monde arabo-musulman, se qualifiant de « sémites », affirment sans vergogne qu'ils ne peuvent pas être « antisémites » puisqu'ils sont eux-mêmes, en tant qu'Arabes, des « sémites ». Il en va ainsi du président-dictateur syrien Bachar el-Assad répondant à des journalistes qui l'accusaient d'antisémitisme : « Comment pourrais-je être antisémite alors que je suis moi-même sémite⁸ ? » Certains « savants » musulmans vont jusqu'à définir l'antisémitisme comme une haine visant la « religion » ou la « foi sémitique » qu'est l'islam ! Dans un article mis en ligne le 24 octobre 2003, Ahmed al-Raissouni, successeur en 2018 de Youssef al-Qaradawi à la tête de l'Union internationale des savants musulmans (UISM), retournait ainsi contre les Juifs et leurs « alliés » l'accusation d'antisémitisme :

« La vérité est que le véritable antisémitisme aujourd'hui est celui dirigé contre les Arabes et les musulmans, et contre quiconque présente des caractéristiques arabes, orientales ou moyen-orientales.

Aujourd'hui, de telles caractéristiques sont une raison suffisante pour se comporter envers ces personnes avec hostilité, les maltraiter, les arrêter, les provoquer et les expulser. L'antisémitisme actuel prend la forme de l'expulsion d'étudiantes, d'enseignantes, de fonctionnaires et même de parlementaires, pour la seule raison qu'elles couvrent leurs cheveux [d'un hijab]. L'antisémitisme actuel [prend la forme de] haine envers la foi sémitique, à savoir la religion de l'islam... N'existe-t-il pas une vague de haine et d'hostilité considérable contre la religion sémitique et contre tout ce qui lui est associé⁹ ? »

Sur le même modèle rhétorique, des idéologues antijuifs d'extrême droite retournent contre les Juifs l'accusation d'antisémitisme, en prétendant défendre la cause palestinienne ou plus largement arabe. Il en va ainsi du leader pronazi canadien Adrien Arcand, écrivant en 1965 dans son pamphlet intitulé *À bas la haine !* : « Ce rapt, ce viol, ce brigandage de la Palestine arabe par les Juifs, le plus grand crime de véritable antisémitisme de notre histoire contemporaine (car les Arabes sont de purs sémites descendant d'Abraham par son premier-né Ismaël) a été conscient, voulu, délibéré, prémédité¹⁰ ». D'autres polémistes enfin, qui se déclarent antiracistes et « de gauche », recourent à un sophisme d'un genre différent : ils disent combattre « tous les anti-

sémitismes¹¹ », que les cibles de l'hostilité soient « les Juifs » ou « les Arabes », supposés constituer, dans la langue racia liste du XIX^e siècle qui continue d'être parlée aujourd'hui, « les branches principales de la famille sémitique » – pour reprendre la formule employée par l'émir Fayçal en décembre 1918¹². C'est là bien sûr tenter d'effacer la spécificité de « l'antisémitisme », dont la cible réelle se réduit aux Juifs. L'accumulation des écrits sur « l'antisémitisme » a masqué ce point aveugle. Ce péché sémantique originel continue de susciter des débats biaisés.

Il faut souligner le fait que le mépris, le dégoût et la répulsion sont souvent oubliés dans les définitions contemporaines, alors que ces sentiments ont joué un grand rôle dans la judéophobie antique¹³, dans l'antijudaïsme chrétien médiéval¹⁴, dans la judéophobie des Lumières (Voltaire, d'Holbach¹⁵) et dans le racisme antijuif (l'« antisémitisme » à proprement parler)¹⁶, mais aussi dans la judéophobie arabo-musulmane¹⁷. Cet oubli vient du fait que, dans les formes prises par la judéophobie au cours du XIX^e siècle – qu'elles aient été chrétiennes ou antichrétiennes et racialistes –, la diabolisation l'a emporté sur l'infériorisation et la bestialisation. Les passions déclenchées par l'imaginaire de la concurrence ont marginalisé celles qui accompagnent la hantise du contact. La haine diabolisante, souvent colorée de crainte, prévaut désormais sur le mépris et le dégoût.

Cette caractérisation – une haine mêlée de crainte – est loin d'être récente : on la trouve chez Flavius Josèphe, qui, dans *La Guerre des Juifs* (70-75 après Jésus-Christ), parle de « haine à l'égard des Juifs » (*misos pros ioudaious*). Mais aucun substantif n'a été forgé qui lui corresponde exactement¹⁸. Le néologisme manquant est celui qui désignerait proprement la haine des Juifs, soit un terme commençant par le préfixe « miso », opposé au néologisme désignant l'amour des Juifs, « judéophilie ». Or, la place du terme manquant – qui pourrait être le néologisme « judéomisie » – est occupée tant bien que mal par « judéophobie », « phobie » signifiant étymologiquement « peur ». Comme « xénophobie » ou « homophobie », le mot « judéophobie » est employé en dépit de l'étymologie : « phobie » est utilisé en suffixe dans les deux cas pour exprimer la détestation et signifier la haine. D'où une ambiguïté permanente, source de malentendus et de faux débats. La définition rapportée par Josèphe presuppose que, vus par leurs ennemis, les Juifs constituent une menace et qu'il convient de se défendre contre celle-ci : « Le Juif », c'est l'ennemi. Il s'ensuit qu'il est légitime de haïr les Juifs, qui sont supposés « nous » haïr. Ce mode de légitimation récurrent de la haine des Juifs constitue le premier des grands récits antijuifs, fondé sur l'accusation de « haine du genre humain », dont dérive le stéréotype de la « cruauté juive ». Tacite impute aux Juifs une haine hostile (*hostile odium*) à l'endroit des autres peuples (*adversus omnes*)¹⁹. Il

est aussi légitime de craindre les Juifs, car ils sont censés vivre à part des autres peuples et « entre eux », d'où leur inquiétante extranéité – origine de l'accusation récurrente de conspiration.

Depuis plus de deux siècles, la figure répulsive par excellence du Juif est celle d'une puissance internationale criminelle qui complotte contre le genre humain. On la trouve au centre des *Protocoles des Sages de Sion*, ce célèbre faux antijuif qui, fabriqué au début du XX^e siècle, fournit une sorte de résumé de la vision conspirationniste du Juif, laquelle s'était largement diffusée durant les trente dernières années du XIX^e siècle en Europe²⁰. Encore faut-il ne pas négliger le fait que les *Protocoles* visent deux cibles : d'une part, les francs-maçons, supposés dirigés ou manipulés par les Juifs, et, d'autre part, les « sionistes », fantasmés comme les représentants de la puissance juive internationale dont l'objectif est de dominer le monde, pour instaurer un gouvernement juif mondial. Il s'ensuit que les *Protocoles* constituent un document censé révéler les secrets des « sionistes », ces derniers, créatures chimériques, n'ayant rien à voir avec les sionistes réels qui, comme on sait, se définissent fondamentalement par leur engagement dans le mouvement de libération du peuple juif, impliquant la création d'un État pour les Juifs. Les *Protocoles* sont un texte antisioniste majeur, tant par leurs visées originelles que par leurs usages politiques ultérieurs.

Aujourd'hui, la diabolisation comploteuse du « Juif international » constitue en partie un héritage de la vision hitlérienne du Juif, auquel s'ajoute d'abord celui de la propagande soviétique dénonçant les « sionistes » comploteurs et les « cosmopolites apatrides » (*bezrodny kosmopolitt*) qui débute en 1948, ensuite celui de la « théologisation » islamique de la judéophobie, qui est d'une autre nature que la « théologisation » chrétienne à laquelle Vatican II a mis fin. « L'enseignement du mépris » dénoncé naguère par Jules Isaac a fait place à un enseignement de la haine impliquant une guerre supposée sacrée contre l'ennemi absolu, les Juifs ou « les sionistes ». Si l'on néglige certaines minorités extrémistes judéophobes, le monde chrétien en a fini avec l'enseignement du mépris, mais le monde musulman a pris la relève avec son enseignement de la haine. Au lieu d'avoir eu son Vatican II, l'islam a eu ses fundamentalistes fanatiques – Frères musulmans, salafistes, jihadistes –, professant la haine des Juifs et du monde occidental (« chrétien » et athée). Les intellectuels musulmans qui résistent à cette dynamique mondiale sont marginalisés, dénoncés, voire assassinés. C'est dans le contexte culturel de l'islam que, dans la période post-nazie, les Juifs ont été construits comme ennemis à éliminer. Et, comme de nombreuses attaques terroristes les visant l'ont montré, ils sont devenus l'une des principales cibles du jihad armé.

5. D'après un sondage réalisé par l'Ifop du 18 au 19 février 2019, « Les Français et l'antisémitisme », 72% des Français estiment que « les Juifs sont très unis entre eux » ; février 2019, <https://www.ifop.com/publication/les-francais-et-lantisemitisme/>
6. Selon ce même sondage, 27% des Français croient que « les Juifs sont plus riches que la moyenne des Français » et 21% qu'ils ont « trop de pouvoir dans le domaine des médias » et « trop de pouvoir dans le domaine de l'économie et de la finance ».
7. Pierre-André Taguieff, *L'Islamisme et nous. Penser l'ennemi imprévu*, Paris, CNRS Éditions, 2017, p. 15.
8. Bachar el-Assad, cité par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, « Avant-propos » à David André Belhassen & Gérard Nissim Amzallag, *La Haine maintenant ? Sionisme et palestinisme. Les sept pièges du conflit*, Paris, Éditions de la Différence, 2006, p. 9, note 2.
9. « Le président de l'Union internationale des savants musulmans : Les véritables victimes de l'antisémitisme aujourd'hui sont l'islam et les musulmans », 11 juillet 2019, <http://memri.fr/2019/07/11/le-president-de-lunion-internationale-des-savants-musulmans-les-veritables-victimes-de-lantisemitisme-aujourd'hui-sont-lislam-et-les-musulmans/>
10. Adrien Arcand, *À bas la haine !*, Montréal, Les Éditions La Vérité, 1965, p. 48 (souligné dans le texte).
11. Voir par exemple Étienne Balibar, « Transformations de l'antisémitisme », *Libération*, 9 juillet 2002, p. 6. Pour le philosophe marxiste, disciple de Louis Althusser, l'arabophobie (et/ou l'islamophobie) et la judéophobie (ou l'« antijudaïsme ») seraient les deux « composantes », faisant couple, du « nouvel antisémitisme ». La judéophobie se réduirait à un simple phénomène de persistance, l'arabo-islamophobie constituerait la forme surgissante, la plus inquiétante, du nouveau « complexe antisémite ». Balibar a intégré son article, retitré « Un nouvel antisémitisme ? », agrémenté de quelques additions, dans un recueil de textes « antisionistes » et propalestiniens d'extrême gauche : *Antisémitisme : l'intolérable chantage. Israël-Palestine, une affaire française ?* (Paris, La Découverte, 2003). Voir Pierre-André Taguieff, *Prêcheurs de haine*, op. cit., pp. 315-322.
12. Fayçal ben Hussein al-Hachimi Eljai, in *The Times*, 12 décembre 1918 ; cité dans le recueil : *Documents Relating to the MacMahon Letters*, Londres, Jewish Agency for Palestine, 1939, p. 7.
13. Carlos Levy, « L'antijudaïsme païen : essai de synthèse », in Valentin Nikiprovetzky (éd.), *De l'antijudaïsme antique à l'antisémitisme contemporain*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1979, pp. 51-86 ; Peter Schäfer, *Judéophobie. Attitudes à l'égard des Juifs dans le monde antique* [1997], tr. fr. Édouard Gourévitch, Paris, Les Éditions du Cerf, 2003.
14. Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, t. I : *Du Christ aux Juifs de Cour*, Paris, Calmann-Lévy, 1955 ; Robert Chazan, *Medieval Stereotypes and Modern Antisemitism*, Berkeley & Los Angeles, CA, University of California Press, 1997 ; Mark R. Cohen, *Sous le Croissant et sous la Croix. Les Juifs au Moyen Âge* [1994], tr. fr. Jean-Pierre Ricard, Paris, Le Seuil, 2008.
15. Pierre-André Taguieff, *Criminaliser les Juifs. Le mythe du « meurtre rituel » et ses avatars (antijudaïsme, antisémitisme, antisionisme)*, Paris, Hermann, 2020, pp. 141-178.
16. Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008, pp. 83-244.
17. Yehoshafat Harkabi, *Arab Attitudes to Israel* [1968], tr. angl. Misha Louvish [1972], 2^e éd., Jérusalem, Israel Universities Press, 1974 ; Bernard Lewis, *Sémites et antisémites* [1986], tr. fr. Jacqueline Carnaud & Jacqueline Lahana, Paris, Fayard, 1987.
18. Bruno Rochette, « Juifs et Romains. Y a-t-il un antijudaïsme romain ? », *Revue des Études juives*, 160 (1-2), janvier-juin 2001, p. 27, note 108 ; Jean-Marie Auwers, « Judéophobie païenne, antijudaïsme chrétien », in Jean-Marie Auwers, Régis Burnet & Didier Luciani (dir.), *L'Antijudaïsme des Pères. Mythe et/ou réalité ?*, Paris, Beauchesne, 2017, p. 15.
19. Tacite, *Histoires*, V, § 3, in Théodore Reinach, *Textes d'auteurs grecs et romains relatifs au judaïsme*, Paris, Ernest Leroux, 1895 (réimpr., Hildesheim, Zurich & New York, Georg Olms Verlag, 1983), pp. 306-307.
20. Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux* [1992], nouvelle édition refondue, Paris, Fayard/Berg international, 2004 ; id., *L'Imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe*, Paris, Fayard/Mille et une nuits, 2006, pp. 109-199.

LA DIABOLISATION D'UN « SIONISME » FANTASMÉ

Depuis les années 1950, on a donc assisté à la lente réinvention d'une vision antijuive du monde. La création de l'État d'Israël le 14 mai 1948, en dépit du refus arabe et musulman qui s'est traduit par une série de conflits armés, a été dénoncée comme une « catastrophe » ou un crime par les ennemis du projet sioniste²¹. La rediabolisation des Juifs s'est opérée sur la base de la diabolisation d'Israël et du « sionisme », fantasmé d'une façon complotiste comme « sionisme mondial ». Corrélativement, alors que les Palestiniens ont été mythifiés en tant que peuple-martyr, les sionistes ont été criminalisés par les propagandes antisionistes, celle des pays arabes comme celle de l'empire soviétique, avant de jouer le rôle de l'ennemi absolu dans les propagandes des divers groupes islamistes. Les stratégies culturels de l'antisionisme, sous toutes ses formes, n'ont cessé d'alimenter et d'exploiter l'imaginaire et la rhétorique victimaires, autour de la figure du Palestinien-victime. Le schéma manichéen opposant les Palestiniens-victimes aux sionistes-bourreaux s'est inscrit dans le discours dit antisioniste, qui, remplaçant la critique de la politique israélienne par la dénonciation d'un prétendu « apartheid » ou d'un imaginaire « génocide » des

Palestiniens, a dérivé vers la mise en question de l'existence même de l'État d'Israël. Le traitement démonologique du conflit israélo-palestinien a chassé toute approche politique de ce dernier. Cet antisionisme gnostique globalisé, qui fonctionne comme une méthode de salut et une promesse de rédemption – détruire Israël pour sauver l'humanité –, est au cœur de la nouvelle judéophobie²². On peut considérer qu'il s'est substitué en partie au vieil antisémitisme, qui survit cependant dans les milieux extrémistes de droite, qu'il s'agisse de chrétiens fondamentalistes ou de néo-nazis²³.

Cette réinvention n'est pas réductible à un recyclage des traditionnels schèmes d'accusation antijuifs empruntés au corpus antijuif européen, qu'ils relèvent de l'antijudaïsme chrétien, de la judéophobie moderne antichrétienne, de la judéophobie anticapitaliste (socialiste et révolutionnaire) ou de l'antisémitisme nationaliste, raciste ou non. Elle s'opère sur de nouvelles bases idéologiques, dont certaines sont étrangères à l'héritage antijuif occidental et puisent dans la culture musulmane²⁴. Il en va ainsi, emblématiquement, du jihad comme obligation religieuse, de la distinction corrélative entre « domaine de la soumission à Dieu » (*dar al-Islam*) et « domaine de la

guerre » (*dar al-Harb*), de la catégorie de *shahid* (martyr), de la charia, de la notion de dhimmi ou de l'idéal du califat²⁵. Mais il ne faut pas négliger pour autant les reformulations islamistes et antisionistes d'une très ancienne accusation comme celui de « meurtre rituel » qui, sous des formes dérivées visant à criminaliser les « sionistes » (« tueurs d'enfants palestiniens »), occupe une place importante dans la propagande antijuive contemporaine²⁶. Esquissée dans le monde antique, la légende du meurtre rituel attribué aux Juifs, dénuée de la moindre base empirique, s'est formulée puis largement diffusée dans l'Europe chrétienne du milieu du XII^e siècle au XV^e. Elle ne s'est propagée qu'au cours du XX^e siècle dans le monde musulman sous diverses formes idéologiques et rhétoriques, pour devenir un thème majeur dans la propagande antisioniste produite par les Palestiniens et les pays arabo-musulmans.

S'il est vrai que les passions antijuives se

sont mondialisées, c'est avant tout parce qu'elles se sont islamisées. Avec cette transformation, impliquant une refonte doctrinale en même temps qu'un déplacement du principal foyer de l'hostilité antijuive, s'est opéré un « retour à la théologie comme justification, puis comme source de la haine des Juifs », comme l'a noté l'historienne israélienne Rivka Yadlin²⁷. Il s'agit désormais d'une théologie non plus chrétienne mais musulmane. Dès lors, il faut en chercher les origines dans le Coran et les hadîths, où l'on trouve les représentations islamiques des Juifs et du judaïsme qui ont fait tradition, sans méconnaître la complexité du travail exégétique requis ni les conflits d'interprétation²⁸. Pour comprendre la récente vague judéophobe mondiale, il faut commencer par reconnaître cette matrice théologico-politique islamique. C'est principalement sur cette nouvelle base politico-culturelle que s'accomplit et se légitime aujourd'hui la démonisation des Juifs.

21. Sur le refus arabe d'Israël et ses origines, voir Henry Laurens, *La Question de Palestine*, t. II : 1922-1947. *Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard, 2002, pp. 25-59 ; Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste* [1999], tr. fr. Agnès Dufour & Jean-Michel Goffinet, Bruxelles, Éditions Complexe, 2003, pp. 83-284 ; Leslie Stein, *The Making of Modern Israel 1948-1967*, Cambridge (UK), Polity Press, 2009 ; Nathan Weinstock, *Terre promise, trop promise. Genèse du conflit israélo-palestinien (1882-1948)*, Paris, Odile Jacob, 2011.

22. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, op. cit. ; *id.*, *Judéophobie, la dernière vague*, op. cit.

23. Pierre-André Taguieff, *Une France antijuive ? Regards sur la nouvelle configuration judéophobe*, Paris, CNRS Éditions, 2015, pp. 21-37.

24. Robert S. Wistrich, *Muslim Anti-Semitism: A Clear and Present Danger*, New York, The American Jewish Committee, 2002.
25. Yehoshafat Harkabi, *Arab Attitudes to Israel* [1968], tr. angl. Misha Louvish [1972], 2^e éd., Jérusalem, Israel Universities Press, 1974 ; Bernard Lewis, *Sémites et antisémites* [1986], tr. fr. Jacqueline Carnaud & Jacqueline Lahana, Paris, Fayard, 1987, pp. 248-340 ; *id.*, « Muslim Anti-Semitism », *The Middle East Quarterly*, juin 1998, pp. 43-49, <http://www.meforum.org/396/muslim-anti-semitism> ; Norman A. Stillman, « Antisemitism in the Contemporary Arab World », in Michael Curtis (ed.), *Antisemitism in the Contemporary World*, Boulder (CO) & Londres, Westview Press, 1986, *op. cit.*, pp. 70-85 ; Rivka Yadlin, *An Arrogant Oppressive Spirit: Anti-Zionism as Anti-Judaism in Egypt*, Oxford & New York, Pergamon Press, 1989 ; Bat Ye'or, *Juifs et chrétiens sous l'islam. Les dhimmis face au défi intégriste*, Paris, Berg International, 1994 ; Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, *op. cit.*, pp. 17-80 ; Robert S. Wistrich, *A Lethal Obsession: Anti-Semitism from Antiquity to the Global Jihad*, New York, Random House, 2010, pp. 731-927.
26. Voir Pierre-André Taguieff, *Criminaliser les Juifs. Le mythe du « meurtre rituel » et ses avatars (antijudaïsme, antisémitisme, antisionisme)*, *op. cit.*, pp. 275-323.
27. Rivka Yadlin, « Le Machrek. Théologie et idéologie antisémites dans le monde arabe », in Léon Poliakov (dir.), *Histoire de l'antisémitisme 1945-1993*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 356.
28. Voir Meir M. Bar-Asher, *Les Juifs dans le Coran*, préface de Mohammad Ali Amir-Moezzi, Paris, Albin Michel, 2019.

Antisionisme, nationalisme arabe et jihad contre les Juifs

Le principal moteur de cette judéophobie refondue n'a cessé d'être le nationalisme palestinien, un nationalisme mythologisé dont l'imprégnation islamiste est devenue de plus en plus déterminante, la guerre de libération nationale faisant place à l'engagement dans le jihad²⁹, un jihad tendanciellement mondial. Dépouillé de ses habits « démocratiques », « progressistes », tiers-mondistes et marxistes des années 1960 et 1970 – qui lui conféraient une dimension révolutionnaire³⁰ –, le mouvement palestinien se présente désormais sous la forme d'un islamo-nationalisme autoritaire qui, à défaut d'être capable de vaincre ses ennemis, c'est-à-dire de détruire l'État d'Israël, entretient l'instabilité et l'insécurité au Proche-Orient. Longtemps monopolisé et exploité idéologiquement par les dictatures militaires ou les plouto-théocraties du monde arabe, le combat pour la « libération de la Palestine » s'est reformulé, dans une perspective islamiste, en combat pour la libération d'al-Quds (Jérusalem), finissant ainsi par s'inscrire, depuis les années 1990, dans le programme d'action de toutes les mouvances islamistes, qu'elles relèvent du chiisme (la dictature iranienne, le Hezbollah) ou du sunnisme (Al-Qaida et ses filiales, Daech, etc.). Et, corrélativement, le terrorisme s'est imposé comme la seule perspective des ennemis déclarés d'Israël et des « sionistes », incarnations fantas-

matiques du Mal ou du diable. Cette fixation sur Israël, métamorphosé comme une « tumeur cancéreuse » à extirper, est centrale. Comme le faisait remarquer le politologue égyptien Muhamad Sid Ahmad en mars 1991 : « Les Arabes ne croient pas qu'Israël ait un passé ni un avenir. Peu importe que cela soit vrai ou faux, mais ils le croient avec conviction, ce qui en fait une réalité politique³¹ ». La diabolisation du « sionisme » est au principe de la nouvelle mythologie anti-juive³².

Pour l'opinion des pays arabo-musulmans, les armées arabes ne pouvaient que vaincre l'armée juive, en 1948 comme en 1967 ou en 1973 : or, c'est le contraire qui arriva. Entrant en contradiction avec des convictions et des attentes fortes, ces défaites ont placé les Arabes dans une situation de dissonance cognitive. Elles ont suscité corrélativement un fort sentiment d'humiliation et un ressentiment persistant chez les vaincus. La fuite en avant du monde arabo-musulman dans le délire antijuif est en grande partie l'effet de la dissonance cognitive, et a joué le rôle d'un processus de compensation. Bernard Lewis a analysé ces flambées de passions antijuives comme l'expression d'une « haine cosmique » suscitée par les frustrations accumulées dues aux incompréhensibles victoires des Juifs supposés lâches et pusillanimes sur les Arabes se percevant comme fiers et courageux, et ce, depuis la première guerre israélo-arabe de 1948 :

« Si les Israéliens sont aussi corrompus et lâches que leur image dans la littérature arabe, dès lors leurs humiliantes victoires deviennent encore plus inexplicables ou du moins requièrent des explications allant au-delà des processus normaux de la pensée rationnelle. La littérature antisémite ne cesse de fournir une telle explication³³ ».

Les victoires militaires de l'État d'Israël étaient pour les Arabes aussi insupportables qu'incompréhensibles. C'est pourquoi elles se sont accompagnées d'une haine insatiable et d'un sentiment d'impuissance mettant en rage ceux qui l'éprouvaient. Le désir de vengeance contre les Juifs n'a pu s'assouvir que dans l'accusation hyperbolique et la fuite dans les chimères, en particulier de facture conspirationniste, empruntées à la judéophobie européenne. Comme l'a souligné Bernard Lewis, « la forme occidentale de l'antisémitisme – la version cosmique et satanique de la haine des Juifs – a apporté un soulagement à ceux dont les sentiments avaient été blessés³⁴ ». Les explications magiques ont ainsi favorisé le refuge dans l'irrationnel. Tant qu'Israël existera, l'horizon d'attente de ses ennemis restera le même, organisé autour du rêve d'une élimination de l'État juif. Il s'ensuit que les passions antijuives idéologisées ont de l'avenir.

La centralité de la « question palestinienne » dans la littérature salafiste-jihadiste

est un fait, qui ne saurait être négligé ni sous-estimé. Rappelons la leçon d'Abdallah Azzam (1941-1989), idéologue islamiste d'origine palestinienne considéré comme le premier théoricien du jihad mondial, dans un développement consacré au jihad en Afghanistan et en Palestine : « La Palestine est la cause sacrée de l'Islam, le cœur du monde musulman et une terre bénie³⁵ ». Dans un texte intitulé « Recommandations tactiques » (décembre 2002), Oussama Ben Laden précisait, visant « les Américains et les Juifs », les partenaires de « l'alliance américano-sioniste » : « Nous les attaquons à cause de leur injustice dans le monde islamique, et surtout en Palestine et en Irak³⁶ ». Et d'ajouter : « Je vous annonce à tous, et à nos frères de Palestine en particulier, que vos frères moujahidines sont en marche sur la route du jihad afin de frapper les Juifs et les Américains³⁷ ». Il s'agit bien des Juifs, et non pas seulement des « sionistes » ou des « Israéliens ». En novembre 1989, Abou Iyad (Salah Khalaf, dit), le numéro deux dans la hiérarchie de l'OLP derrière Yasser Arafat, déclarait : « Les Juifs, qui sont l'excrément de l'espèce humaine, peuvent-ils tenir une promesse (puisque'ils n'ont pas tenu la promesse faite au Prophète) ? La perfidie coule dans leurs veines, comme le montre le Coran. Les Juifs sont tels qu'ils ont toujours été³⁸ ».

Mais l'élargissement du conflit israélo-palestinien en conflit judéo-musulman n'est pas une invention récente. Alors réfugié en Allemagne où il parti-

cipait activement à la propagande nazie en direction du monde musulman, le « Grand Mufti » (*al-Mufti al-Akbar*) de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini (1895-1974)³⁹, répliquant à un discours prononcé le 17 juin 1943 par le dirigeant sioniste Chaïm Weizmann, affirmait : « Ce n'est pas seulement un combat entre les Juifs et les Arabes de Palestine, c'est aussi un combat entre les Juifs et 70 millions d'Arabes et 400 millions de musulmans⁴⁰ ». Ce jumelage du panarabisme et du panislamisme était au cœur de l'idéologie du fondateur de l'islamo-nationalisme palestinien, qui désignait les Juifs comme incarnant l'ennemi absolu. On comprend dès lors qu'il n'ait pu voir dans la création d'Israël qu'une intolérable provocation, redoublée par la résistance de l'État d'Israël aux tentatives pour l'effacer de la carte.

L'humiliation subie, le ressentiment et l'esprit de vengeance n'ont cessé d'alimenter les désirs de destruction du petit État juif. Dans le sillage de Bernard Lewis, l'historien Marc Ferro a identifié précisément la cause principale du ressentiment du monde arabo-musulman vis-à-vis d'Israël :

« Une cause majeure et fondatrice du ressentiment des mondes de l'islam, et plus précisément de l'islam arabe a bien été la défaite, en 1948, contre Israël, de la coalition entre l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, l'Irak et le Liban, par les forces naissantes de cet État lilliputien qui

n'avait même pas encore d'armée organisée. Le désespoir né de cette humiliation fut plus important que toutes les pertes matérielles. [...] Depuis, vu le lourd ressentiment qu'elle porte en elle, la lutte contre Israël est plus à même de mobiliser les masses musulmanes que les conflits de Tchétchénie ou d'Afghanistan ; en outre, par son identification à une guerre anti-colonialiste, elle permet d'associer à l'islam et aux Palestiniens des éléments de l'ultragauche ou assimilés, qu'ils se soient convertis, tels Carlos ou Garaudy, ou non⁴¹ ».

Peu avant l'invasion par les armées arabes du jeune État d'Israël (15 mai 1948)⁴², Ahmed Choukeiri, lieutenant d'al-Husseini qui sera président de l'OLP de 1964 à 1967, affirme que l'objectif ultime de l'invasion est « l'élimination de l'État juif⁴³ », tandis que 'Abd al-Rahman Azzam Pacha, le secrétaire général de la Ligue arabe, déclare : « Ce sera une guerre d'extermination et un massacre aussi mémorable que ceux de Mongolie et des Croisades⁴⁴ ». Fin mai 1967, à la veille de la guerre des Six-Jours, alors que « tous les pays arabes se déclarent solidaires de Nasser », notent deux experts israéliens quelques mois plus tard, « un seul cri retentit en Orient : "Jihad, la guerre sainte contre les Juifs"⁴⁵ ». Plus tard, Khalil Koka, l'un des fondateurs du Hamas, a exposé sans fard la vision islamo-palestinienne de la solution de la « question juive » au Moyen-Orient :

« Dieu a rassemblé les Juifs en Palestine non pas pour leur offrir une patrie, mais pour y creuser leur tombe et débarrasser le monde de leur présence polluante⁴⁶ ». La guerre préparée par Nasser en 1967 avait bien le caractère d'une guerre contre les Juifs⁴⁷.

Dans un essai paru en janvier 1968, *Nasser tel qu'on le loue*, Emmanuel Berl notait : « On veut détruire l'État juif : d'abord parce qu'il est juif, et ensuite parce qu'on aime à détruire⁴⁸ ». Le rêve de détruire Israël a joué le rôle d'une utopie mobilisatrice capable de rassembler non seulement les Arabes, mais aussi les musulmans convaincus que la Palestine était une « terre d'islam ». La vision anti-impérialiste, tiers-mondiste et panarabe d'Israël est fondée sur le postulat suivant, énoncé par Nasser à Héliopolis le 28 mai 1967 : « L'impérialisme et les forces qui tentent de dominer la nation arabe ont créé Israël⁴⁹ ». État artificiel, Israël doit donc être détruit par les forces anti-impérialistes, comme l'affirme le président algérien Houari Boumediène le 5 juin 1967, saluant le premier contingent de l'Armée nationale populaire à son départ pour le front :

« En ces moments historiques et décisifs, vous vous apprêtez à quitter l'Algérie, partie intégrante de la Patrie arabe, pour aller vers un autre territoire de la même Patrie : la Palestine. (...) Ces complots ont été conçus depuis longtemps et dévoilés par la suite aux yeux

du monde. Une agression sioniste a été perpétrée ce matin contre la R.A.U. ainsi que plusieurs régions arabes. Ce qui prouve que l'existence même de la Patrie arabe dépend de la liquidation d'Israël, État inspiré et artificiellement créé par les Américains, les Britanniques et leurs alliés. J'ai déjà expliqué (...) les fondements de ce combat qui doit être total. Notre pays est en état de guerre avec cet État sioniste. C'est l'attitude de l'Algérie socialiste, dont la foi repose sur le fait que la lutte anti-impérialiste au Vietnam, en Afrique du Sud et partout dans le monde est une, et que la responsabilité de toutes les agressions retombe sur l'impérialisme et son leader, l'Amérique. (...) Vous qui constituez l'avant-garde d'un peuple qui a toujours refusé de courber l'échine, vous lutterez pour une cause sacrée en participant une nouvelle fois au combat. Cette cause est l'anéantissement de la base colonialiste qui constitue un poignard planté au cœur de la Patrie arabe⁵⁰ ».

La thèse soutenue est claire : l'élimination de l'État d'Israël est la condition nécessaire de l'existence même de cette « Patrie arabe » qui constitue la communauté imaginée au nom de laquelle les combats légitimes sont menés. L'anéantissement d'Israël est fantasme comme un mode de rédemption du monde arabe. Dès le premier jour de la guerre,

le désir de revanche et la volonté de vengeance s'entendent dans la propagande des pays arabes. Le matin du 5 juin 1967, à 9 h 24, Radio-Le Caire lance ce message incitatif : « Chaque Arabe doit venger la honte de 1948 » et « détruire le nid des sionistes de Tel Aviv⁵¹ ». Une minute plus tard, Radio-Damas s'adresse ainsi au peuple syrien : « Frères, citoyens, le feu de la guerre s'est allumé et il ne s'éteindra plus. L'heure de la revanche a sonné et la bataille de la libération a commencé. Brûlez et calcinez les envahisseurs sionistes, détruisez-les. (...) Aux armes, frères arabes, en route vers le cœur de la Palestine⁵² ! » En Jordanie, la radio d'Amman n'est pas en reste : « Arabes ! où que vous soyez, l'heure de la libération et de la reconquête de nos droits bafoués a sonné. Dans la lutte décisive que nous menons à présent contre les forces du mal et l'agression sioniste, allons détruire les frontières artificielles et reprendre ce qui nous a été volé. En avant ! c'est la Guerre sainte [*jihad*], pour la victoire⁵³ ! » Le 25 octobre 1967, Boumediène revient sur le conflit israélo-palestinien et déclare : « Pour nous, Israël est un problème d'ordre colonial et doit être traité comme tel : les armes à la main⁵⁴. » On peut voir dans ces déclarations quelque chose comme un appel sécularisé au jihad. Mais l'esprit jihadiste n'emprunte pas nécessairement son vocabulaire à l'anti-impérialisme tiers-mondiste de l'époque. Les « savants musulmans » ne donnent pas, quant à eux, dans l'euphémisation et le camouflage lexical.

En septembre 1968, un peu plus d'un an après la défaite humiliante des armées arabes au terme de la guerre des Six-Jours (5-10 juin 1967), l'Académie de Recherches islamiques a organisé au Caire, à l'université Al-Azhar, sa 4^e Conférence, consacrée aux fondements du conflit israélo-arabe, abordés principalement dans leurs aspects « spirituels » et « théologiques », et ce, précise le secrétaire général de ladite Académie, Abdel-Halim Mahmoud (1910-1978), « dans le dessein de soutenir le combat contre Israël », présenté comme un État illégitime et artificiel peuplé d'un « étrange rassemblement de gens rassemblés depuis tous les points de la terre, répandant une loi totalement étrangère à Dieu et carrément hostile à l'humanité en général⁵⁵ ». Dans sa conférence sur « l'essence du problème palestinien », Kamel el Baker, président de l'université islamique d'Om Dorman (Soudan), commence par poser que « le sionisme est la même chose que le judaïsme, à cette différence qu'il cherche à atteindre les buts du judaïsme par l'action politique ». Le sionisme étant « le moyen qu'emploie la religion juive pour se réaliser », il s'ensuit que « l'établissement d'un État juif en Palestine entraîne une confrontation avec l'Islam et les musulmans⁵⁶ ». Et le savant musulman de conclure : « Telle est donc l'essence du problème palestinien et de l'État religieux juif fondé par les sionistes, même si elle peut apparaître masquée par les déguisements politiques des successeurs des Croisés⁵⁷ ».

Pour les conférenciers d'Al-Azhar, l'engagement dans le jihad en vue de détruire Israël est un devoir qui incombe à chaque musulman. Car, comme l'affirme Abdallah Kannoun, membre de l'Académie de Recherches islamiques, « la cause de la Palestine, avec tout ce qu'elle implique, est une cause musulmane et non une cause purement arabe⁵⁸ ». Dès lors, on ne peut envisager « d'autre solution que la bataille et l'obligation de la guerre sainte, le jihad, imposée à chaque musulman, pour défendre ces lieux saints et sauver la terre d'Islam de la domination ennemie⁵⁹ ». L'historien islamiste palestinien Muhammad Izzat Darwaza (1888-1984), multipliant les références religieuses, expose ainsi le programme commun des théologiens musulmans :

« Les Arabes doivent prendre

toutes les mesures nécessaires et faire de leur mieux pour effacer de la carte l'État des Juifs afin de s'en débarrasser comme l'avait fait le Prophète. (...) Il incombe aux musulmans de n'épargner aucun effort (...) pour combattre les Juifs. Les musulmans doivent vaincre les Juifs sans se sentir fatigués ou épuisés, comme le leur enjoint Allah. Les musulmans doivent tout faire pour anéantir cet État et délivrer chaque parcelle de la patrie des musulmans de la profanation juive et la garder sous le contrôle des autorités islamiques, comme par le passé. La moindre indifférence en la matière est, certes, un péché honteux contre la religion⁶⁰. »

-
- 29.** Sur la réislamisation du mouvement palestinien, voir Jean-François Legrain, « Mobilisation islamiste et soulèvement palestinien, 1987-1988 », in Gilles Kepel & Yann Richard (dir.), *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, Paris, Le Seuil, 1990, pp. 131-166 ; Beverley Milton-Edwards, *Islamic Politics in Palestine*, Londres & New York, I.B. Tauris, 1996 ; paperback ed., 1999.
- 30.** Du moins, une dimension « révolutionnaire » au sens occidental du terme. Voir Olivier Carré (présenté par), *Le Mouvement national palestinien*, Paris, Gallimard/Julliard, coll. « Archives », pp. 149-192.
- 31.** Muhamad Sid Ahmad, in *The Irish Times*, 9 mars 1991 ; cité par Rivka Yadlin, « Le Machrek. Théologie et idéologie antisémites dans le monde arabe », art. cit., p. 381 ; *id.*, « Anti-Jewish Imagery... », art. cit., p. 321.
- 32.** Alain Dieckhoff, « Le sionisme, “diable” des Palestiniens », *Les Nouveaux Cahiers*, n° 79, hiver 1984-1985, pp. 17-22 ; *id.*, « Antisionisme et mythe de la conspiration juive mondiale », in Pierre-André Taguieff (dir.), *Les Protocoles des Sages de Sion. Études et documents*, Paris, Berg International, 1992, pp. 343-364 ; Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux*, nouvelle édition refondue, *op. cit.* (2004), pp. 133-288.
- 33.** Bernard Lewis, *Antisemitism in the Arab and Islamic World*, Jérusalem, Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism, The Hebrew University of Jerusalem, 1988, p. 65.
- 34.** Bernard Lewis, « The New Anti-Semitism: First Religion, Then Race, Then What ? » (24 mars 2004), 1^{er} décembre 2005, <https://theamericanacholar.org/the-new-anti-semitism/#>

- 35.** Abdallah Azzam, « La Défense des territoires musulmans constitue le principal devoir individuel », in Gilles Kepel & Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, tr. fr. Jean-Pierre Milelli, introduction générale de Gilles Kepel, Paris, PUF, 2005, pp. 149 et 151. Deux autres idéologues charismatiques du jihad mondial sont d'origine palestinienne : le théologien Abou Muhammad al-Maqdissi (né en 1959 à Barqa, près de Naplouse) et Abou Qatada, dit Abou Omar (né en 1959 à Bethléem).
- 36.** Oussama Ben Laden, « Recommandations tactiques », in Gilles Kepel & Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, op. cit., p. 83.
- 37.** *Ibid.*, p. 87.
- 38.** Abou Iyad, cité dans *Al-Qabas* (Koweit), 28 novembre 1989 ; in Rivka Yadlin, « Le Machrek... », art. cit., p. 364 ; *id.*, « Anti-Jewish Imagery in the Contemporary Arab-Muslim World », in Robert S. Wistrich (ed.), *Demonizing the Other: Antisemitism, Racism and Xenophobia* [1999], rééd., Londres & New York, Routledge, 2003, p. 316. Comme Yasser Arafat, Abou Iyad (1933-1991) avait été dans sa jeunesse, au début des années 1950, marqué par la doctrine des Frères musulmans.
- 39.** Sur Haj Amin al-Husseini, fondateur de l'islamo-nationalisme palestinien, voir Joseph B. Schechtman, *The Mufti and the Fuehrer: The Rise and Fall of Haj Amin el-Husseini*, New York & Londres, Thomas Yoseloff, 1965 ; Klaus Gensicke, *The Mufti of Jerusalem and the Nazis: The Berlin Years* [1988, 2007], translated by Alexander Fraser Gunn, Londres & Portland, OR, Vallentine Mitchell, 2011 ; Jennie Lebel, *The Mufti of Jerusalem: Haj-Amin el-Husseini and National-Socialism*, tr. angl. Paul Münch, Belgrade, Chigoja stampa, 2007 ; Klaus-Michael Mallmann & Martin Cüppers, *Croissant fertile et croix gammée. Le Troisième Reich, les Arabes et la Palestine* [2006], tr. fr. Barbara Fontaine, Lagrasse, Éditions Verdier, 2009.
- 40.** *Mufti-Papiere. Briefe, Memorande, Reden und Aufrufe Amin al-Husainis aus dem Exil, 1940-1945*, Herausgegeben von Gerhard Höpp, Berlin, Klaus Schwarz Verlag, 2002 ; 2. Auflage, 2004, p. 173 (souligné dans le texte original).
- 41.** Marc Ferro, *Le Ressentiment dans l'histoire. Comprendre notre temps*, Paris, Odile Jacob, 2007, pp. 188-189.
- 42.** Voir Benny Morris, *1948: A History of the First Arab-Israeli War*, New Haven & Londres, Yale University Press, 2008.
- 43.** Cité par Nathan Weinstock, *Terre promise, trop promise*, op. cit., p. 368.
- 44.** Cité par Benny Morris, *Victimes*, op. cit., p. 242.
- 45.** Eliahu Ben Elissar & Zeev Schiff, *La Guerre israélo-arabe 5-10 juin 1967*, Paris, Julliard, 1967, p. 102.
- 46.** Cité par Ze'ev Schiff & Ehud Ya'ari, *Intifada : The Palestinian Uprising - Israel's Third Front* [1989], edited and translated by Ina Friedman, New York & Londres, Simon & Schuster, 1990, p. 235.
- 47.** Voir Matthias Küntzel, « 1967 / Nasser's Antisemitic War Against Israel », *Fathom*, printemps 2017, <http://fathomjournal.org/1967-nassers-antisemitic-war-against-israel/>
- 48.** Emmanuel Berl, *Nasser tel qu'on le loue*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1968, p. 141.
- 49.** Gamal Abdel Nasser, allocution prononcée en guise d'introduction à la conférence de presse tenue à Héliopolis le 28 mai 1967, in *La Palestine en question*, t. II, Constantine, Société nationale An Nasr-Presse, s.d. [1967], p. 57.
- 50.** Houari Boumediène, 5 juin 1967, in *La Palestine en question*, op. cit., pp. 104, 107-108.
- 51.** Cité par Samuel Seguev, *La Guerre des Six Jours. Opération « Drap rouge »*, tr. fr. Maurice Saporta & Claude Feigelman, Paris, Calmann-Lévy, 1967, p. 35.
- 52.** *Ibid.*

53. *Ibid.*, p. 36.
54. Houari Boumediène, cité par *Le Monde*, 26 octobre 1967, p. 3 ; repris in *La Palestine en question*, *op. cit.*, p. 371.
55. Abdel-Halim Mahmoud, « Avant propos », in *Les Juifs et Israël vus par les théologiens arabes*, extraits des procès-verbaux de la 4^e Conférence de l'Académie de Recherches islamiques, compilation et introduction de D. F. Green [David G. Littman], tr. fr. Jean-Christophe Pala, préface de Léon Poliakov, Genève, Éditions de l'Avenir, 1972 ; 2^e éd. corrigée, 1974, p. 11. Réputé pour sa « modération », Abdel-Halim Mahmoud fut le Grand Imam d'Al-Azhar de 1973 à sa mort en 1978.
56. Kamel el Baker, « L'essence du problème palestinien », in *Les Juifs et Israël vus par les théologiens arabes*, *op. cit.*, p. 52.
57. *Ibid.* Voir Randall Price, *Fast Facts on the Middle East Conflict*, Eugene, OR, Harvest House Publishers, 2003, p. 15.
58. Abdullah Kannoun, « Les musulmans et le problème de la Palestine », in *Les Juifs et Israël vus par les théologiens arabes*, *op. cit.*, p. 49.
59. *Ibid.*, p. 51.
60. Muhammad Izzat Darwaza, « L'attitude des Juifs envers l'Islam, les musulmans et le Prophète de l'Islam (...) aux temps de l'Honorabile Prophétie », in *Les Juifs et Israël vus par les théologiens arabes*, *op. cit.*, pp. 33-34. Sur Darwaza, auteur prolifique et ancien compagnon de combat du « Grand Mufti » Haj Amin al-Husseini, voir Yehoshafat Harkabi, *Arab Attitudes to Israel*, *op. cit.*, *passim* ; Zvi Elpeleg, *The Grand Mufti : Haj Amin al-Hussaini, Founder of the Palestinian National Movement*, trad. angl. David Harvey, Londres, Frank Cass & Co., 1993 ; rééd., edited by Shmuel Himelstein, Londres & New York, Routledge, 2007, pp. 7, 19-20, 43, 86, 201 ; Abd Al-Fattah Muhammad El-Awaisi, *The Muslim Brothers and the Palestine Question 1928-1947*, Londres & New York, Tauris Academic Studies, 1998, p. 170 ; Gundrun Krämer, *A History of Palestine: From the Ottoman Conquest to the Founding of the State of Israel* [2002], trad. angl. Graham Harman & Gundrun Krämer, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2008, p. 257.

Purifier une « terre d'islam » : le programme des jihadistes

L'article 15 de la Charte du Hamas, rendue publique le 18 août 1988⁶¹, reprend cette vision d'un grand conflit à fondement théologico-religieux : « Lorsque nos ennemis usurpent des terres islamiques, le jihad devient un devoir pour tous les musulmans. Afin de faire face à l'occupation de la Palestine par les Juifs, nous n'avons pas d'autre choix que de lever la bannière du jihad ». Dans la perspective de cette judéophobie islamisée, la présence juive sur une terre musulmane est intolérable, comme le répète l'article 28 de ladite Charte : « Israël, parce qu'il est juif et a une population juive, défie l'Islam et les musulmans ». On trouve dans cette proposition un parfait résumé de l'idéologie antijuive du mouvement islamiste, qui interdit toute solution politique du conflit ainsi réinterprété. C'est la raison pour laquelle la « haine la plus longue⁶² », la haine des Juifs, phénomène « protéiforme⁶³ », s'est doublée du conflit le plus long du XX^e siècle et du XXI^e commençant. Et ce conflit qui paraît interminable nourrit le monstre nommé « antisémitisme », lequel a souvent été comparé à une hydre⁶⁴.

Pour les islamistes radicaux qui appellent au jihad, la réalisation du programme de purification des « terres musulmanes » doit commencer dans ce territoire mythique appelé « Palestine », puis s'étendre à tout le Moyen-Orient, en attendant de

toucher d'autres parties du monde. Tel est le programme explicitement formulé par les partisans du jihad global. Celui qui fut le numéro deux d'Al-Qaida à l'époque d'Oussama Ben Laden, Ayman al-Zawahiri, le répète régulièrement, comme dans cette déclaration de juin 2006 : « La Palestine est une terre d'Islam, et sa libération est un devoir pour chaque musulman – de toute la Palestine⁶⁵ ». Dès lors, « libérer » la Palestine, c'est la purifier de tous les mécréants qui l'occupent illégitimement, à commencer bien sûr par les Juifs. Pour Zawahiri, il va de soi que cette guerre de « libération » ne prend son véritable sens que dans le cadre du jihad mondial, dont l'objectif final est d'étendre la loi d'Allah (*Hakimiyyat Allah*) sur toute la surface du globe, car, comme le souligne le politologue et islamologue Bassam Tibi, dans cette perspective, « il ne peut y avoir de paix sans domination totale de l'islam⁶⁶ ». La planète tout entière soit se transformer en *dar al-Islam*. Mais il faut bien commencer quelque part. C'est pourquoi, selon l'idéologue islamiste, il faut accorder au jihad contre Israël une importance particulière, tenant à son exemplarité : « La cause de la Palestine est l'une des arènes où a lieu la confrontation entre l'oumma musulmane et l'assaut sionisto-croisé, et isoler le jihad en Palestine du jihad de l'oumma musulmane contre les Croisés et leurs agents ne peut que conduire à la perte de la religion⁶⁷ ».

Dans son livre publié en décembre 2001, *Cavaliers sous l'étendard du Prophète*,

Zawahiri justifie le choix prioritaire de la cause palestinienne par sa puissance mobilisatrice de l'oumma tout entière. Géopoliticien de la propagande jihadiste, Zawahiri conseille aux combattants du jihad que sont les moujahidines de privilégier les slogans anti-israéliens, plus immédiatement compréhensibles par les « masses » musulmanes, et à ce titre plus fortement rassembleurs et mobilisateurs que les autres :

« Le mouvement jihadiste doit faire participer l'oumma à son jihad, et elle ne participera que si les slogans des moujahidines sont compréhensibles pour les masses. Le slogan que l'oumma a bien compris et auquel elle adhère, depuis cinquante ans, est l'appel au jihad contre Israël. [...] L'occasion qui s'offre au mouvement jihadiste de conduire l'oumma vers le jihad pour la Palestine est plus grande que jamais, car tous les courants laïcs qui faisaient de la surenchère pour la cause palestinienne [...] se sont découverts, aux yeux de l'oumma, en reconnaissant le droit à l'existence d'Israël. [...] L'indéniable vérité c'est que la cause palestinienne est non seulement de nature à embrasser l'oumma depuis cinquante ans, du Maroc jusqu'à l'Indonésie, mais encore que c'est la cause qui réunit tous les Arabes, croyants ou impies, bons ou mauvais⁶⁸ ».

Dans sa « Lettre au peuple américain »

sur le thème « Pourquoi nous vous combattons », diffusée en octobre 2002⁶⁹, Oussama Ben Laden reproche aux Américains d'avoir permis la création de l'État d'Israël et de continuer de le soutenir :

« Les Britanniques ont remis la Palestine, avec votre aide et votre soutien, aux Juifs qui l'occupent depuis plus de 50 ans (...). La création et la continuation d'Israël est l'un des plus grands crimes (...), un crime qui doit être effacé. (...) Ce sont les musulmans qui sont les héritiers de Moïse (...) et les héritiers de la véritable Torah non altérée [le Coran] (...). Les musulmans croient en tous les prophètes, y compris Abraham, Moïse, Jésus et Muhammad (...). Si les disciples de Moïse se sont vus promettre un droit à la Palestine dans la Torah, alors les musulmans sont la nation la plus digne de cela. Quand les musulmans ont conquis la Palestine et en ont chassé les Romains [en 638], la Palestine et Jérusalem sont retournés à l'Islam, la religion de tous les Prophètes⁷⁰ ».

En outre, Ben Laden lance aux Américains une double accusation : « Vous avez soutenu les Juifs dans leur idée que Jérusalem est leur capitale éternelle (...). Avec votre aide et sous votre protection, les Israéliens prévoient de détruire la mosquée al-Aqsa⁷¹ ». Depuis le début des années 1920, c'est ce prétendu projet de destruction qui n'a cessé d'alimenter les

mobilisations antijuives des populations arabes de la Palestine sous le mandat britannique (1920-1948), avant d'être évoqué par les démagogues palestiniens pour susciter des réactions populaires violentes contre les Israéliens.

La lutte contre Israël et le « sionisme » s'est ainsi métamorphosée en lutte contre les Juifs, où qu'ils se trouvent. « Le Juif » a été reconstruit comme ennemi, au point d'incarner la figure de l'ennemi absolu. C'est là s'inscrire dans les pas de l'idéologue islamiste égyptien Sayyid Qutb (1906-1966) qui, dans le premier volume de ses commentaires du Coran, justifiait l'appel au jihad contre les Juifs comme une réaction de légitime défense : « La guerre que, dès les premiers jours, les Juifs ont menée contre l'Islam et les musulmans n'a cessé de faire rage jusqu'aujourd'hui. Sa forme et son apparence ont pu changer, mais sa nature et ses moyens sont restés les mêmes⁷² ». Toutefois, dans le discours judéophobe

de propagande à destination de l'Occident, « les Juifs » sont généralement remplacé par « les sionistes ». L'antisionisme idéologico-politique, soit le rejet du sionisme comme mouvement de libération nationale du peuple juif⁷³, s'est transformé en un « antisionisme » mythologique, qu'on peut caractériser comme « radical » ou « absolu », ainsi que je l'ai caractérisé naguère⁷⁴.

Cet « antisionisme » absolu se fonde sur le principe que le « sionisme » est une puissance internationale plus ou moins occulte et de nature criminelle dont tous les Juifs sont des agents, conscients ou non conscients. Dans l'ordre de l'action, les partisans de l'« antisionisme » absolu cherchent à réaliser, par tous les moyens, leur objectif final : la destruction de l'État d'Israël. Leur discours de propagande est fondé sur la transfiguration de la cause palestinienne en cause emblématique des opprimés.

61. Pour le texte de la Charte du Hamas, voir Jean-François Legrain (en collaboration avec Pierre Chenard), *Les Voix du soulèvement palestinien, 1987-1988*, Le Caire, CEDEJ, 1991, pp. 152-166 ; <http://www.gremo.mom.fr/legrain/voix15.htm>

62. Robert S. Wistrich, *Antisemitism : The Longest Hatred*, Londres, Methuen, 1991.

63. Dans un discours prononcé à Vienne devant l'OSCE le 19 juin 2003, Robert S. Wistrich note : « L'antisémitisme est sans fin, protéiforme, s'adaptant au *Zeitgeist* comme un virus extraordinairement adroit, qui connaît un regain de violence, avec des forces reconstituées, au moment même où on proclame qu'il a été extirpé » (« L'antisémitisme sans antisémites », tr. fr. Jean-Pierre Bensimon, in Manfred Gerstenfeld & Shmuel Trigano (dir.), *Les Habits neufs de l'antisémitisme en Europe*, Noirmoutier, Éditions Café Noir, 2004, p. 54).

- 64. Voir par exemple Lucien Lazare, « Le piège de la banalisation », *Sillages*, n° 4, printemps 1981, p. 45.
- 65. Dr. Ayman al-Zawahiri, « Supporting the Palestinians » (juin 2006), cité d'après Laura Mansfield (ed.), *His Own Words : A Translation and Analysis of the Writings of Dr. Ayman Al Zawahiri*, translation and analysis by Laura Mansfield, TLG Publications (USA), 2006, p. 341.
- 66. Bassam Tibi, « The Totalitarianism of Jihadist Islamism and its Challenge to Europe and Islam », *Totalitarian Movements and Political Religions*, 8 (1), 28 février 2007, p. 45 ; <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14690760601121630?scroll=top&needAccess=true> Voir aussi Bassam Tibi, *Islam between Culture and Politics*, Hounds Mills (UK) & New York, Palgrave, 2001, pp. 58, 63-64 ; id., *Islamism and Islam*, New Haven & Londres, Yale University Press, 2012, pp. 145-148, 216 sq.
- 67. Dr. Ayman al-Zawahiri, « Supporting the Palestinians » (juin 2006), in Laura Mansfield (ed.), *op. cit.*, p. 341. Voir Mary R. Habeck, *Knowing the Enemy: Jihadist Ideology and the War on Terror*, New Haven, CT, & Londres, Yale University Press, 2006, pp. 97 sq.
- 68. Ayman al-Zawahiri, *Cavaliers sous l'étendard du Prophète* (décembre 2001), in Gilles Kepel & Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, *op. cit.*, p. 293 ; Laura Mansfield (ed.), *His Own Words*, *op. cit.*, pp. 209-211.
- 69. Oussama Ben Laden, « Lettre au peuple américain », lettre en arabe mise en ligne en octobre 2002, puis traduite et diffusée par des islamistes vivant en Grande-Bretagne ; traduction publiée sur le site de *The Observer* le 24 novembre 2002 : <https://www.theguardian.com/world/2002/nov/24/theobserver> ; reprise in *The Al Qaeda Reader*, edited and translated by Raymond Ibrahim, introduction by Victor Davis Hanson, New York, Broadway Books, 2007, pp. 197-208.
- 70. Oussama Ben Laden, *ibid.*, in *The Al Qaeda Reader*, *op. cit.*, pp. 197-198.
- 71. *Ibid.*, pp. 199-200.
- 72. Sayyid Qutb, *In the Shade of the Qur'an* [1999], Rev. Ed., translated. and edited by Adil Salahi & Ashur Shamis, Leicester (UK) & Doha (Qatar), The Islamic Foundation & Islamonine.net, vol. I, 2003, p. 76.
- 73. La littérature savante sur la question du sionisme est considérable. Voir notamment Arthur Hertzberg, *The Zionist Idea: A Historical Analysis and Reader* [1959], Philadelphie, The Jewish Publication Society, 1997 ; Denis Charbit (dir.), *Sionismes : textes fondamentaux*, Paris, Albin Michel, 1998 ; Michaël Bar-Zvi & Claude Franck, *Le Sionisme* [1980], nouvelle éd. augmentée, St-Victor-de-Mor, Les provinciales, 2002 ; Georges Bensoussan, *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme 1860-1940*, Paris, Fayard, 2002 ; Ilan Greissammer, *Le Sionisme*, Paris, PUF, 2005 ; Yoram Hazony, *L'État juif. Sionisme, postzionisme et destins d'Israël* [2000], tr. fr. Claire Darmon, Paris & Tel Aviv, Éditions de l'éclat, 2007.
- 74. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, *op. cit.*, p. 166 ; *id.*, *Prêcheurs de haine*, *op. cit.*, pp. 21 sq. ; *id.*, *La Judéophobie des Modernes*, *op. cit.*, pp. 335 sq.

QUESTIONS DE MOTS : « ANTIJUDAÏSME », « ANTISÉMITISME », « JUDÉOPHOBIE », « ANTISIONISME

Pour mieux poser les problèmes qui nous occupent, il convient de faire un bref détour par des considérations relevant d'une sémantique historique. Par le mot « antisémitisme », on désigne d'une façon ritualisée – qui fait que le mot « colle » désormais à la chose – ce qui avait longtemps été appelé « antijudaïsme », « haine des Juifs » (*Judenhass, Jew-hatred*) ou « persécution des Juifs » (*Jew-baiting*). Ce changement de vocabulaire reflète une transformation des représentations et des croyances : il témoigne de la racialisation de la « question juive » au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle en Europe. Il ne s'agit pas, dans les modes de rejet des Juifs, d'une simple substitution du discours racial au discours religieux, mais d'une relecture racialiste des accusations portées contre les Juifs. Cette racialisation des préjugés et des stéréotypes antijuifs s'opère sur le mode d'une sécularisation des récits infériorisant, diabolisant ou criminalisant les Juifs. L'interprétation du processus de transformation reste aujourd'hui une question débattue. Sur l'interprétation du passage de la haine des Juifs d'origine religieuse à l'antisémitisme à base raciale, les partisans de la thèse de la continuité s'opposent à ceux de la discontinuité, aussi bien dans le camp antisémite que dans les milieux anti-

antisémites. Par exemple, au milieu du XX^e siècle, la thèse continuiste est défendue par Raul Hilberg alors qu'elle est récusée par Hannah Arendt⁷⁵. Il s'ensuit que la « question juive » n'a pas le même sens pour les uns et les autres⁷⁶.

En 1882, le grand *Brockhaus*, dictionnaire encyclopédique de référence en Allemagne, donnait cette définition lexicale du mot nouveau qu'était alors, en langue allemande, le mot « *Antisemitismus* » : « Haine des Juifs. Adversaire du judaïsme. Combat contre les qualités, l'apparence et les intentions du sémitisme ». Le « sémitisme » a depuis été relégué dans le musée des fictions et la « race sémitique » s'est perdue dans l'océan des chimères pseudo-scientifiques. Mais le mot « antisémitisme » a survécu au naufrage. Et ce, malgré les réserves exprimées par les meilleurs esprits, qu'il s'agisse de Bernard Lazare, de Jules Isaac, de Léon Poliakov ou de Leo Strauss⁷⁷. Dans un texte daté de mai 1972, Poliakov écrivait avec lucidité :

« Peu de termes prêtent autant à la confusion que celui d'antisémitisme, de nos jours couramment appliqué à toute forme d'hostilité antijuive, sans tenir compte des temps et des lieux, ni de la radi-

cale différence qui existe entre la persécution des hommes et la lutte engagée contre une croyance ou une idée. On ne saurait contester que les deux grandes religions filles du judaïsme engageaient une telle lutte ; mais le sens et les formes de celle-ci ont grandement varié d'époque en époque, en fonction des interprétations et des exigences successives des Écritures sacrées⁷⁸ ».

Introduit en langue française dès 1881-1882, le mot « antisémitisme » n'est devenu courant qu'à la fin des années 1880, après la publication de *La France juive* (1886) d'Édouard Drumont. Il faut souligner le fait qu'il s'agit d'une auto-désignation : ce sont les antisémites eux-mêmes qui se présentent ou se définissent alors en tant qu'« antisémites », afin de marquer la relative nouveauté de leur combat, à la fois par l'ennemi désigné (« les Sémites » ou « le Sémite », catégorie plus englobante que « les Juifs » ou « le Juif ») et par le fondement doctrinal de la lutte engagée (l'appartenance raciale et non plus l'identité religieuse). Dans la judéophobie ainsi racialisée, le schéma de la lutte des races (« Sémites » versus « Aryens ») remplace explicitement le modèle de la guerre de religion

(Juifs versus chrétiens)⁷⁹.

Dans la période post-nazie, la référence aux « Sémites » et au « sémitisme » a totalement disparu des définitions de l'« antisémitisme », du moins dans les textes savants occidentaux. Mais le mot « antisémitisme » ne s'est pas effacé avec le contexte culturel et politique dans lequel il avait surgi. Son sens racialiste a été enregistré dans les dictionnaires de langue, qui continuent de définir l'antisémitisme en tant que « racisme dirigé contre les Juifs » (*Le Petit Robert*). Mais comment désigner la haine des Juifs lorsque ses idéologues et ses propagateurs se réclament de l'antiracisme et accusent les Juifs de racisme ? En 1982, j'avais diagnostiqué le surgissement de cette nouvelle figure de la judéophobie et l'avait baptisé « antiracisme antijuif », pseudo-antiracisme dont le présupposé central est l'équation « sionisme = racisme ». Quant à la référence au « judaïsme », elle se fait de plus en plus rare dans les définitions contemporaines de l'antisémitisme. Mais certains auteurs continuent d'employer le mot « antijuïdaïsme » pour désigner la haine des Juifs, ce qui constitue une autre source d'équivoques. La confusion terminologique est aussi grande que persistante.

75. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme* [1951], tr. fr. Micheline Pouteau et al., édition établie sous la direction de Pierre Bouretz, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2002 ; Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe* [1961 ; 2^e éd., 1985], tr. fr. Marie-France de Paloméra & André Charpentier, Paris, Fayard, 1988. Voir Pierre-André Taguieff, *L'Antisémitisme*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2015, pp. 12-20, 41-47.

- 76.** Voir notamment Uriel Tal, « Religious and Anti-religious Roots of Modern Anti-Semitism » (1971), in Uriel Tal, *Religion, Politics and Ideology in the Third Reich: Selected Essays*, Londres & New York, Routledge, 2005, pp. 171-190.
- 77.** Voir Léon Poliakov, *L'Auberge des musiciens. Mémoires*, Paris, Mazarine, 1981, p. 185 ; Leo Strauss, *Pourquoi nous restons juifs. Révélation biblique et philosophie*, tr. fr. et préface par Olivier Sedeyn, Paris, La Table Ronde, 2001, pp. 26-27.
- 78.** Léon Poliakov, préface à : *Les Juifs et Israël vus par les théologiens arabes*, op. cit., p. 1.
- 79.** Pierre-André Taguieff, *L'Antisémitisme*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2015, pp. 7-20, 30-40.

De l'antisémitisme à l'antisionisme

L'hostilité envers les Juifs, fondée sur des arguments multiples, variables et contradictoires, n'a pas trouvé sa « bonne » désignation⁸⁰. Il ne s'agit pas simplement de créer un terme bien formé. Il s'agit de résoudre un difficile problème de catégorisation, présupposant d'avoir défini sans équivoque l'objet de cette hostilité particulière, c'est-à-dire le sujet collectif visé (judaïsme, judéité, judaïcité, peuple juif, identité juive, etc.). Or, comme tous ceux qui ont étudié sérieusement la question l'ont constaté, la valse des appellations de ladite hostilité antijuive brouille le paysage et fait obstacle aux tentatives de conceptualisation du phénomène, dont la complexité et le caractère évolutif semblent décourager les meilleurs esprits. Ce phénomène polymorphe est désigné par différents termes, tous critiquables : « antijudaïsme », « haine des Juifs » (*Judenhass*), « antisémitisme », « racisme antijuif », « judéophobie », ainsi que, pour caractériser la dernière transformation historique du phénomène, le mot « antisionisme ».

Le fait est pourtant observable, dans des contextes historiques et géographiques fort différents : il y a des passions antijuives qui surgissent, persistent, renaissent, s'entrecroisent ou se métamorphosent. Ces passions ne se réduisent pas à la haine, même s'il est vrai que cette dernière paraît constituer le principal moteur affectivo-imaginaire de l'hostili-

té antijuive. Mais la haine comme telle n'explique pas tout, elle peut et doit aussi s'expliquer par des facteurs de situation – concurrence, rivalité mimétique –, et ne fonctionne qu'en se combinant avec d'autres passions : crainte, ressentiment, envie, jalouse, mépris, etc. Cette « judéopathie⁸¹ » aux multiples figures suppose, en chaque contexte, la construction polémique de l'identité juive en tant que contre-type. Dans cette perspective, le politiste Raphaël Draï analyse le « champ de la stigmatisation de l'identité juive » en distinguant des stigmatisations de divers types : théologique, religieuse, politique, sociale, économique et psychique⁸². On pourrait ajouter à cet inventaire les stigmatisations se réclamant abusivement de la science, qu'il s'agisse de biologie ou d'anthropologie.

Dans un article séminal paru en 1987, la sociologue Helen Fein donne de l'antisémitisme une définition que je considère comme la plus claire, la plus complète et la plus cohérente de toutes :

« Je propose de définir l'antisémitisme comme un ensemble structuré, latent et persistant, de croyances hostiles concernant les Juifs en tant que collectivité, qui se manifeste chez les *individus* par des attitudes, et dans la *culture* par des images, du folklore, des idéologies, des mythes ainsi que par des *actions* – discrimination sociale ou légale, mobilisation politique contre les Juifs, violence collective

ou étatique –, dont le résultat est de mettre à l'écart, de déplacer ou de détruire les Juifs en tant que Juifs⁸³ ».

Pour ma part, convaincu que l'emploi du mot « antisémitisme » n'était plus qu'une survivance devenue source d'équivoques, j'ai proposé, dès la fin des années 1980, de recourir au terme générique de « judéophobie », néologisme emprunté à Leo Pinsker (1821-1891), l'un des pionniers du sionisme politique. Pinsker a introduit le néologisme en langue allemande dans son manifeste sioniste publié en septembre 1882, *Autoémancipation !*. Le docteur Pinsker, tributaire des théories psychiatriques de son temps⁸⁴, emploie le terme « judéophobie » (*Judophobie*) pour désigner un phénomène psychopathologique qu'il caractérise comme une « psychose », une « maladie transmise depuis deux mille ans » qu'il juge « incurable », et, plus précisément, comme « une démonopathie héréditaire, propre au genre humain⁸⁵ ». Les judéophobes seraient donc saisis par la crainte des « fantômes » et la haine des « démons » que sont pour eux les Juifs. Pour Pinsker, l'origine toujours présente de la judéophobie est la « peur des revenants⁸⁶ » ou « l'horreur du fantôme juif⁸⁷ », qui a « suscité cette haine abstraite⁸⁸ ». La « phobie » dont il est question ne se réduit pas à une simple peur, elle implique une forte aversion, qui enveloppe un sentiment d'horreur, et comporte de la haine. Autrement dit, il serait naïf de prendre le suffixe « pho-

bie », dans des néologismes comme « judéophobie » ou « xénophobie », au sens clinique du terme. Le docteur Löwenstein, à la suite de sa discussion des thèses de Pinsker, proposait ce modèle d'intelligibilité :

« L'antisémitisme donne donc lieu à des comportements qui ressemblent à ces trois tableaux cliniques : **a)** Attitude de guet méfiant, de vigilance qui peut aboutir, en s'intensifiant, à une sorte de répulsion ; **b)** Judéophobie consistant en un mélange de haine et de peur, de dégoût et de mépris ressentis pour les Juifs ; **c)** Antisémitisme pour ainsi dire délirant ou “paranoïaque”, celui des individus qui croient à un “complot mondial juif pour l'asservissement et la destruction du monde aryen”⁸⁹ ».

Il importe de noter au passage que Pinsker, dans sa conceptualisation du phénomène judéophobe, ne sépare pas la crainte de la haine. L'historien du judaïsme Peter Schäfer retient la « double signification de haine et de peur⁹⁰ » qu'on rencontre dans les usages courants du mot « judéophobie », non sans souligner l'ambivalence des attitudes qui, face aux Juifs et au judaïsme, oscillent entre la fascination et le rejet, pour engendrer une peur proprement irrationnelle, dénuée de base empirique. C'est pourquoi, traitant des passions anti-juives dans le monde antique, il emploie

le mot « judéophobie » pour désigner « un genre unique de haine et d'hostilité seulement réservé aux Juifs⁹¹ ».

Par le mot « judéophobie », pris au sens fort, je propose de désigner la haine idéologiquement organisée des Juifs en tant que Juifs, qui, sur la base de stéréotypes négatifs et d'accusations collectives présentant les Juifs comme menace (stigmatisation, diffamation), peut prendre la forme d'une conception antijuive du monde fonctionnant comme un mythe, et s'accompagne éventuellement, selon différentes modalités, de modes institutionnels de discrimination ou de ségrégation, de mesures d'expulsion et d'actions violentes allant du pogrome à l'extermination massive⁹². Il convient d'insister sur deux points : d'abord, le caractère systématique du rejet ou de la détestation, ensuite la circularité des raisons alléguées par les anti-juifs, révélée par leur argument ultime : si les Juifs sont haïssables et dangereux, c'est « parce qu'ils sont juifs ». L'essentialisation des Juifs est le présupposé cognitif de la haine ontologique qui les vise. Les Juifs sont hâis avant même de l'être pour telle ou telle raison. Ce vers extrait de *Cinna* pourrait exprimer la conviction absolue des judéophobes en même temps que la haine abstraite qui les habite : « Tu fus mon ennemi même avant que de naître⁹³ ». Peut-être faut-il, à la suite de Claude Lanzmann, supposer une haine originale : « La haine préexiste à ce dont elle prétend se nourrir ou s'originer⁹⁴ ». Cela expliquerait

pourquoi elle se montre si inventive en matière de prétextes, d'alibis et de justifications.

Cette définition de la judéophobie en général vaut pour ce qu'on appelle ordinairement l'« antisémitisme ». Mais, dans ma perspective, l'« antisémitisme » *stricto sensu* est le produit de la racialisation de la judéophobie, il se confond avec le racisme antijuif qui s'est développée au cours du dernier tiers du XIX^e siècle et n'existe plus depuis 1945 que sous la forme de survivances, notamment dans les milieux néo-nazis. Mais nul n'est maître des mots en usage : on continuera longtemps encore à employer le mot « antisémitisme » en tant que terme générique. Il faut en prendre son parti.

Cette fonction centrale accordée à la haine, et plus généralement aux passions négatives, dans la caractérisation de la judéophobie se retrouve dans la définition de l'antisémitisme adoptée le 26 mai 2016 à Bucarest par les 31 pays membres de l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) – parmi lesquels 24 pays membres de l'Union européenne, ainsi que les États-Unis et le Canada. Cette caractérisation récente se fonde sur la « définition de travail » adoptée en mars 2005 par l'European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC), à savoir :

« L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, qui peut

s'exprimer par de la haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme sont dirigées contre des individus juifs ou non-juifs et/ou leurs biens, contre les institutions de la communauté juive et contre les institutions religieuses juives⁹⁵ ».

Cette définition, qui combine des traits psychologiques et sociologiques, reste insuffisamment précise, mais elle a le double mérite de ne pas s'en tenir au seul critère de la haine envers les Juifs et de pouvoir s'appliquer aux manifestations d'hostilité les plus diverses les visant, même d'une façon indirecte – du négationnisme à l'antisionisme radical, refusant de reconnaître le droit à l'existence d'Israël. Dans le cadre de cette définition, l'antisionisme éliminationniste et le négationnisme sont justement considérés comme des formes discursives contemporaines de « l'antisémitisme ».

Le 20 février 2019, dans son intervention au dîner annuel du Crif⁹⁶, le président Macron a déclaré une nouvelle fois que l'antisionisme devait être reconnu comme « une des formes modernes de l'antisémitisme⁹⁷ » et annoncé que la France allait adopter et « mettre en œuvre » la définition de l'antisémitisme qui intègre l'antisionisme, celle de l'IHRA⁹⁸, afin de « mieux lutter contre ceux qui cachent derrière le rejet d'Israël la négation même de l'existence d'Is-

raël ». C'est dans cette perspective qu'il a précisé qu'il « n'y aura aucune complaisance à l'égard des pratiques de boycott et du BDS plusieurs fois condamnées en France et qui le seront à nouveau ». Il faut reconnaître que c'est la première fois qu'en France, un président de la République se montre aussi clair et aussi ferme dans sa condamnation de l'antisionisme, compris en tant que projet d'élimination, par divers moyens, de l'État d'Israël. Le 3 décembre 2019, l'Assemblée nationale a adopté la « Proposition de résolution visant à lutter contre l'antisémitisme » (2 novembre 2019), qui, signée par 130 députés, approuve la définition opérationnelle de l'IHRA⁹⁹. Dans l'exposé des motifs, il est précisé que ladite définition « ne reconnaît pas comme antisémites les critiques à l'égard des politiques menées par l'État d'Israël ». C'est là distinguer à juste titre les deux acceptations principales du mot « antisionisme » dans ses usages ordinaires : d'une part, un programme d'élimination d'Israël, et, d'autre part, une critique, justifiée ou non, des décisions ou des actions de tel ou tel gouvernement israélien. Voilà qui répond par avance aux accusations, lancées par divers milieux de gauche et d'extrême gauche, selon lesquelles cette résolution amalgamerait antisionisme et antisémitisme¹⁰⁰. Mais il est vrai que la mauvaise foi ne se laisse pas désarmer par des arguments rationnels.

80. Voir les remarques de Bernard Lewis, « The New Anti-Semitism : First Religion, Then Race, Then What ? », 1^{er} décembre 2005, art. cit.
81. En dépit de l'ambiguïté du néologisme « judéopathie » (qui pourrait désigner polémiquement, dans une perspective antijuive, la pathologie propre aux individus juifs), on peut l'employer pour désigner l'ensemble des passions négatives dont l'objet est « le Juif ». Raphaël Draï, qui emploie le néologisme, l'attribue à Leo Pinsker. Voir Raphaël Draï, *Identité juive, identité humaine*, Paris, Armand Colin, 1995, pp. 302, 323, 387, 389, 457 ; *id.*, « Les avenirs du peuple juif », *Les Etudes Crif*, n° 15, 2009.
82. Raphaël Draï, *Identité juive, identité humaine*, op. cit., p. 27.
83. Helen Fein, « Dimensions of Antisemitism : Attitudes, Collectives Accusations, and Actions », in H. Fein (ed.), *The Persisting Question : Sociological Perspectives and Social Contexts of Modern Antisemitism*, Berlin & New York, Walter de Gruyter, 1987, p. 67. Pour une discussion, voir Pierre-André Taguieff, *Judéophobie, la dernière vague*, op. cit., pp. 41-48.
84. Rodolphe Lœwenstein, *Psychanalyse de l'antisémitisme*, Paris, PUF, 1952, p. 6. Le psychanalyste, tout en saluant le diagnostic de Pinsker, relève deux affirmations fausses du médecin. Non seulement une phobie, au sens clinique du terme, n'est pas une psychose, mais la thèse de la transmission héréditaire des psychoses est dénuée de fondement. En revanche, Lœwenstein souligne la dimension paranoïaque des constructions antijuives (*ibid.*, pp. 6-8).
85. Leo Pinsker, *Autoémancipation* [1882], tr. fr. André Neher, Jérusalem, Jerusalem Post Press, 1956, p. 39. L'ouvrage de Pinsker a été publié à Berlin, sans nom d'auteur, sous le titre suivant : « *Autoemancipation!* » *Mahn Ruf an seine Stammesgenossen von einem russischen Juden* (Autoémancipation ! Avertissement d'un Juif russe à ses frères).
86. Leo Pinsker, *Autoémancipation*, op. cit., p. 36.
87. *Ibid.*
88. *Ibid.*, p. 37.
89. Rodolphe Lœwenstein, *Psychanalyse de l'antisémitisme*, op. cit., p. 7.
90. Peter Schäfer, *Judéophobie...*, op. cit., p. 29.
91. *Ibid.*, p. 22.
92. Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., p. 169.
93. Pierre Corneille, *Cinna ou la clémence d'Auguste*, acte V, scène 1, v. 1441.
94. Claude Lanzmann, « La haine originaire », *Les Temps Modernes*, 57^e année, n° 618, mars-avril-mai 2002, p. 3.
95. « *Antisemitism is a certain perception of Jews, which may be expressed as hatred toward Jews. Rhetorical and physical manifestations of antisemitism are directed toward Jewish or non-Jewish individuals and/or their property, toward Jewish community institutions and religious facilities* » ; définition de l'antisémitisme, IHRA, 26 mai 2016, https://www.holocaustremembrance.com/sites/default/files/press_release_document_antisemitism.pdf. Voir Manfred Gerstenfeld, « Pourquoi la définition de l'antisémitisme importe » (tr. fr. Marc Brzustowski), 30 août 2016, <http://www.jforum.fr/limportance-cruciale-dune-definition-de-lantisemitisme.html>
96. Emmanuel Macron, discours prononcé lors du 34^e dîner du Crif, 20 février 2019, <http://www.crif.org/fr/actualites/diner-du-crif-le-discours-du-president-emmanuel-macron-au-34eme-diner-du-crif>
97. Le président Macron avait déjà employé une formule du même type dans son discours du 16 juillet 2017, lors du 75^e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv.
98. Alain Auffray, « Contre l'antisémitisme, Macron promet “des actes tranchants” », 21 février 2019, https://www.libération.fr/politiques/2019/02/21/contre-l-antisemitisme-macron-promet-des-actes-tranchants_1710648
99. <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion2403.asp>
100. Laure Equy, « Une résolution contre l'antisémitisme votée, non sans malaise », 3 décembre 2019, https://www.libération.fr/france/2019/12/03/une-resolution-contre-l-antisemitisme-votee-non-sans-malaise_1767108



« ANTISIONISME » : SINGULIER OU PLURIEL ?

L'historien Georges Bensoussan remarque justement que le sionisme fait partie des idéologies politiques qui « bénéficient » d'un « substantif antonyme, à l'égal de l'antifascisme, de l'anticommunisme ou de l'anticapitalisme¹⁰¹ ». On observe en effet qu'« anti-anarchisme » et « antinationalisme » ne sont pas des termes lexicalisés. Il n'en va pas de même, par exemple, pour « antiracisme » ou « anticolonialisme », inscrits dans le vocabulaire courant. Si ces cinq « anti-ismes » désignent sans ambiguïté les formes diverses de lutte contre les « ismes » mentionnés (fascisme, communisme, capitalisme, racisme, colonialisme), désignant à la fois des formations idéologiques, des types de régimes et des pratiques sociales, le sens de ce qu'on appelle ordinairement « antisionisme » ne se réduit pas à la lutte contre « le sionisme » comme idéologie ou projet politique. Le sens du mot « antisionisme » ne va pas de soi et il varie selon les contextes et les situations d'emploi. Depuis le début des années 1970, les propagandes anti-israéliennes – l'arabo-musulmane et la soviétique au premier chef – ont convergé pour rendre idéologiquement acceptable l'équation « sionisme = racisme », dans le prolongement de l'équation « sionisme

= colonialisme », lancée à l'époque de la décolonisation. Dès lors, pour les ennemis de l'État d'Israël, le sens politique du mot « antisionisme » s'est réduit au couplage de deux positions de principe : l'antiracisme et l'anticolonialisme. L'évidence idéologique s'est installée : être antiraciste et anticolonialiste, c'est être nécessairement antisioniste. En tant qu'auto-désignation méliorative, le mot « antisionisme » s'est intégré dans le vocabulaire courant des milieux antiracistes et (néo-)anticolonialistes, donc dans le discours d'une partie de la gauche et de l'extrême gauche tout entière.

Ce qu'il faut tout d'abord considérer, avant toute analyse, c'est la diabolisation et la criminalisation du « sionisme » par un certain nombre de propagandistes antijuifs, lesquels, bien entendu, se défendent pour la plupart d'être « antisémites ». On connaît la formule routinisée : « Je suis antisioniste, pas antisémite ». Les fantasmes sur « les sionistes » suscitent de l'envie, de la jalousie et du ressentiment. Dans la plupart des cas, ce sont les Juifs qui sont visés derrière l'expression « les sionistes ». On leur reproche d'être dominateurs ou de bénéficier de droits supérieurs, comme s'ils étaient un peuple injustement « élu », et

d'être « racistes », « impérialistes », « colonialistes ». L'une des plus caricaturales reformulations du thème de la domination juive-sioniste est due à l'humoriste « antisioniste » Dieudonné. En février 2005, Dieudonné déclare dans un entretien publié à Alger par le quotidien *L'Expression* : « Dire qu'on vit en France. Nous sommes des sous-citoyens. Nous n'avons pas les mêmes droits que les sionistes. Eux, dans une école, il suffit qu'un petit soit traité de sale Juif pour que tout le monde se lève. Pour moi, le sionisme, c'est le sida du judaïsme¹⁰² ».

S'engager dans la tentative de définir « l'antisionisme », c'est pénétrer dans une zone d'ambiguïtés, de malentendus et de manipulations rhétoriques, liés à des conflits de divers ordres. Un différend surgit entre deux camps, celui de l'antisionisme revendiqué (« Je suis antisioniste », parce que « antiraciste ») et celui de l'antisionisme dénoncé (« Il se dit "antisioniste", il est en réalité antisémite »). On peut les caractériser respectivement comme suit : d'une part, ceux qui s'assument en tant qu'antisionistes et postulent que l'antisionisme, en tant que rejet du sionisme, est légitime et respectable et qu'en conséquence, il n'a rien à voir avec l'antisémitisme ; d'autre part, ceux qui considèrent que l'antisionisme représente la dernière forme historique de l'antisémitisme, « la forme réinventée de l'antisémitisme¹⁰³ ». Les uns affirment que « l'antisionisme est une opinion, pas un crime¹⁰⁴ », les autres que « l'antisionisme n'est qu'un masque de l'antisémi-

tisme ». Ces deux thèses opposées ont en commun le postulat selon lequel « l'antisionisme » constitue une idée claire, une catégorie bien définie, désignant un ensemble de représentations et de comportements observables et identifiables.

Il n'en est rien : le mot « antisionisme » est fondamentalement équivoque, il a de multiples significations, qui varient suivant les époques, les orientations idéologico-politiques des locuteurs, les situations d'emploi, les contextes sociaux et culturels, les enjeux géopolitiques, etc. Croire qu'il existe une définition canonique de « l'antisionisme » relève de l'illusion : il n'y a pas de consensus de base sur la notion. Et il ne peut y en avoir : le sens du mot dépend des interactions polémiques dans lesquelles il constitue lui-même un enjeu. Dans ces interactions, chaque acteur définit le sens du mot par rapport à la situation d'interlocution. Il s'ensuit que ce sens est variable. C'est dire que la fausse clarté du mot « antisionisme » constitue le principal obstacle à une intelligence de la question posée depuis les années 1960 dans les termes suivants : quand et comment passe-t-on (ou glisse-t-on) de l'antisionisme à l'antisémitisme ? Mais on ne s'interroge guère sur la métaphore du « passage » ou celle du « glissement », qui presupposent l'existence d'une continuité et d'une linéarité ainsi que celle d'une gradation – allant de l'acceptable à l'intolérable. Mais en quoi « l'antisionisme » est-il acceptable ? Et quand devient-il inacceptable ? Quels sont les critères per-

mettant de juger que l’antisionisme passe de l’acceptable à l’inacceptable ? Ce sont les questions auxquelles il faut répondre avant de s’interroger sur le passage « de l’antisionisme à l’antisémitisme », selon la formule consacrée – qui donne son titre à un essai de Léon Poliakov paru en 1969¹⁰⁵. La question est mal posée, parce que « l’antisionisme » et « l’antisémitisme » ne sont pas des catégories clairement définies.

Si l’on veut éviter les faux débats interminables sur « l’antisionisme », se réduisant à un affrontement stérile entre les « pour » et les « contre », il convient de commencer par définir les termes du problème, en formulant des distinctions conceptuelles avec le souci de ne pas négliger les nuances entre les positions ou les postures contradictoires qui ne cessent de se déplacer et de se transformer, ainsi que nous nous proposons de le faire dans les développements qui suivent.

-
- 101.**Georges Bensoussan, « Du mythe à l’Histoire, le nécessaire récit d’un désenchantement », in Shmuel Trigano (dir.), *Le Sionisme face à ses détracteurs*, Paris, Éditions Raphaël, 2003, p. 21.
- 102.** Dieudonné, « Le sionisme, c'est le sida du judaïsme », dépêche de l'AFP, 19 février 2005, http://www.alterinfo.net/Dieudonne-le-sionisme-c-est-le-sida-du-judaisme_a83.html
- 103.** Emmanuel Macron, 16 juillet 2017, Paris, discours prononcé pour le 75^e anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv' ; <https://www.youtube.com/watch?v=eXHIX782T8Q>
- 104.** « L’antisionisme est une opinion, pas un crime », tribune signée par 400 personnes, *Libération*, 28 février 2019, https://www.liberation.fr/debats/2019/02/28/l-antisionisme-est-une-opinion-pas-un-crime_1712216
- 105.** Léon Poliakov, *De l’antisionisme à l’antisémitisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1969.

« Antisionisme » : quatre significations principales

S'il est vrai que le mot « antisionisme » est équivoque ou, si l'on préfère, polysémique, il faut partir d'une enquête sur les emplois du terme, les identifier et les distinguer précisément. Les débats interminables sur la question viennent du choc entre des thèses dogmatiques, dérivant de définitions polémiques du type « L'antisionisme est la figure contemporaine de l'antisémitisme » ou « L'antisionisme n'a rien à voir avec l'antisémitisme ». La question préjudicelle est la suivante : de quoi parlons-nous quand nous parlons d'« antisionisme » ?

Pour simplifier et clarifier la question, distinguons les quatre significations principales du mot « antisionisme » qui, dans les controverses, interfèrent et se chevauchent souvent, engendrant des dialogues de sourds. Ces significations ne sont pas seulement distinctes, elles sont contradictoires à divers titres. Énumérons-les brièvement, avant de les analyser précisément : **1^o** L'opposition au projet sioniste ; **2^o** la critique de la politique israélienne ; **3^o** la dénonciation complotiste du « sionisme mondial » ; **4^o** la négation du droit à l'existence de l'État d'Israël.

1^o L'opposition au projet sioniste tel qu'il a été défini à la fin du XIX^e siècle, à la suite du grand précurseur que fut Moses Hess (*Rome et Jérusalem. La dernière question des nationalités*, 1862), par Leo

Pinsker en 1882 (*Auto-émancipation !*), puis par Theodor Herzl qui, en 1896, publie *L'État des Juifs* (*Der Judenstaat*). Mais cette opposition au projet sioniste a pris plusieurs formes historiques. Le rejet de l'idée sioniste, c'est-à-dire du mouvement de libération nationale du peuple juif, est apparu en même temps que le nationalisme juif qui, présupposant l'existence d'un peuple juif, visait à en normaliser l'existence en créant un État pour les Juifs. Ceux qui, parmi les Juifs, se montrèrent hostiles au projet sioniste furent les partisans de l'assimilation, du communisme ou du nationalisme culturel « révolutionnaire » (les bundistes se disaient socialistes), sans parler de certains groupes de Juifs religieux orthodoxes. On connaît l'adage : « Deux Juifs, trois opinions ».

Il en va ainsi, aujourd'hui, de la communauté hassidique de Satmar, de Kiryas Joel, dans l'État de New York. Le 3 juin 2018, le rabbin Aaron Teitelbaum a prononcé à New York, devant des milliers de disciples, un discours en yiddish dans lequel il récuse violemment le droit à l'existence d'Israël :

« Nous n'avons rien à voir avec le sionisme ! Nous n'avons rien à voir avec leurs guerres, nous n'avons rien à voir avec l'État d'Israël ! L'État d'Israël est la pire abomination qui soit ! Nous ne prenons pas part aux élections de ce gouvernement impur. Nous ne reconnaissions pas leurs lois ! Nous appelons

tous les Juifs qui craignent Dieu à se séparer complètement d'eux, (...) à ressentir une haine dans leur cœur envers le sionisme et tout ce qui en dérive. (...) Au nom de la sainte Assemblée réunie en ce lieu aujourd'hui, nous continuerons à combattre pour Dieu le sionisme sous toutes ses formes¹⁰⁶ ».

Les milieux antisémites européens, quant à eux, se sont divisés sur le projet sioniste : les uns y ont vu un moyen commode de se débarrasser des Juifs, les autres une ruse satanique dont l'objectif était de créer en Palestine un centre politico-militaire opérationnel destiné à organiser la conquête juive du monde. Surgissement simultané, donc, d'un prosionisme antijuif (« La France aux Français et le Juif en Palestine ! », lisait-on sur un tract sous l'Occupation), et d'un antisionisme antijuif.

Commençons par résumer l'argumentation des antisémites qui se sont déclarés favorables au projet sioniste. Voulant en finir avec les Juifs, Édouard Drumont proposait en 1890, dans *La Dernière bataille*, « qu'on les renvoie en Palestine et qu'on n'en entende plus parler¹⁰⁷ ! », puis, dans une conférence sur « le peuple juif » prononcée le 29 juin 1900, précisait ainsi sa vision prosioniste : « À ce peuple qui est un peuple, le docteur Herzl veut redonner une Patrie ; et je n'y vois pas d'inconvénient, pourvu que cette Patrie ne soit pas la mienne¹⁰⁸. » D'où le slogan : « La France aux Français ! La Pa-

lestine aux Juifs ! » L'antisémite déclaré Xavier Vallat, maurassien, se montrait aussi favorable à la solution sioniste – et ce, dès 1942 –, écrivant par exemple en juin 1967 dans *Aspects de la France* : « En dehors du **sionisme intégral**, il n'est pas de solution raisonnable et efficace du problème juif¹⁰⁹ ». L'argumentation de Vallat sur fonde sur le postulat de l'inasimilabilité des Juifs¹¹⁰, ce qui les institue comme une « espèce d'étrangers » :

« Nous nous trouvons devant un état d'esprit ethnico-religieux, à tendance dominatrice. Comment s'en défendre comme d'un État dans l'État ? Simplement, en restituant aux membres de cette ethnies leur appartenance juridique à leur nation, la nation juive et en les rendant à leur condition réelle d'étrangers. [...] Cela suppose évidemment que les autres nations comprennent qu'il est de leur intérêt de munir tous les fils d'Israël qu'elles hébergent d'un passeport israélien et d'une carte d'identité d'étranger, sauf s'ils ont porté les armes pour la défense de leur pays d'adoption¹¹¹ ».

Quant à Pierre Drieu la Rochelle, qui confiait dans son *Journal 1939-1945* : « Je hais les Juifs » (8 novembre 1942), il n'en affirmait pas moins : « J'aime les autres races d'ailleurs chez elles : j'aurais aimé sincèrement les Juifs chez eux. Cela ferait un beau peuple » (8 juin 1944), et encore, dans son « Testament religieux et

politique » daté du 15 septembre 1939 : « Je meurs antisémite (respectueux des Juifs sionistes)¹¹² ».

Du côté des idéologues nazis, c'est l'antisionisme antijuif qui primait. Dès ses premières publications, Alfred Rosenberg s'est déchaîné contre le sionisme. En 1920, dans *Die Spur des Juden im Wandel der Zeiten* (« La trace du Juif à travers les âges »)¹¹³, ouvrage qui se présente comme une histoire des Juifs, il consacre un développement au sionisme¹¹⁴, après avoir traité du thème « les Juifs et la franc-maçonnerie » et avant d'aborder celui de « la Révolution judéo-russe ». Cette analyse du sionisme se termine par cette citation approximative de Luther : « Sache, et n'en aie aucun doute, qu'à part le diable, tu n'as pas d'ennemi plus venimeux, plus acharné qu'un Juif¹¹⁵ ». Dans cette perspective, le « sionisme » n'est qu'un nouveau masque politique de l'ennemi universel. En 1922, dans un pamphlet conspirationniste intitulé *Der staatsfeindliche Zionismus*¹¹⁶, Rosenberg dénonce l'influence juive dans la politique britannique et la pression exercée par les milieux sionistes pour conduire à la Déclaration Balfour, dont l'objectif véritable aurait été la création d'un « Vatican juif » en Palestine, capable d'orchestrer la réalisation du programme juif de domination mondiale. Il accuse en outre l'organisation sioniste de tout faire, en Allemagne, pour « saper légalement » les fondements de l'État. Il dénonce avec virulence l'existence d'un centre dirigeant international et secret, figuré par le B'nai

B'rith, l'un des instruments de l'« union panjudaïque » (*alljüdischer Einigkeit*) qui selon lui menacerait le monde. Comme Gottfried zur Beek (alias Ludwig Müller von Hausen) et Theodor Fritsch¹¹⁷, Rosenberg affirme que les *Protocoles des Sages de Sion* proviennent du premier congrès sioniste, tenu à Bâle du 29 au 31 août 1897¹¹⁸. Il s'ensuit que le sionisme n'est autre qu'un projet de conquête du monde par les Juifs. C'est pourquoi Rosenberg et Fritsch parlent des « Protocoles sionistes ».

Dans le premier tome de *Mein Kampf* (1925), à la fin du chapitre XI (« Le peuple et la race »), s'inspirant de Rosenberg et de Fritsch, Hitler expose brièvement sa vision paranoïaque du projet sioniste, qui serait simplement l'un des masques du « Juif international » dans son entreprise de domination du monde :

« Lorsque le sionisme cherche à faire croire au reste du monde que la conscience nationale des Juifs trouverait satisfaction dans la création d'un État palestinien, les Juifs dupent encore une fois les sots goyim de la façon la plus patente. Ils n'ont pas du tout l'intention d'établir en Palestine un État juif pour aller s'y fixer ; ils ont simplement en vue d'y établir l'organisation centrale [Organisationszentrale] de leur entreprise charlatanesque d'internationalisme universel ; elle serait ainsi douée de droits de souveraineté et soustraite à l'interven-

tion des autres États ; elle serait un lieu d'asile pour tous les gredins démasqués et une école supérieure pour les futurs bateleurs¹¹⁹ ».

Après la Shoah, puis la création d'Israël en mai 1948, l'antisionisme a changé de sens, et la confusion des idées s'est installée. Ce n'était plus un projet politique qui était rejeté, comme tel (le nationalisme juif) ou à l'état démasqué (un projet de domination du monde), mais soit telle ou telle politique israélienne (critique qui, pourtant, n'impliquait nullement le rejet du sionisme), soit l'existence même de l'État d'Israël, ce qui a donné à l'antisionisme le sens d'un projet d'éradication de l'État juif. Après la guerre des Six Jours (juin 1967), les antijuifs, dans leur grande majorité, sont devenus « antisionistes » en ce dernier sens.

2° Une fois l'État d'Israël créé, on a pris l'habitude, dans les milieux de gauche et d'extrême gauche, de qualifier d'« antiszioniste » la critique de la politique israélienne en tel ou tel de ses aspects et dans une conjoncture déterminée. Il s'agit assurément d'une mauvaise habitude langagière, source permanente de confusion. Tel est le deuxième sens donné au mot « antiszionisme », qui pourtant n'implique nullement un rejet de principe du sionisme. Il n'y a rien là non plus qui soit judéophobe ou « antisémite », du moins tant qu'on ne fait pas intervenir d'autres critères. Qualifier d'« antiszioniste » (ou d'ailleurs d'« an-

ti-israélienne ») cette critique d'ordre politique, que ce soit pour la justifier ou la récuser, relève clairement de la catégorisation abusive. Nul ne qualifie d'« antifrançaise » ou de « gallophobe » la simple critique, aussi virulente soit-elle, de la politique d'un gouvernement français. Avec cette habitude langagière, le mot « antiszionisme » a été mis à toutes les sauces. Notamment à celle de l'antiracisme, sur la base de l'amalgame polémique entre racisme et sionisme, diffusé par les propagandes soviétique et arabo-musulmane depuis la fin des années 1960¹²⁰. L'amalgame polémique entre « sionisme » et « impérialisme » est également une constante de la rhétorique « antiszioniste » diffusée par la propagande soviétique, puis reprise par l'extrême gauche, une partie de la gauche et les pays arabes. Dans un article publié le 4 octobre 1967 par un périodique soviétique, on lisait par exemple : « De nos jours, le sionisme est l'idéologie, le système d'organisation et la pratique de la bourgeoisie juive pro-impérialiste. Son credo est essentiellement l'anticommunisme. D'ailleurs, l'anticommunisme de la société sioniste internationale de ces trafiquants de la politique de la finance, de la religion et du commerce a aidé le sionisme à se développer et à devenir le collaborateur et l'instrument stratégiques des États-Unis¹²¹ ». Il y a là une première version du « complot américano-sioniste » que les islamistes radicaux dénonceront à partir des années 1980.

3° On qualifie aussi d'« antisioniste » la dénonciation du « sionisme mondial », qui prend souvent une forme complotiste et recycle les stéréotypes associés à la figure mythique du « Juif international » ou à celle des « Sages de Sion ». Le mythe antijuif par excellence, celui du « complot juif international », s'est métamorphosé en « complot sioniste mondial ». Dans l'enquête réalisée par l'Ifop en septembre 2014¹²², 16% des répondants se rangeaient à la thèse de Dieudonné sur l'existence d'un « complot sioniste à l'échelle mondiale », ce qui constitue le noyau dur de la mythologie « antisioniste ». Dans l'enquête de l'Ifop de décembre 2018¹²³, ils sont 22% à approuver ladite thèse, mais 44% chez les « gilets jaunes », ce qui est très inquiétant. La même thèse est validée par 36% des sympathisants du Rassemblement national et 31% des électeurs de Marine Le Pen. Quant aux sympathisants de La France insoumise, il se disent « d'accord » à 33% avec cette thèse, alors que les électeurs de Jean-Luc Mélenchon ne dépassent pas la moyenne des réponses (22%). Selon une nouvelle enquête réalisée par l'Ifop les 18 et 19 février 2019¹²⁴, 18% des répondants croient que le sionisme est « une organisation internationale qui vise à influencer le monde et la société au profit des Juifs ». Nous sommes ici devant un récit mythologique construisant l'ennemi absolu : « le sioniste », figure diabolisée. Il s'ensuit que cet « antisionisme » n'a rien à voir avec le sionisme réel, phénomène historique, ni avec l'État-nation qu'est Israël.

4° On appelle enfin « antisionisme » la négation du droit à l'existence de l'État d'Israël ainsi que le projet et la volonté de détruire cet État-nation pour le remplacer par un État palestinien ou un État islamique. Tel est le principal trait de ce que j'appelle l'antisionisme radical ou absolu.

Nous ne sommes pas simplement ici dans le champ politique. Car le projet de détruire Israël prend chez ses promoteurs une signification apocalyptique et rédemptrice. Disons qu'ils croient pouvoir sauver le genre humain – quelle que soit la manière dont ils le définissent – en éliminant le « cancer » censé le menacer de mort. Ils veulent ainsi, sans le savoir, annuler ce qu'il faut bien appeler le « miracle » de la naissance d'Israël. Leur désir de destruction a le mérite de nous rappeler l'essentiel. Sans s'y réduire, la création d'Israël donne un sens à la fois historique et métahistorique à l'extermination nazie des Juifs d'Europe : « La vérité physique est horrible. La vérité spirituelle immense. Sans cette re-création d'un peuple en sa pure identité, Auschwitz ne signifie rien de plus qu'un massacre¹²⁵ ». Les ennemis d'Israël rêvent d'un second Auschwitz, commis cette fois au nom d'un « antiracisme » perverti, devenu le refuge et l'alibi des nouveaux ennemis des Juifs.

- 106.** Aaron Teitelbaum, discours prononcé le 3 juin 2018 à New York, au Nassau Coliseum de Long Island ; voir la vidéo mise en ligne sur le site d'Alain Soral, le 17 mars 2019 : <https://www.egaliteetreconciliation.fr/Quand-des-juifs-orthodoxes-professent-la-haine-du-sionisme-54104.html>
- 107.** Édouard Drumont, *La Dernière Bataille. Nouvelle étude psychologique et sociale*, Paris, E. Dentu, 1890, p. 505.
- 108.** Édouard Drumont, *Le Peuple juif*, conférence faite à la salle du Grand Occident de France le 29 juin 1900, Paris, Librairie antisémite, 1900, p. 35.
- 109.** Xavier Vallat, « Mes raisons d'être sioniste », *Aspects de la France*, n° 977, 15 juin 1967 (« sionisme intégral » est en gras dans le texte). Voir Laurent Joly, *Xavier Vallat (1891-1972). Du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'État*, Paris, Grasset, 2001, pp. 278-280.
- 110.** Sur ce point, Vallat se réclamait notamment de Kadmi Cohen, écrivain et militant sioniste. Voir Laurent Joly, *op. cit.*, p. 349.
- 111.** Xavier Vallat, « Mes raisons d'être sioniste », art. cit.
- 112.** Pierre Drieu la Rochelle, *Journal 1939-1945*, édition établie, présentée et annotée par Julien Hervier, Paris, Gallimard, 1992, pp. 302, 385, 84.
- 113.** Alfred Rosenberg, *Die Spur des Juden im Wandel der Zeiten*, Munich, Deutscher Volksverlag, Dr. E. Boepple, 1920 ; nouvelle éd. revue, Munich, Zentralverlag der NSDAP, Franz Eher Nachf., 1937.
- 114.** *Op. cit.*, 1937, pp. 104-117.
- 115.** *Ibid.*, p. 117. Extrait de Martin Luther, *Des Juifs et de leurs mensonges* (1543), tr. fr. Johannes Honigmann, introduction et notes par Pierre Savy, Paris, Honoré Champion, 2015, p. 173 : « En dehors du diable, un chrétien n'a pas d'ennemi plus venimeux, plus acharné qu'un Juif ».
- 116.** Alfred Rosenberg, *Der staatsfeindliche Zionismus*, Hambourg, Deutschvölkische Verlaganstalt, 1922.
- 117.** Gottfried zur Beek (Hrsg.), *Die Geheimnisse der Weisen von Zion*, Charlottenbourg, Verlag « Auf Vorposten », 1919, p. 7 ; Theodor Fritsch, « Die Zionistischen Protokolle und die unsichtbare Weltregierung », *Der Hammer*, 20^e année, n° 458, 1921, pp. 261-267 ; *id.*, *Die Zionistischen Protokolle. Das Programm der internationalen Geheim-Regierung*, Leipzig, Hammer-Verlag, 1924, p. 4.
- 118.** Alfred Rosenberg, *Die Protokolle der Weisen von Zion und die jüdische Weltpolitik*, Munich, Deutscher Volksverlag, Dr. E. Boepple, 1923, p. 7 ; *id.*, *Der Weltverschwörerkongress zu Basel. Um die Echtheit der zionistischen Protokolle*, Munich, Verlag Franz Eher Nachf., 1927. Voir Francis R. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* [1985], with a new introduction by the autor, New Brunswick, Transaction Publishers, 2000, pp. 21-26 ; Uwe Puschner, « Antisemiten, Alldeutsche, Völkische und der Zionismus. Radikale Diskurse in der langen Jahrhundertwende », in Sara Han, Anja Middelbeck-Varwick und Markus Thurau (Hrsg.), *Bibel – Israel – Kirche. Studien zur jüdisch-christlichen Begegnung. Festschrift für Rainer Kampling*, Münster, Aschendorff Verlag, 2018, pp. 237-238.
- 119.** Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Munich, Fr. Eher Nachf., t. I, 1925, p. 344 ; Christian Hartmann, Thomas Vordermayer, Othmar Plöckinger & Roman Töppel (Hrsg.), *Hitler, Mein Kampf. Eine kritische Edition*, Munich & Berlin, Im Auftrag des Instituts für Zeitgeschichte, 2016, t. I, p. 847. La même vision conspirationniste du sionisme et de « l'État sioniste » se rencontre dans le long discours prononcé par Hitler le 13 août 1920 à Munich, « Warum sind wir Antisemitismus ? », in Eberhard Jäckel & Axel Kuhn (Hrsg.), *Hitler. Sämtliche Aufzeichnungen 1905-1924*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1980, pp. 189-190 ; puis dans le discours sur la même question qu'il prononce à Rosenheim le 31 août 1920, in *op. cit.*, p. 220.

- 120.** Sur l'antisionisme soviétique, de facture conspirationniste, voir Léon Poliakov, *De l'antisionisme à l'antisémitisme*, op. cit., pp. 9-12, 55-130 ; id., *De Moscou à Beyrouth. Essai sur la désinformation*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, pp. 39-78 ; Lionel Kochan (dir.), *Les Juifs en Union soviétique depuis 1917* [1970], Paris, Calmann-Lévy, 1971, pp. 141-174, 387-454 (contributions de Joseph B. Schechtman, Bernard D. Weinryb et de Zev Katz) ; Jonathan Frankel, « The Anti-Zionist Press Campaigns in the USSR 1969-1971 : An Internal Dialogue ? », *Soviet Jewish Affairs*, 2 (1), 1972, pp. 3-26 ; id., *The Soviet Regime and Anti-Zionism : An Analysis*, Jerusalem, Hebrew University of Jerusalem, 1984 ; William Korey, *Russian Antisemitism, Pamyat, and the Demonology of Zionism*, Chur (Suisse), Harwood Academic Publishers, 1995 ; Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux*, op. cit., pp. 175-206 ; id., *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., pp. 124-125 (et pp. 538-539) ; Izabella Tabarovsky, « Soviet Anti-Zionism and Contemporary Left Antisemitism », mai 2019, <http://fathomjournal.org/soviet-anti-zionism-and-contemporary-left-antisemitism/> ; tr. fr. P. M. : « L'antisionisme soviétique et l'antisémitisme de gauche aujourd'hui », 4 décembre 2019, <https://www.conspiracywatch.info/lantisionisme-soviétique-et-lantisemitisme-de-gauche-aujourd'hui.html>
- 121.** Cité in Lionel Kochan, op. cit., p. 454.
- 122.** Ifop/Fondapol, *L'Antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages*, novembre 2014, <http://www.fondapol.org/wp-content/uploads/2014/11/CONF2press-Antisemitisme-DOC-6-web11h51.pdf>
- 123.** Jérôme Fourquet, « Enquête complotisme 2019 : focus sur le mouvement des gilets jaunes », 11 février 2019, <https://jean-jaures.org/nos-productions/enquete-complotisme-2019-focus-sur-le-mouvement-des-gilets-jaunes>
- 124.** Ifop, « Les Français et le mouvement des Gilets jaunes », février 2019, https://jean-jaures.org/sites/default/files/redac/commun/productions/2019/0220/soutien_giletsjaunes.pdf
- 125.** Alexis Philonenko, *L'Archipel de la conscience européenne*, Paris, Grasset, 1990, p. 45. Voir aussi Michaël Bar-Zvi, *Éloge de la guerre après la Shoah. Pourquoi la guerre a commencé le 8 mai 1945*, Paris, Hermann, 2010, p. 13.

Jihad et israélicide : du « Grand Mufti » à Arafat

À partir de sa création, l'État juif, visé au premier chef par le jihad, est voué à la destruction. La haine des Juifs a trouvé sa nouvelle cible et l'israélicide est au programme. En témoigne la prophétie menaçante du fondateur des Frères musulmans, Hassan al-Banna, qu'on trouve citée dans le préambule de la charte du Hamas (rendue publique en août 1988) : « Israël s'élèvera et restera en place jusqu'à ce que l'Islam l'élimine, comme il a éliminé ses prédécesseurs ». La prophétie est régulièrement répétée par les prédateurs musulmans participant à la propagande palestinienne.

Dans la perspective de la judéophobie islamisée, la présence juive sur une « terre d'islam » est intolérable, comme l'énonce l'article 28 de la Charte du Hamas, déjà cité : « Israël, parce qu'il est juif et a une population juive, déifie l'Islam et les musulmans ». L'antisionisme radical ainsi islamisé revient à dépolitiser le conflit israélo-palestinien. D'où l'appel au jihad énoncé dans l'article 13 de la Charte : « Il n'y aura de solution à la cause palestinienne que par le jihad ».

On passe du permis d'éradication délivré par les « antisionistes » laïques au devoir d'éradication imposé par les islamo-nationalistes palestiniens, disciples d'al-Banna mais aussi, comme Yasser Arafat l'avait été, de Haj Amin al-Husseini, le « Grand Mufti » de Jérusalem,

l'idéologue charismatique du nationalisme palestinien. Au cours des années 1990 et 2000, le nationaliste « laïque » Arafat lui-même a souvent invoqué Allah et appelé au jihad, voire célébré la mort en « martyr »¹²⁶. Rappelons le discours prononcé en anglais par le chef de l'OLP le 10 mai 1994 dans une mosquée de Johannesburg, quelques mois après avoir signé les accords d'Oslo (13 septembre 1993) et moins d'une semaine après la signature de son complément, l'accord de Jéricho-Gaza (4 mai 1994) :

« Le jihad va continuer. Jérusalem n'appartient pas seulement au peuple palestinien mais à toute la nation islamique. (...) Pour moi, cet accord n'a pas plus de valeur que celui qui a été signé entre notre Prophète Muhammad et les Qurayshites à La Mecque [le traité d'Al-Hudaybiya, conclu en 628]. Et vous vous souvenez, le calife Omar a rejeté cet accord en disant qu'il n'était qu'une misérable trêve¹²⁷ ».

Il y a là un écho de la stratégie élaborée par l'OLP et certains États arabes à partir de 1977-1978, visant à éliminer l'État d'Israël par étapes. Cette stratégie a été théorisée par le chef du département politique de l'OLP, Farouk Kaddoumi, qui, en mars 1977, appelait ses troupes à faire preuve de patience et de flexibilité : « Autrefois, nous proclamions : “Nous voulons tout et tout de suite.” Aujourd'hui, nous disons que nous pouvons y parve-

nir par étapes. La première phase sera le retour aux lignes de 1967, la deuxième à celles de 1948¹²⁸. » Revenir aux « lignes de 1948 » signifie revenir à la situation d'avant la création de l'État d'Israël : tel est le véritable objectif de l'antisionisme éliminationniste de l'OLP. Kaddoumi définissait ensuite la troisième étape : la création de « l'État démocratique de Palestine ». L'idée directrice du « plan par étapes » était de combiner les actions terroristes avec les pressions politiques et une propagande internationale jouant sur les sentiments humanitaires et compassionnels pour affaiblir et isoler Israël.

Rappelons aussi le discours jihadiste enflammé prononcé par Arafat lors d'une rencontre avec une délégation des Palestiniens de Hébron, retransmis le 26 janvier 2002 par la chaîne de télévision officielle de l'Autorité palestinienne :

« Oui, frères, avec nos âmes et avec notre sang nous te délivrerons, ô Palestine. (...) Allah est grand ! Gloire à Allah et à son prophète ! Jihad, jihad, jihad, jihad, jihad ! (...) Nous ne défendons pas la Palestine en tant que Palestiniens. Nous la défendons plutôt au nom de la nation arabe, au nom de la nation islamique¹²⁹. »

Cette vision jihadiste de l'antisionisme s'est diffusée au-delà des milieux identifiés comme islamistes radicaux. Sur le fond, il n'y a pas de différence entre le Hamas, le Jihad islamique et le Fatah. Ce qui distingue ces organisations palestiniennes, qui sont dans une situation de rivalité mimétique, ce sont leurs stratégies, leurs tactiques et leurs rhétoriques de combat.

126. Voir Pierre-André Taguieff, *Prêcheurs de haine*, op. cit., pp. 310-311, 346-348.

127. « Arafat : Jihad to Liberate Jerusalem », <https://iris.org.il/quotes/joburg.htm> Sur le sens de cet appel au jihad pour « libérer Al-Qods », voir Daniel Pipes, « Al-Hudaybiya et les leçons de diplomatie du Prophète Mahomet » (tr. fr. Anne-Marie Delcambre), septembre 1999, <http://fr.danielpipes.org/8720/al-hudaybiya-diplomatique-prophete-mahomet>

128. Farouk Kaddoumi, interview parue dans *Newsweek*, 14 mars 1977 ; cité par Michaël Bar-Zvi & Claude Franck, *Le Sionisme*, op. cit., p. 122. Voir aussi Yehuda Z. Blum, *For Zion's Sake*, New York & Londres, Cornwall Books, 1987, pp. 54-55.

129. Yasser Arafat, janvier 2002, cité par *L'Arche*, n° 259, mars 2002, p. 78.

L'ANTISIONISME RADICAL OU LA PLUS RÉCENTE FORME HISTORIQUE DE LA JUDÉOPHOBIE : UN MODÈLE DESCRIPTIF

Telle est la thèse que je défends depuis les années 1980, et qui a commencé à devenir acceptable ces dernières années dans certains milieux politiques et intellectuels. À la suite de la guerre des Six Jours (5-10 juin 1967), s'interrogeant sur la diffusion mondiale des thèmes d'accusation dits « antisionistes », Léon Poliakov publia un essai intitulé *De l'antisionisme à l'antisémitisme*, paru en 1969. Ce titre est à interroger. À supposer que « l'antisémitisme » ne pose pas des problèmes insolubles de définition, on ne peut comprendre le glissement de l'antisionisme à l'antisémitisme qu'à la condition de définir rigoureusement l'antisionisme. Ce qui peut se dire autrement : quand passe-t-on de la critique du sionisme à la guerre contre Israël, puis à la guerre contre les Juifs ? Pour clarifier la terminologie qui ne cesse d'être obscurcie par l'effet des polémiques, il convient de se donner une définition dénuée d'ambiguïté de l'antisionisme radical ou absolu (les sens 3 et 4 distingués ci-dessus). Il importe en effet de le distinguer clairement des formes démocratiquement légitimes de critique de la politique menée par tel ou tel gouvernement israélien à tel ou tel moment (le sens 2 du mot « antisionisme »).

L'équivocité du terme « antisionisme » vient en effet, comme je l'ai déjà pointé, de ce que ses emplois oscillent en permanence entre deux significations : d'une part, la critique de telle ou telle politique de tel ou tel gouvernement israélien – ce qui n'a rien de raciste ni de judéophobe –, et, d'autre part, une entreprise de diabolisation de l'État juif, voué à être éliminé comme tel – ce qui relève à la fois de l'antisémitisme (au sens courant du terme) et du racisme, marqué par des appels à la haine et à la violence contre tout ce qui est supposé être « sioniste ». Cette distinction permet de répondre clairement à la question régulièrement posée depuis la fin des années 1960 dans les termes suivants : l'antisionisme est-il une forme nouvelle de l'antisémitisme ?

Abordé dans sa dimension idéologico-politique, l'antisionisme radical se reconnaît d'abord à son argumentation, dont la finalité est de légitimer la destruction d'Israël, en banalisant l'assimilation polémique d'Israël à un « État raciste » ou d'*« apartheid »*, *« colonialiste »* et *« criminel »*. Cinq traits permettent de définir le style et le contenu du discours des antisionistes radicaux, tel qu'il est observable aujourd'hui :

1° le caractère systématique de la critique

d'Israël, et non pas de certaines mesures gouvernementales ou de tel ou tel parti politique au pouvoir. Il s'agit d'une critique hyperbolique et permanente faite sur le mode de la dénonciation publique et recourant aux techniques de la propagande (sloganisation, stéréotypisation, amalgames, lancement de rumeurs, interprétations complotistes des événements troublants ou traumatisants, etc.)¹³⁰. Prenons l'exemple des théories du complot à visée antisioniste. Au cours des deux dernières décennies, l'antisionisme conspirationniste s'est banalisé sur les réseaux sociaux. Mais la nouveauté est que des universitaires de gauche et des militants des droits de l'homme n'hésitent plus désormais à diffuser des messages accusant « les sionistes » ou « les Israéliens » d'être les « maîtres du monde » ou de « diriger l'Amérique ». C'est ainsi que le juriste belge d'extrême gauche Jean-Marie Dermagne, qui est l'un des avocats de la vénérable Ligue des Droits Humains (LDH) et le vice-président du « Syndicats des avocats pour la démocratie », a posté ce message sur son mur Facebook le 4 janvier, au lendemain de l'élimination du général iranien Qassem Soleimani par l'armée américaine : « Les vrais maîtres du monde, ce sont les Israéliens. Trump, le sinistre fanfaron, n'est (comme ses prédécesseurs) que leur marionnette armée. Ce sont eux qui tirent¹³¹ ». Maîtres du monde et fauteurs de guerre : tels sont « les Israéliens » selon ce distingué militant « humaniste » et « antiraciste ».

2° La pratique du « deux poids, deux mesures » face à Israël, c'est-à-dire le recours au « double standard », qui revient à exiger d'Israël un comportement qu'on n'exige d aucun autre État-nation démocratique. Cette pratique systématique de la mauvaise foi, dès qu'il s'agit de l'État juif, conduit à la condamnation unilatérale d'Israël, indépendamment de toute analyse des faits. La campagne internationale lancée le 9 juillet 2005 par le mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) illustre cette pratique, qui consiste à appliquer des doubles standards¹³². Il y a là une forme de discrimination.

3° La diabolisation de l'État juif, traité comme l'incarnation du mal, impliquant une mise en accusation permanente de la politique israélienne fondée sur trois bases de réduction mythiques : le racisme-nazisme-apartheid, la pulsion criminelle illustrée par le meurtre d'enfants palestiniens (ou musulmans) et le complot juif mondial (dit « sioniste »), dont la « tête » se trouverait en Israël¹³³.

4° La délégitimation, par tous les moyens, de l'État juif, impliquant la négation de son droit à l'existence, donc la négation du droit du peuple juif à vivre comme tout peuple dans un État-nation souverain. D'où la volonté d'isoler l'État d'Israël sur tous les plans, en organisant notamment contre lui un boycott généralisé. La campagne BDS s'inscrit dans ce dispositif, en tant que visage « humanitaire » et compassionnel donné à

une propagande de guerre, centrée sur la lutte pour le monopole du statut de victime. Pour ce faire, les propagandistes antisionistes instrumentalisent l'antiracisme et l'anticolonialisme, entretenant le mythe messianique du propalestinisme rédempteur. L'objectif est de susciter de l'indignation et de l'empathie, en vue de mobiliser l'opinion internationale contre Israël et ses soutiens. Le modèle d'action est ici celui du boycott du régime d'apartheid de la République sud-africaine : l'assimilation de l'État d'Israël à un système d'apartheid est le thème fondamental de la propagande « antisioniste ». Cet amalgame polémique est dénué du moindre fondement : il n'y a pas un racisme d'État en Israël, dont la population comprend 20,9% de citoyens arabes, en majorité musulmans, qui jouissent des mêmes droits que leurs concitoyens juifs.

Selon l'enquête de l'Ifop de février 2019, 23% des répondants pensent que le sionisme est « une idéologie raciste », et 31% qu'il est « une idéologie qui sert à Israël à justifier sa politique d'occupation et de colonisation des territoires palestiniens ». Voilà qui permet de mesurer l'efficacité de la propagande antisioniste. La campagne BDS semble avoir pris la relève de l'opération arabo-africano-soviétique qui avait abouti, le 10 novembre 1975, à l'adoption de la résolution 3379 assimilant le sionisme à une forme de racisme – résolution qui sera abrogée le 10 décembre 1991, après la disparition de l'empire soviétique¹³⁴. « Israël État raciste » : c'est ce que donnait à lire un

tract en français distribué ou arboré par les activistes BDS en mai 2019. Une rumeur de propagande ne saurait être abrogée.

5° L'appel répété à la destruction de l'État juif, impliquant la réalisation d'un programme de « désionisation » radicale – en suivant le « plan par étapes » défini par les chefs de l'OLP –, ou plus simplement une guerre d'extermination, où l'Iran nucléarisé jouerait le rôle principal.

C'est cet appel à l'éradication qui forme le cœur du programme de l'antisionisme radical, qui, mode de stigmatisation et de discrimination conduisant à la diabolisation de l'État d'Israël, relève du racisme, et comporte une claire intention génocidaire. Le 16 janvier 2019, dans une vidéo mise en ligne sur YouTube, le journaliste palestinien Nasser al-Laham a exprimé ce rêve d'anéantissement :

« On dirait qu'Israël a envie d'être anéanti par les missiles nucléaires. Ils peuvent continuer à se considérer comme le peuple le plus fort, mais un jour, quelqu'un en colère lâchera sur eux une bombe nucléaire, et au réveil, nous ne trouverons plus personne pour dire "Boker tov" ("Bonjour" en hébreu). (...) Ce jour-là, j'écrirai un article intitulé "Lo Ichpat Li". ("Je m'en moque" en hébreu). [Israël] est devenu si arrogant avec son pouvoir qu'aujourd'hui tout le monde est son ennemi¹³⁵ ».

Persistance d'un vieux thème d'accusation : Israël en tant qu'« ennemi du genre humain », qu'il faut donc éliminer.

Lors de la Journée mondiale d'Al-Quds à Times Square (New York), le 31 mai 2019, l'activiste antisioniste Nate Chase, membre du World Workers Party, a été fort clair : « Nous ne voulons pas de deux États ! Nous voulons tout ! » (slogans répétés par la foule). Et de préci-

ser : « Parce que chaque centimètre – du fleuve à la mer – est la Palestine ! [...] Israël n'existe pas ! Il n'a jamais existé, n'existe pas et n'existera jamais ! Il n'y a que la Palestine ! ». Face à « l'entité sioniste connue sous le nom d'Israël », caractérisée comme la « marionnette raciste » créée par les « impérialistes américains », un seul mot d'ordre était lancé le même jour par Rokeya Begum : « Brisez l'État sioniste colonialiste¹³⁶ ! ».

130. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit., pp. 17-135.

131. <http://www.lbca.be/communiques/303-un-avocat-de-la-ligue-des-droits-humains-pris-en-flagrant-delit-dantisemitisme#.XhIQPGRKh90>

132. Sur la campagne BDS et ses promoteurs, voir Pierre-André Taguieff, *Israël et la question juive*, op. cit., pp. 67-95, 207-224.

133. Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., pp. 363-424.

134. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit., pp. 156-157.

135. <http://memri.fr/2019/03/06/le-journaliste-palestinien-nasser-al-laham-si-quelquun-lache-une-bombe-nucleaire-sur-israel-jecrirai-un-article-intitule-je-men-moque-en-hebreu/>

136. Déclarations citées dans l'article : « Journée d'Al-Quds à Times Square, New York : Nous ne voulons pas de deux États ! Nous voulons tout ! Israël n'existe pas ! », 12 juin 2019, <http://memri.fr/2019/06/12/militants-a-un-rassemblement-de-la-journee-dal-quds-a-times-square-israel-ne-existera-jamais-chaque-centimetre-est-la-palestine-mondialisez-lintifada/>

Antisionisme radical et antisémitisme : une haine ontologique

Nous pouvons dès lors répondre à la question : projet d'éradication de l'État d'Israël, l'antisionisme radical ou absolu est bien la plus récente forme historique observable de la judéophobie ou de l'« antisémitisme ». L'État d'Israël est critiqué et condamné non pas pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il est : c'est la définition même du racisme. Il s'agit d'une haine ontologique visant le seul État d'Israël. En témoigne le fait que, dans les manifestations, les « antisionistes » s'indignent de la « politique de Netanyahu » criant « Mort à Israël ! », alors que les anti-Erdogan ne défilent pas en criant « Mort à la Turquie ! », que les anti-Assad ne clament pas « Mort à la Syrie ! » et que les anti-Maduro se gardent de scander « Mort au Venezuela ! ». On n'imagine pas non plus les anti-Poutine, aussi exaltés soient-ils, crier « Mort à la Russie ! ». Le slogan « Mort à Israël ! », dérivé du slogan antisémite par excellence : « Mort aux Juifs ! », présuppose que l'État d'Israël, étant absolument illégitime, n'a pas le droit à l'existence. Il y a là un recyclage de l'idée selon laquelle les Juifs étant des intrus dans le genre humain, ils ne devraient pas exister. D'où le programme d'action génocidaire : ils ne doivent plus exister.

Il ne faut pas se laisser abuser par les masques vertueux arborés par ceux qui, rêvant d'éliminer Israël, prétendent ne

faire que critiquer la politique de Netanyahu. En bons stratèges idéologiques, ils savent que c'est là la posture la plus acceptable dans les démocraties occidentales. Mais il faut déchirer le voile des illusions rassurantes : derrière certaines critiques acerbes de Netanyahu aujourd'hui, comme d'Ariel Sharon hier, c'est l'existence même d'Israël qui est rejetée comme intolérable. Israël est l'État en trop, le seul État-nation à être traité comme une entité nuisible à extirper¹³⁷. Cet antisionisme éradicateur est désormais très répandu, au-delà du cercle de ceux qui en diffusent ouvertement les thèmes. Certes, tous ceux qui, aujourd'hui dans le monde, se disent « antisionistes » ne sont pas antijuifs (ou « antisémites »), mais beaucoup le sont.

Les antisionistes radicaux, qu'ils soient gauchistes ou islamistes, ne militent pas pour la création d'un État palestinien dont ils n'ont cure – étant les uns et les autres hostiles au modèle de l'État-nation –, mais pour la destruction de l'État juif, parce que juif. Les antisionistes éradicateurs chérissent l'ambiguïté du terme « antisionisme », masque leur permettant de se protéger de l'accusation d'« antisémitisme ». Ils ont appris à en jouer sur la place publique, comme s'ils avaient médité la maxime célèbre du cardinal de Retz : « On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment ». Il se trouve toujours des « idiots utiles » de la cause palestinienne pour les soutenir ou les applaudir.

La haine d'Israël cache une méconnais-

¹³⁷. Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., pp. 9-12, 495-496.

sance fondamentale du sionisme, mélange d'ignorance, de pensée par clichés et de mauvaise foi. L'erreur, si banale, serait de réduire le sionisme à une simple réponse politique aux vagues antijuives de la fin du XIX^e siècle. Certes, le projet sioniste est ordonné à l'idée qu'il « faut qu'il y ait un endroit au monde où les Juifs ne soient pas une minorité », selon la formule célèbre de Golda Meir. Mais le sens profond du sionisme est ailleurs, ou, plus exactement, il excède sa dimension strictement politique. Il ne réside pas dans le fait qu'il a fait naître un État qui protège les Juifs, mais dans la charge métahistorique qu'il remplit, celle de protéger la transmission de l'identité juive. À la fin de leur beau livre sur le sionisme, Michaël Bar-Zvi et Claude Franck rappellent l'essentiel sur la question, qui re-

lève de la fidélité et de la transmission :

« Ceux qui pensent qu'au lendemain de la chute des idéologies et des régimes totalitaires le sionisme doit aussi disparaître ne comprennent pas le sens du lien qui a permis à cette nation de revenir aujourd'hui sur la terre de ses origines, la terre d'Abraham. Le sionisme est fondé sur la transmission de cet héritage et permet sa présence dans le monde moderne. Et ce n'est pas l'opprobre jeté à sa face qui rend le sionisme actuel et qui constitue ce lien paradoxal avec *les nations*, mais bien la présence profonde de son sens dans la vie juive¹³⁸ ».

138. Michaël Bar-Zvi & Claude Franck, *Le Sionisme*, op. cit., p. 158.

CHAPITRE 6

ASPECTS DE L'ANTISIONISME EN FRANCE AUJOURD'HUI

Ces dernières années, en France, l'antisionisme radical s'est diffusé principalement à l'occasion de deux mobilisations sociopolitiques inédites. La première n'est autre que le mouvement des Indigènes de la République, qui a vulgarisé et adapté à la situation française les thèmes et les thèses de l'idéologie décoloniale-indigéniste, fondée sur la diabolisation de la civilisation occidentale, réduite à une entreprise colonialiste, impérialiste et raciste – le « racisme » ici dénoncé étant avant tout « l'islamophobie », telle qu'elle est définie par les milieux islamo-gauchistes. La seconde est le mouvement des « gilets jaunes » qui, à partir du 17 novembre 2018, a banalisé le rejet populiste des élites, ce qui a eu notamment pour effet de libérer la parole antijuive, sous ses formes nationalistes classiques (Juifs = argent et pouvoir) et sous ses formes antisionistes (la croyance à un « complot sioniste mondial »).

L'antisionisme décolonial-indigéniste

L'antisionisme radical va de soi dans les diverses mouvances de l'extrême gauche pro-islamiste qu'on caractérise comme

décoloniales ou indigénistes, ou islamo-gauchistes, et qui s'inspirent de la littérature dite postcoloniale¹³⁹. Le Parti des Indigènes de la République (PIR), créé en 2010¹⁴⁰, en constitue la traduction politique la plus connue dans l'espace médiatique. « Sionistes au Goulag » : telle est l'inscription qu'on peut lire sur une pancarte à côté de laquelle la porte-parole du PIR, Houria Bouteldja, prend la pose, souriante et les deux pouces levés en signe de victoire. La photographie a beaucoup circulé sur Internet depuis 2016. Quelques années auparavant, le 31 mars 2012, après la mort du jihadiste Mohamed Merah, Houria Bouteldja rédigeait cet éloge funèbre du tueur, diffusé quelques jours plus tard :

« Mohamed Merah c'est moi. Le pire c'est que c'est vrai. Comme moi, il est d'origine algérienne, comme moi il a grandi dans un quartier, comme moi il est musulman. (...) Comme moi, il sait qu'il sera traité d'antisémite s'il soutient les Palestiniens colonisés, d'intégriste s'il soutient le droit de porter le foulard. Mohamed Merah c'est moi et moi je suis lui. Nous sommes de la même origine mais surtout de la même condition. Nous sommes des sujets postcolo-

niaux. Nous sommes des indigènes de la république. (...) Je dis ce soir, je suis une musulmane fondamentale¹⁴¹ ».

De tels propos légitiment l'action terroriste commise par un « sujet postcolonial » défini comme une victime de la domination coloniale – opération rhétorique qu'on trouvait dès le 22 mars 2012 dans un article de Tariq Ramadan sur « les enseignements de Toulouse¹⁴² ». L'activiste décoloniale ne cache pas son antisionisme radical ni sa sympathie pour des organisations islamo-terroristes comme le Hamas ou le Hezbollah, qu'elle présente comme des « mouvements de résistance¹⁴³ ». En janvier 2009, avant la création du PIR, le Mouvement des indigènes de la république publiait un tract pro-islamiste et antisioniste en forme d'argumentaire, ainsi titré : « Nous soutenons Hamas et les autres forces de la résistance armée, parce que...¹⁴⁴ ». Ce tract a le double mérite de désigner précisément les figures de l'ennemi absolu des indigénistes (Israël comme « État colonial », « l'islamophobie », etc.) et de fournir un résumé des « raisons » de lutter contre ledit ennemi : « La résistance de Hamas et des autres forces de la résistance armée rappelle obstinément à Israël que jamais le hold-up de 1948 ne sera légitime et que sans résistance il n'y a plus de peuple palestinien » ; « Ne pas soutenir Hamas, c'est faire profil bas devant les courants islamophobes qui veulent bien soutenir la résistance à condition qu'elle ne soit pas musulmane » ; « Dans

une guerre coloniale, nous n'hésitons pas : nous sommes toujours aux côtés du peuple colonisé et des forces qui mènent effectivement la résistance. (...) Nous nous opposons à Israël en tant qu'État colonial ». « Antiraciste » et « anticolonialiste » déclarée, Houria Bouteldja a caractérisé elle-même le PIR comme un parti « anti-impérialiste et antisioniste ».

En 2016, dans son pamphlet intitulé *Les Blancs, les Juifs et nous*, publié par une maison d'édition spécialisée dans l'antisionisme radical et la littérature décoloniale-indigéniste¹⁴⁵, l'antisioniste Bouteldja se dévoile : « Quant à nous, l'antisionisme est notre terre d'asile. Sous son haut patronage, nous résistons à l'intégration par l'antisémitisme tout en poursuivant le combat pour la libération des damnés de la terre¹⁴⁶ ». La militante décoloniale s'est enfermée dans un univers fantastique, peuplé d'opprimés de père en fils, de damnées de la terre de mère en fille, d'« indigènes » qui se reproduisent à l'identique, face à des « dominants » impitoyables bénéficiant du « privilège blanc », « sionistes » et représentants de la « République blanche ».

Dénoncer en même temps le « racisme d'État » et le « philosémitisme d'État » en France, tel est l'objectif principal de la conférence prononcée par Houria Bouteldja à la Maison de la Littérature à Oslo, le 3 mars 2015, au cours du colloque « Minorités, nationalisme et États-Nations ». Précisant qu'elle n'appartient pas à la « gauche blanche » et qu'elle

« parle d'un point de vue décolonial », elle présente ses ennemis comme manipulés par les « impérialistes » français au pouvoir : « Les Juifs sont les boucliers, les tirailleurs de la politique impérialiste française et de sa politique islamophobe¹⁴⁷. » Et de préciser l'accusation dans son langage racialiste vaguement intellectualisé : « Parce qu'ils bénéficient aujourd'hui d'une "racialisation positive" d'une part, et que l'amalgame entre Juifs et sionisme est constamment alimenté d'autre part, ils détournent la colère des damnés de la terre sur eux et en même temps protègent l'infrastructure raciale de l'État-Nation. Ils protègent le corps blanc¹⁴⁸ ». D'où la thèse selon laquelle le « philosémitisme d'État » est « une forme subtile et sophistiquée de l'antisémitisme de l'État-Nation¹⁴⁹ ». Dans son pamphlet racialiste *Les Blancs, les Juifs et nous*, l'indigéniste pose cette question rhétorique : « Le philosémitisme n'est-il pas le dernier refuge de l'humanisme blanc¹⁵⁰ ? » Pour la porte-parole du PIR, la France serait donc une société dans laquelle régnerait

un « racisme structurel », « systémique » ou « institutionnel¹⁵¹ », ainsi qu'un « racisme d'État » dont le cœur serait une « islamophobie d'État ».

L'activiste décoloniale dénonce et combat des monstres qui n'existent que dans son imagination. Mais cette France « sionisée » et « islamophobe » qu'elle prétend vouloir détruire est aussi, en attendant le Grand Soir islamo-gauchiste, ce pays d'accueil dans lequel existe un Institut du monde arabe grâce auquel cette « musulmane fondamentale » touche régulièrement son salaire. La subversion subventionnée est un fait social paradoxal qui attend d'être étudié d'une façon comparative. Quoi qu'il en soit, il est difficile de ne pas interpréter cet ensemble d'énoncés comme les composantes d'une nouvelle version de la vision d'une « France juive » ou « enjuivée » transformée en « France sioniste » ou « sionisée », d'une France dominée par les Juifs ou les « sionistes ».

139. Voir Jean-François Bayart, *Les Études postcoloniales. Un carnaval académique*, Paris, Karthala, 2010 ; Christian Godin (coord.), « Le postcolonialisme : une stratégie intellectuelle et politique », *Cités*, n° 72, 2017, pp. 3-157.

140. Sur le PIR comme illustration de la convergence islamо-gauchiste, voir Pierre-André Taguieff, *L'Islamisme et nous*, op. cit., pp. 143-163.

141. Houria Bouteldja, « Mohamed Merah et moi » (31 mars 2012), 6 avril 2012, <http://indigenes-republique.fr/mohamed-merah-et-moi/> ; repris in Houria Bouteldja & Sadri Khiari, *Nous sommes les Indigènes de la République*, Paris, Éditions Amsterdam, 2012, pp. 311-312.

- 142.** Tariq Ramadan, « Les enseignements de Toulouse », 22 mars 2012, Sur cette transformation de l'assassin Merah en victime de la société française « raciste » qui l'a exclu, voir Pierre-André Taguieff, *Court Traité de complotologie*, Paris, Fayard/Mille et une nuits, 2013, pp. 178-189 ; *id.*, *Une France antijuive ?, op. cit.*, pp. 179-185.
- 143.** Houria Bouteldja, propos tenus au cours de l'émission « Ce soir (ou jamais !) », face à Alain Finkielkraut ; <https://www.youtube.com/watch?v=18FRdjqcjf0> Voir Pierre-André Taguieff, *L'Islamisme et nous*, *op. cit.*, p. 154.
- 144.** Houria Bouteldja & Sadri Khiari, *Nous sommes les Indigènes de la République*, *op. cit.*, pp. 187-188.
- 145.** Fondateur en 1998 de La Fabrique éditions, l'ancien militant communiste Éric Hazan, né en 1936 d'une mère palestinienne, s'est transformé en militant propalestinien professionnel, publant principalement des ouvrages de propagande antisioniste.
- 146.** Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous. Vers une politique de l'amour révolutionnaire*, Paris, La Fabrique éditions, 2016, pp. 66-67.
- 147.** Houria Bouteldja, « Racisme(s) et philosémitisme d'Etat ou comment politiser l'antiracisme en France ? », 11 mars 2015, <http://indigenes-republique.fr/racisme-s-et-philosemitisme-detat-comment-politiser-lantiracisme-en-france-3/>
- 148.** *Ibid.*
- 149.** *Ibid.*
- 150.** Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous*, *op. cit.*, p. 18.
- 151.** Emprunts terminologiques à la rhétorique du vieil antiracisme américain d'extrême gauche, tel qu'il s'est constitué à la fin des années 1960 et au cours des années 1970. Voir Pierre-André Taguieff, « Néo-racisme », in P.-A. Taguieff (dir.), *Dictionnaire historique et critique du racisme*, *op. cit.*, pp. 1247-1251.

Les « gilets jaunes » et le « complot sioniste mondial »

Partons d'un résultat de l'enquête réalisée par l'Ifop en décembre 2018, déjà évoquée, dans laquelle, parmi les théories du complot abordées – 21% des répondants se montrant très perméables aux théories du complot –, figure celle du « complot sioniste mondial ». Nous apprenons que 44% des personnes se définissant comme « gilets jaunes » y adhèrent contre 22% pour l'ensemble des Français¹⁵². Comment interpréter cette donnée ? Rappelons tout d'abord que « sionisme » est devenu pour beaucoup l'un des nouveaux noms du diable et que l'épithète « sioniste » fonctionne comme une insulte. Mais aussi que, pour ses ennemis déclarés, « le sionisme » échappe à l'histoire, et joue le rôle d'un mythe répulsif. Comme « capitalisme », « mondialisme », « racisme » ou « fascisme », « sionisme » évoque confusément le Mal pour nombre de nos contemporains. Mais aussi, et inséparablement, une puissance illégitime, voire la plus illégitime des puissances illégitimes.

Il faut distinguer plusieurs types de configurations antijuives, en France comme ailleurs. La judéophobie qui tue en France est celle des jihadistes. C'est le véritable phénomène nouveau dans l'histoire des mobilisations antijuives en France. Ni au moment de l'affaire Dreyfus, ni dans les années trente, en dépit des slogans du type « Mort aux Juifs ! », des Juifs n'ont

été tués parce que juifs. Il faut être clair sur la question car le « politiquement correct » continue de régner et conduit à éviter de caractériser ceux qui assassinent des Juifs en France depuis une quinzaine d'années. Rappelons que 12 personnes ont été assassinées en France parce que juives : de Sébastien Sellam en 2003 à Mireille Knoll en 2018. Ce chiffre s'élève à 16 si l'on compte les victimes du jihadiste franco-algérien Mehdi Nemmouche au Musée juif de Bruxelles (24 mai 2014). Certains commentateurs se contentent de déclarer : « Le poison antisémite, de nouveau, en France, a tué » ou bien : « On tue des Juifs en France ». Mais qui donc les tue ? Des néo-nazis ? des nationalistes maurrassiens ? des catholiques intégristes ? des néo-païens ? Non, des fanatiques qui se prétendent d'excellents musulmans, comme Mohamed Merah ou Amedy Coulibaly. Jihadistes déclarés ou non, ces musulmans fanatiques revendiquent leurs meurtres en criant « Allahou akbar ! ». Mais, en dépit des faits, nombre de regards supposés éclairés se détournent. Regarder ailleurs, notamment en direction de l'extrême droite, est le geste rituel. Ou bien l'on s'emploie à diluer la judéophobie dans « la haine », « l'ignorance » ou « la barbarie », voire « le racisme », ce qui revient à nier la spécificité des menaces et des violences antijuives. Dès qu'il s'agit de l'islam, et même de l'islamisme, l'intimidation opère et l'autocensure intervient.

Cette judéophobie grossièrement « théo-

logisée » et meurrière propre aux mouvances jihado-salafistes interfère peu avec la judéophobie d'opinion faiblement idéologisée des milieux populaires de la « France périphérique », car elles n'ont pas la même provenance et n'obéissent pas à la même logique. Elle est également distincte de l'antisémitisme politique français, nationaliste, catholique et d'esprit contre-révolutionnaire, qui a pris figure à la fin du XIX^e siècle et dont on trouve encore les traces dans certains secteurs de la population et dans des groupuscules qui ressemblent à des sectes. Dans les pays de vieille culture antijuive, les révoltes contre les élites réveillent souvent des associations sloganisées : pouvoir-argent-Juifs ou État-finance-Rothschild. D'où la réapparition des dénonciations virulentes des oligarchies financières ou de la ploutocratie, censées être dominées ou symbolisées par les Juifs. Des slogans comme « Macron enjuivé », « Macron président des Juifs » ou « Macron pute à Juifs » témoignent de la permanence de ces amalgames polémiques, dus à des minorités actives infiltrées dans les rangs des « gilets jaunes ». Ainsi formulés, ils portent la marque de l'extrême droite ou de la mouvance indigéniste-soralienne – Zineb El Rhazoui, ex-journaliste de *Charlie Hebdo*, a aussi été traitée de « pute à Juifs » –, mais on trouve dans certaines mouvances de l'extrême gauche des versions « antisionistes » des mêmes représentations, à côté de la classique criminalisation des « riches », exprimant cet anticapitalisme des imbéciles qui prend souvent les couleurs de la judéophobie.

Cette dernière emprunte désormais son langage à la propagande « antisioniste », qui dispose de puissants relais dans les médias, le monde universitaire et certains milieux politiques.

Début février 2019, on pouvait lire cette inscription sur la façade d'une banque parisienne aux vitres brisées au cours d'une manifestation des « gilets jaunes » : « Talmudistes, rendez-nous nos euros ! ». Ce graffiti condense deux stéréotypes antijuifs bien connu : celui du « Juif talmudiste » et celui du « Juif usurier ». Les Juifs sont ainsi accusés, d'une part, de suivre les préceptes « secrets » du Talmud afin de dominer le monde, et, d'autre part, d'être des spéculateurs et des spoliateurs. Dans le code culturel du vieil antisémitisme, cela donnait la figure du Juif « parasite social » et celle du Juif « prédateur ». Comme « sioniste », le mot « talmudiste » est une manière codée, à vrai dire transparente, de dire « juif ». La haine visant les journalistes et les parlementaires était non moins présente dans les défilés que la haine des banquiers. Une vidéo montre un « gilet jaune » lançant à un journaliste le 26 janvier 2019 près de la place de la Bastille : « Enculé ! Tu travailles pour les Juifs ! ». Comme l'antiparlementarisme et l'anticapitalisme complotiste (la « haute finance » dirige tout), la haine des journalistes se colore parfois de judéophobie.

Ces thèmes d'accusation sont aujourd'hui largement diffusés sur Internet par des sites spécialisés, comme

celui d'Alain Soral – complotiste et antisioniste¹⁵³ –, et circulent sur les réseaux sociaux. Ce double processus d'imprégnation de l'opinion et d'endoctrinement par polarisation de groupe permet d'expliquer en partie la multiplication des petits actes antijuifs anonymes qui s'accompagnent, à quelques rares exceptions près, d'une impunité ayant des effets incitatifs. On ne peut que constater dans certaines zones péri-urbaines une banalisation de la judéophobie : insultes, intimidations, menaces, agressions physiques, tags, etc. font désormais partie du paysage social ordinaire. En France, les Juifs ont des raisons de se sentir menacés. Et, comme dans certaines nations voisines (la Grande-Bretagne, notamment), ils ont de bonnes raisons de vouloir quitter le pays.

Le samedi 16 février 2019, sur le boulevard du Montparnasse, alors qu'il rentrait chez lui, Alain Finkielkraut a été reconnu et violemment insulté par un groupe de « gilets jaunes » qui défilaient : « Dégage [ou : barre-toi], sale sioniste de merde ! », « Grosse merde ! », « Bâtard ! », « Sale race », « La France elle est à nous ! Elle est à nous la France ! » – phrase répétée par un « barbu » particulièrement agressif porteur d'un keffieh palestinien et d'obédience salafiste, Benjamin Weller (dit « Slim » ou « Souleyman »), qui ajoute : « Espèce de raciste ! Espèce de haineux ! T'es un haineux ! Tu vas mourir ! Tu vas aller en enfer ! Dieu il va te punir ! Le peuple il va te punir et le Créateur il va te punir ! Gosse merde !

Espèce de sioniste ! » –, « Palestine ! Palestine ! », « Il est venu exprès pour nous provoquer ! ». Et aussi : « Rentre à Tel Aviv ! à Tel Aviv ! » et « Nous sommes le peuple ! ». Le message est clair : le « sioniste » Finkielkraut n'a pas sa place en France. Il y a « les sionistes » et « le peuple ». Dans l'opposition entre « nous » et « les autres », les « sionistes » (entendez les Juifs) font partie des « autres », dont ils sont la composante la plus rejetée. Il est clair que l'expression « sale sioniste » constitue une injure antisémite, qui équivaut à « sale Juif » – selon certains observateurs l'insulte « sale Juif » ! » aurait été lancée contre l'académicien, précédant celle qui, le 17 février 2019, visera Ingrid Levavasseur : « Enlève ton gilet jaune, sale juive ! »¹⁵⁴. On soulignera le fait que lancer au « sioniste » Finkielkraut l'injure « Sale race ! », injure raciste s'il en est, est en parfaite contradiction avec l'invective de style antiraciste « Sale raciste, barre-toi ! Dégage ! ». Banalisation de l'antiracisme raciste ou du racisme antiraciste. Mais le langage de la propagande haineuse se moque des contradictions. Remarquons au passage que le paradoxe est sorti du champ de la préciosité littéraire – décoloniale ou postcoloniale – pour s'inscrire dans le parler ordinaire. Le langage de l'époque est oxymorique.

À entendre ces imprécateurs portant des gilets jaunes et les brandissant comme un drapeau, les Juifs ne font pas partie du « peuple ». Il s'ensuit que Finkielkraut n'est pas français, ou du moins pas

un « vrai » Français. Voilà qui rappelle le slogan scandé le 26 janvier 2014 au cours du rassemblement organisé à Paris par le collectif « Jour de colère », où les identitaires et les soraliens donnaient le ton : « Juif, casse-toi, la France n'est pas à toi ! » Cette monopolisation polémique de « la France » est désormais commune aux milieux identitaires et à certains milieux islamistes. Le 16 février 2019, le membre particulièrement excité de la bande des insulteurs, « Slim », lance cette menace à l'intellectuel isolé : « Le peuple il va te punir ». C'est là promettre au « sioniste » qu'il sera condamné par le tribunal du « peuple ». Protégé par un « gilet jaune » (un seul !), l'écrivain a pu être exfiltré par les CRS présents sur les lieux. La vidéo de la séquence montre des insulteurs aux visages grimaçant de haine, une haine qu'il faut bien reconnaître comme antijuive. Un pogrom verbal, ce jour-là, a eu lieu.

Il faut cependant se garder des analogies historiques abusives et trompeuses. La France contemporaine n'est pas celle de Vichy. L'antisémitisme d'État, en France, est heureusement chose du passé. Confinée aux marges de l'espace politique, la judéophobie y est avant tout sociale et culturelle. Et elle se heurte à un fort rejet dans la majorité de la population. Depuis longtemps, je souligne le fait que, s'il y a des antijuifs en France, la société française n'est pas ou n'est plus antijuive. Disons qu'il y a une France antijuive dans la France contemporaine et qu'elle se confond avec la contre-société qui

s'est établie au cours des trois dernières décennies dans plusieurs territoires péri-urbains, sur la base d'une commune référence à une culture islamique populaire dont la transmission implique trop souvent celle de l'hostilité envers les Juifs. C'est ce qui explique que, ces dix dernières années, 80% environ des Juifs qui habitaient la Seine-Saint-Denis (le fameux « 93 »), ne supportant plus les menaces, les injures et les agressions, ont été contraints de quitter le département¹⁵⁵. Comme l'a maintes fois souligné l'historien Georges Bensoussan, ce sont ces milieux juifs populaires installés dans les banlieues et composés de Juifs observants qui, depuis l'année 2000, début de la dernière vague antijuive, sont les premières victimes de cette judéophobie sociale et culturelle, entretenue et intensifiée par les islamistes de toutes obédiences ainsi que par la propagande propalestinienne et « antisioniste » des mouvances islamo-gauchistes (je pense notamment au Parti des Indigènes de la République) ou de la machine Soral-Dieudonné. La thématique islamo-gauchiste et « décoloniale » est centrée sur la représentation des « sionistes » comme nouveaux « occupants ». Dans une interview publiée par l'hebdomadaire néo-fasciste *Rivarol* le 11 mars 2011, Dieudonné résumait ainsi sa vision du monde :

« Les grands vainqueurs de la dernière guerre mondiale ce sont les sionistes. On a eu pendant la guerre l'occupation allemande ; aujourd'hui, c'est l'occupation

sioniste. Non seulement la guerre n'est pas terminée, mais elle se durcit car l'occupant est pire que les précédents ».

Les « sionistes » ainsi diabolisés sont censés « occuper » la France, les États-Unis et la Palestine, « terre d'islam ». Cette islamisation des sentiments antijuifs est ce qui distingue fondamentalement la vague antijuive récente des flambées populaires de judéophobie qu'on a pu observer au XIX^e siècle à partir de la Commune de Paris, marquée par l'activisme antijuif, anticlérical et antimacron de certaines mouvances révolutionnaires, blanquistes et néo-hébertistes, à la fois conspirateurs et complotistes, sur la base d'un rejet des représentants élus perçus comme étrangers au peuple de Paris. La colère, la haine et le ressentiment étaient les passions dominantes chez les insurgés, décrits par Maxime du Camp comme une « multitude indisciplinée, raisonnable », qui s'adonna notamment à des actes de vandalisme entre deux fièvres utopistes. Gustave Tridon, le disciple préféré de Blanqui, est l'auteur d'un ouvrage antisémite devenu célèbre, *Du molochisme juif* (1884) publié 13 ans après sa mort (1871)¹⁵⁶. Mais l'indéniable composante antijuive de cette insurrection qui dura un peu plus de deux mois (18 mars-28 mai 1871), avant d'être durement réprimée, ne fait pas d'elle une mobilisation antisémite.

De la même façon, s'il y a des antijuifs parmi les « gilets jaunes », ce mouvement protestataire n'est pas globalement orienté par la haine des Juifs. Mais, dans leurs

rangs, on observe les effets cumulés de l'imprégnation complotiste et de la banalisation de la rhétorique « antisioniste », qui s'ajoute aux infiltrations du mouvement par les salafistes et les Frères musulmans. Comme l'a justement fait remarquer Alain Jakubowicz le 19 février 2019, tous les « gilets jaunes » ne sont pas antisémites, mais tous les antisémites sont devenus des « gilets jaunes ». Or, à leur égard, ces derniers se sont montrés, le plus souvent, soit indifférents, soit complaisants. Il y a bien sûr de notables exceptions. « Racistes touchez pas nos amis juifs » : c'est ce qu'on pouvait lire sur une pancarte, lors d'un rassemblement de « gilets jaunes » contre l'antisémitisme à Paris, le 18 février 2019. Mais les expressions d'un « antisionisme » plus que douteux restent fortes dans le mouvement. C'est là ce qui est préoccupant : dans les groupes en effervescence, les freins moraux se relâchent.

Dans l'enquête réalisée par l'Ifop en décembre 2018, on apprend que 20% des « gilets jaunes » se disent « tout à fait d'accord » avec l'affirmation complotiste et « antisioniste », contre 5,6% de leurs sympathisants et 3,1% du reste des personnes interrogées. Cette adhésion à la thèse qu'existe un « complot sioniste à l'échelle mondiale » s'est traduite de diverses manières dans l'espace public. C'est ainsi qu'une banderole clairement complotiste et antijuive comportant le message « Macron = Drahi = Attali = Banques = Media = Sion » a été affichée de manière éphémère, le 18 décembre 2018, sur un rond-point situé près d'une sortie de l'au-

toroute A89, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Lyon.

Connu pour avoir exigé publiquement la démission du président Macron en novembre 2018, le « gilet jaune » Maxime Nicolle (31 ans), alias Fly Rider, figure bretonne du mouvement, esprit primaire mais tchatcheur intarissable et content de lui, a commencé par déclarer, dans une vidéo postée sur Facebook le 21 février 2019, que les « gilets jaunes » étaient victimes d'une « tentative de faire passer le mouvement pour un mouvement antijuif » : « Alors là, c'est la panique à bord (...). C'est vraiment pas évident qu'à chaque fois qu'il y a quelque chose qui dérange le gouvernement, on foute l'antisémitisme sur la table (...) ». On reconnaît le lieu commun : dénoncer l'antisémitisme témoignerait d'une entreprise d'instrumentalisation des indignations et de manipulation des esprits. Puis cet ancien sympathisant de Marine Le Pen, coutumier des coups de gueule « antisystème » et complotistes, a précisé sa pensée sur « le sionisme » :

« C'est le sionisme qui est raciste, pas l'antisionisme, évidemment. (...)
 C'est raciste, c'est même pire que ça, parce que quand on s'y intéresse, c'est vraiment dégueulasse. Allez pas sur Wikipédia parce que c'est très neutre, hein (...) Allez vraiment voir ce qui s'passe là-d'ssus, c'est un truc à gerber. Et quand on sait que le gouvernement le couvre, eh ben, putain, la vache, ça fait flipper quand même, hein. (...) C'est l'État qui dit qu'on

peut être raciste, mais pas avec n'importe qui. On peut être raciste envers les roux, par exemple, ou avec une certaine catégorie de personnes à partir du moment où c'est dit par une idéologie sioniste. (...) Détournement d'attention total¹⁵⁷ ».

Jérôme Rodrigues, l'un des principaux « leaders » du mouvement des « gilets jaunes », qui a perdu un œil après avoir été touché par une balle en caoutchouc tirée par la police le 26 janvier 2019, a déclaré à *Maariv* que son mouvement n'était pas antisémite¹⁵⁸. Interviewé après l'agression contre Alain Finkielkraut (16 février 2019), ce héros-martyr des « gilets jaunes » a précisé qu'il n'avait pas participé à une manifestation contre l'antisémitisme parce qu'il était « occupé à visiter les points de contrôle de son mouvement dans diverses régions du pays ». Il a ajouté cependant que, s'il avait le temps, il préférerait participer à une manifestation organisée par une « organisation antisioniste qui soutient le boycott d'Israël ». L'aveu est clair, après la dénégation maladroite : Rodrigues rejoint Nicolle dans la diabolisation d'Israël et du sionisme.

Il faut souligner enfin le fait que, dans les marges de la mobilisation des « gilets jaunes », on trouve des traces de judéophobie et non pas de racisme en général, visant les Noirs ou les Maghrébins, par exemple, ou globalement les immigrés d'origine extra-européenne. On n'y trouve pas non plus des traces d'hostilité envers l'islam et les musulmans. Ni « l'islamisa-

tion de la France » ni la menace islamiste ne se traduisent par des slogans repris par les « gilets jaunes ». Le thème d'un « complot islamiste mondial » n'est pas non plus repérable. Indice que, dans l'imaginaire des manifestants, l'ennemi principal est bien le pouvoir incarné par Emmanuel Macron, dont l'apparence comme la personnalité supposée sont devenues objets d'une haine « dégagiste » (« Macron démission !). Macron est rejeté comme étranger au vrai « peuple » français, et réduit à un « pantin » ou à une « marionnette » de la haute finance ou du « mondialisme ». Mais la figure du président Macron est d'autant plus répulsive pour certains qu'elle incarnerait la collusion de l'État républicain avec les Juifs. Dans les divers milieux antijuifs, en France,

ainsi que chez les propalestiniens professionnels de gauche et d'extrême gauche et chez les islamistes (salafistes et Frères musulmans)¹⁵⁹, on ne lui a pas pardonné la déclaration qu'il a faite lors de la commémoration du 75^e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv, le 16 juillet 2017 : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme¹⁶⁰ ». C'est là une question sur laquelle il faudra revenir, car elle semble vouer à se poser souvent dans un proche avenir. L'« antisionisme » et le complotisme constituent les deux positions idéologiques principales, et les plus populaires, qui conduisent à la nouvelle judéophobie. On les retrouve chez les islamistes, qu'ils soient jihadistes ou non.

-
- 152.** Voir Rudy Reichstadt, « Enquête complotisme 2019 : les grands enseignements », 6 février 2019, <https://jean-jaures.org/nos-productions/enquete-complotisme-2019-les-grands-enseignements> ; Jérôme Fourquet, « Enquête complotisme 2019 : focus sur le mouvement des gilets jaunes », 11 février 2019, <https://jean-jaures.org/nos-productions/enquete-complotisme-2019-focus-sur-le-mouvement-des-gilets-jaunes>. Voir aussi Gérald Bronner, Florian Cafiero & Laurent Cordonnier, « Les "gilets jaunes" au risque du complotisme », 14 février 2019, <https://theconversation.com/les-gilets-jaunes-au-risque-du-complotisme-111644>
- 153.** Sur les activistes Alain Soral et Dieudonné, qui font commerce des thèmes complotistes, négationnistes et antisionistes, voir Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., pp. 425-437 ; id., *Une France antijuive ?*, op. cit., pp. 101-138 ; id., *Judéophobie, la dernière vague*, op. cit., pp. 149-151, 183-184, 210-211.
- 154.** 18 février 2019, <https://fr.timesofisrael.com/ingrid-levavasseur-cible-dinsultes-sexistes-et-antisemites/>
- 155.** Pierre-André Taguieff, *Une France antijuive ?*, op. cit., pp. 21-60 ; id., *Judéophobie, la dernière vague*, op. cit., pp. 29-48.
- 156.** Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., pp. 112-116 ; id., *Criminaliser les Juifs*, op. cit., pp. 187-192,
- 157.** Maxime Nicolle, Live spécial : « L'Élysée en panique », Facebook, 21 février 2019, <https://www.facebook.com/maxime.nicolle/videos/10218383565717820/>

158. Gideon Kouts, in *Maariv*, 24 février 2019, www.jpost.com/Diaspora/Antisemitism/Yellow-Vest-leader-I-would-participate-in-an-Anti-Zionist-protest-581591

159. Côté néo-stalinien, voir par exemple le pamphlet de l'ancien permanent du PCF Dominique Vidal, reconverti dans l'activisme antisioniste : *Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron*, Montreuil, Éditions Libertalia, 2018 ; 2^e éd. augmentée, 2019. Quant aux « oummanistes » indignés, ils ont trouvé un porte-plume en un certain Jacques-Marie Bourget, « *Macron, un été meurtrier* », 31 août 2017, <https://oumma.com/macron-ete-meurtre/> On apprend sur le même site que ce journaliste militant a été « très grièvement blessé » à Ramallah « par une balle israélienne ».

160. <https://www.youtube.com/watch?v=eXHIX782T8Q>

DÉSÉCULARISATION DE LA JUDÉOPHOBIE À L'ÂGE DE L'ANTISIONISME

Vu de haut, le phénomène le plus frappant concernant l'hostilité idéologisée envers les Juifs peut être brièvement caractérisé comme suit : alors que, de la fin des années 1870 au milieu du XX^e siècle, la judéophobie militante a épousé les présupposés de la sécularisation, et donné dans le racisme scientiste en rompant avec l'antijudaïsme religieux d'origine chrétienne – dont elle a hérité cependant la vision satanisante de l'ennemi –, elle est entrée ensuite, et de plus en plus manifestement, dans le vaste et imprévu contre-mouvement de désécularisation¹⁶¹, retrouvant une base religieuse dans l'islam, ou plus exactement dans un islam de combat qu'on peut caractériser comme un islam politique, qui se nourrit de ressentiment et d'une volonté de revanche – contre les Juifs et les « croisés » – ainsi que d'un désir de conquête du monde.

Fortement imprégnée de complotisme, la judéophobie islamiste est désormais la matrice de la judéophobie mondialisée, qui, à sa manière, participe au réenchantement négatif du monde. La fin du religieux n'a pas eu lieu. Ce constat ne fait que confirmer que la marche de l'Histoire n'obéit à aucune loi d'évolution. Les accidents et les « miracles » en un sens non théologique, c'est-à-dire les

événements hautement imprévisibles, font partie de l'histoire. L'idée d'un progrès linéaire, irréversible et nécessaire est la grande chimère des Modernes. Il n'y a pas d'évolution fléchée qui obéirait à un sens de l'Histoire. Nous savons désormais que des rationalisations théologico-religieuses de la haine des Juifs peuvent succéder à des rationalisations se réclamant de la science, ce qui bouleverse la vision d'une évolution linéaire par stades successifs.

C'est en ce sens qu'on peut affirmer avec prudence que la page de l'antisémitisme *stricto sensu* semble tournée, du moins, jusqu'à nouvel ordre, car un tel phénomène est susceptible de se répéter à travers ses métamorphoses et ce, d'une façon imprévisible. Mais l'on peut soutenir raisonnablement la thèse qu'en dépit de ses quelques vestiges dans les marges de l'espace politique (néo-nazis, suprémacistes de toutes couleurs¹⁶², etc.), la judéophobie racialisée et « scientifique » nommée « antisémitisme », fondée sur l'idée de la lutte entre « Sémites » et « Aryens », est chose du passé. Par un paradoxe historique qui reste à analyser, l'islamisation des passions antijuives est entrée en interaction avec l'instrumentalisation de l'antiracisme par les nouveaux milieux judéophobes, qu'on rencontre

principalement à l'extrême gauche, où la diabolisation d'Israël et du « sionisme » s'est fixée¹⁶³. Ce sont ces interactions et ces convergences observables, voire ces connivences, qui m'ont conduit, dès le début des années 2000, à forger l'expression « islamo-gauchisme¹⁶⁴ ».

Considérant le jumelage de l'antisionisme radical et de la rediabolisation des Juifs sous des formes savantes ou sophistiquées – par exemple chez le philosophe Alain Badiou¹⁶⁵ –, ainsi que l'acceptabilité croissante des thèmes judéophobes ainsi véhiculés, Élisabeth de Fontenay souligne, en 2011, qu'il ne s'agit plus, comme dans les années 1970, des activités de propagande de minorités gauchistes :

« Ce n'est pas juste un air du temps, c'est devenu une *doxa*, invivable pour la plupart des Juifs, car se distille, chez les moins soupçonnables, la pensée venimeuse que l'État juif ne devrait pas exister ou qu'il aurait dû ne pas être là où il est, que le judaïsme est une religion de violence et que les Juifs de victimes sont devenus des bourreaux¹⁶⁶ ».

C'est ainsi que s'est opérée la nazification des Juifs, qui constitue l'un des piliers de la nouvelle vulgate antijuive.

Après certains courants dits d'ultra-gauche¹⁶⁷, ce sont les milieux islamistes qui ont intégré dans leur gnose an-

tisioniste la thématique négationniste¹⁶⁸, permettant de dénoncer les Juifs comme les plus grands imposteurs de l'Histoire, en ce qu'ils auraient forgé la « fable » de leur extermination par les nazis. La dénonciation du peuple qui aurait commis « le plus grand mensonge de l'Histoire », le « mensonge d'Auschwitz », réactive les vieilles accusations lancées par Schopenhauer, et reprises par Hitler, contre « le Juif » présenté comme le « grand maître en fait de mensonge¹⁶⁹ ». La représentation d'un groupe humain voué au mensonge et à la manipulation, et le seul à l'être, s'inscrit dans la figure répulsive de l'intrus dangereux, ce peuple en trop.

Dans un texte intitulé « Être juif », Maurice Blanchot, après avoir noté que « l'antisémite, aux prises avec l'infini, se voue à un mouvement de refus sans limite », décrit ainsi ce mouvement d'élimination de l'intrus absolu – ce peuple qui ne devrait pas être –, qui aboutit au négationnisme :

« Exclure les Juifs, non, vraiment, cela ne suffit pas ; les exterminer, cela n'est pas assez : il faudrait aussi les retrancher de l'histoire, les retirer des livres par où ils nous parlent, effacer enfin cette présence qu'est, avant et après tout livre, la parole inscrite et par laquelle l'homme, du plus loin, là où manque tout horizon, s'est déjà tourné vers l'homme : en un mot supprimer “autrui”¹⁷⁰ ».

- 161.** Voir Peter L. Berger, « La désécularisation du monde : un point de vue global », in *Le Réenchantement du monde* [1999], tr. fr. et présentation par Jean-Luc Pouthier, Paris, Bayard, 2001, pp. 13-36.
- 162.** Pierre-André Taguieff, « *Race* : un mot de trop ? *Science, politique et morale*, Paris, CNRS Éditions, 2018, pp. 158-184.
- 163.** Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, op. cit. ; id., *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit. ; Elhanan Yakira, *Post-sionisme, post-Shoah. Trois essais sur une négation, une délégitimation et une diabolisation d'Israël*, Paris, PUF, 2010 ; David Hirsh, *Contemporary Left Antisemitism* [2017], Abingdon (UK) & New York, Routledge, 2018.
- 164.** Voir Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., pp. 414-424 ; id., *Judéophobie, la dernière vague*, op. cit., pp. 49-85.
- 165.** Voir Alain Badiou, *Circonstances. 3. Portées du mot « juif »*, Paris, Éditions Lignes & Manifestes, 2005 ; Alain Badiou & Éric Hazan, *L'Antisémitisme partout. Aujourd'hui en France*, Paris, La Fabrique éditions, 2011.
- 166.** Élisabeth de Fontenay, *Actes de naissance. Entretiens avec Stéphane Bou*, Paris, Le Seuil, 2011, p. 31.
- 167.** Pierre-André Taguieff, *Judéophobie, la dernière vague*, op. cit., pp. 131-151.
- 168.** Pierre-André Taguieff, *L'Imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne*, op. cit., pp. 169-178.
- 169.** Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Munich, Fr. Eher Nachf., t. I, 1925, p. 323 ; Christian Hartmann, Thomas Vordermayer, Othmar Plöckinger & Roman Töppel (Hrsg.), *Hitler, Mein Kampf. Eine kritische Edition*, op. cit. (2016), t. I, p. 793.
- 170.** Maurice Blanchot, « Être juif », in *L'Entretien infini*, Paris, Gallimard, 1999, p. 190.

CONCLUSION

Rien ne nous assure que la judéophobie jihadisée ne soit qu'une parenthèse historique, une sorte d'*« état d'exception »* par définition provisoire. Et rien n'est plus aveuglant et endormant que de croire qu'il n'y a là que de déplorables survivances d'un passé dépassé, face auxquelles on se déclare aussi surpris qu'indigné. La thèse de la survivance persistante et inquiétante des « vieilles superstitions » est aussi populaire que la thèse de l'antisémitisme comme « virus » idéologique supposé indestructible ou maladie sociale hautement contagieuse. On connaît le refrain progressiste, exprimant une historiodicée devenue vulgate : « Comment un tel fanatisme meurtrier est-il encore possible, en ce début du XXI^e siècle, à l'époque de la mondialisation triomphante ? ».

La thèse des survivances rassure, mais elle ne saurait convaincre ceux qui ne se satisfont pas d'arguments opiacés. L'historicisme optimiste fonctionne comme un remède à la portée de tous, qui consiste à évacuer le tragique de l'Histoire, en postulant l'existence d'une marche triomphale du genre humain vers la perfection finale. Il suffit dès lors d'embarquer sur le vaisseau du Progrès universel pour échapper aux peurs conjoncturelles

comme à l'angoisse fondamentale. Quoi de plus séduisant et quoi de plus trompeur ? Peut-être faut-il avoir à l'esprit, une nouvelle fois, ce célèbre passage du court texte de Walter Benjamin intitulé « Sur le concept d'histoire », écrit à Paris en fin 1939-début 1940 :

« La tradition des opprimés nous enseigne que l'*“état d'exception”* dans lequel nous vivons est la règle. (...) Il n'est *aucunement* philosophique de s'étonner que soient “encore” possibles au XX^e siècle les événements que nous vivons. Pareil étonnement n'a pas de place au début d'un savoir, à moins que ce savoir soit de reconnaître comme intenable la conception de l'Histoire d'où naît une telle surprise¹⁷¹ ».

Dans la modernité tardive, les rêves d'une fin de l'Histoire, alimentés par la croyance naïve que l'humanité, entrée dans l'âge d'or annoncée par les prophètes du Progrès depuis la fin du XVIII^e siècle, aurait réalisé ses fins dernières (paix, justice, bonheur, etc.) ou, étant enfin sur la bonne voie, serait en passe de les réaliser, empêchent les humains de voir ce qu'ils voient en les abreuvant de chimères qui les intoxiquent. Parmi ces chimères

toxiques, il y a la thèse fallacieuse selon laquelle la judéophobie est en voie de disparition et qu'il n'y aurait plus, en conséquence, qu'à balayer les derniers vestiges de ce phénomène pathologique appartenant au passé. Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, des « antiracistes » patentés se sont ralliés à cette vision rassurante, qui ne les engageait qu'à dénoncer les « résurgences » d'un mal en voie de disparition. Un mal qui ne pouvait revenir que d'un seul et même camp : celui de l'extrême droite. Illustrant le biais de confirmation d'hypothèse, la rumeur réconfortante s'est répandue : « Ce n'est plus possible aujourd'hui ». La marche de l'antisémitisme vers sa fin serait irrésistible et irréversible. L'illusion d'une heureuse irréversibilité du processus final a joué le rôle de la bonne nouvelle tant attendue. Il fallait sauver l'espoir.

Cette illusion a été intériorisée par la plupart des responsables et des intellectuels juifs, à l'exception des sionistes. Comme le rappelait Simon Epstein en 1984¹⁷², Bernard Lecache croyait pouvoir affir-

mer en 1932 : « Les Français se souviennent de l'Affaire Dreyfus. Un second antisémitisme serait par eux balayé¹⁷³ ». Et en 1978, un éditorial du *Bulletin de l'Agence Télégraphique Juive* se concluait sur le même ton optimiste : « Les générations d'après-guerre sont éberluées par ce qui a été fait par certains de leurs aînés (...). L'antisémitisme n'a plus d'avenir en France¹⁷⁴ ». Mais l'imprévisible s'est manifesté bruyamment depuis les dernières années du XX^e siècle, avec la grande vague de l'islamisme radical globalisé.

L'irruption sur la scène internationale de la judéophobie à visage jihadiste-salafiste, mais au champ d'influence infiniment plus large¹⁷⁵ – en raison de la séduction paradoxale ou de la pression qu'elle exerce dans différents milieux –, devrait nous contraindre à rompre avec cette vision à la fois aveuglante et rassurante issue de l'optimisme historique des Modernes. Du présent, surtout lorsqu'il contredit nos convictions et nos attentes, il est toujours dangereux de faire table rase.

171. Walter Benjamin, « Thèses sur la philosophie de l'histoire », in *Œuvres II. Poésie et Révolution*, tr. fr. Maurice de Gandillac, Paris, Denoël, 1971, p. 281 (thèse VIII).

172. Simon Epstein, *L'Antisémitisme français aujourd'hui et demain*, Paris, Belfond, 1984, p. 239.

173. Bernard Lecache, dans *Le Droit de Vivre*, avril 1932.

174. *Bulletin de l'ATJ*, 22 novembre 1978.

175. Günther Jikeli, « L'antisémitisme en milieux et pays musulmans : débats et travaux autour d'un processus complexe », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 62 (2-3), 2015, pp. 89-114.

NOTES DU LECTEUR

Gérard Fellous

La Laïcité française :
 l'attachement du judaïsme

N°28 > mars 2014
 • 40 pages

Nathalie Szerman

Le Printemps arabe à l'épreuve
 de l'antisémitisme : y a-t-il un avant
 et un après ?

N°29 > mai 2014
 • 36 pages

Jacques Tarnéro

Antisémitisme / Antisionisme
 Mots, masques, sens, stratégie,
 acteurs, histoire

N°30 > juin 2014
 • 48 pages

Sandrine Szwarc

Intellectuels juifs et chrétiens en
 dialogue

N°31 > octobre 2014
 • 32 pages

Gérard Fellous

L'État Islamique (DAECH),
 cancer d'un monde arabo-
 musulman en recomposition

N°32 > novembre 2014
 • 52 pages

Michaël de Saint-Cheron

Le Messianisme comme réponse à
 l'antisémitisme

N°33 > décembre 2014
 • 40 pages

Valérie Igoumet

Le négationnisme : histoire d'une
 idéologie antisémite (1945 - 2014)

N°34 > février 2015
 • 32 pages

Maxime Perez

L'opération « Bordure protectrice » à
 Gaza : Journal d'une guerre de
 100 jours

N°35 > mai 2015
 • 44 pages

Anne Quinchon-Caudal

Vers une Internationale blonde
 Le racisme supra-national en
 Europe et aux États-Unis dans la
 première moitié du XX^e siècle

N°36 > juillet 2015
 • 40 pages

Pierre-André Taguieff

La vague complotiste
 contemporaine : un défi majeur

N°37 > septembre 2015
 • 40 pages

Johann Chapoutot

Le « Droit » nazi, une arme contre
 les Juifs

N°38 > octobre 2015
 • 52 pages

Valérie Igoumet & Stéphane

Wahnich

FN : une duperie politique

N°39 > novembre 2015
 • 56 pages

Jacques Tarnéro

Migrations contemporaines du récit
 sur le «signe juif»
 Entre fascination, admiration,
 comdation. Une question
 irrecevable

N°40 > mars 2016
 • 56 pages

Sandrine Szwarc

La culture (juive)
 a-t-elle un avenir en France ?

N°41 > juin 2016
 • 64 pages

Eric Keslasy

Comprendre
 la guerre des mémoires

N°42 > octobre 2016
 • 46 pages

Jean-Philippe Moinet

L'identité nationale,
 c'est la république !
 Les cinq piliers républicains
 qui font le socle, à consolider,
 de l'identité française.

N°43 > janvier 2017
 • 48 pages

Nathalie Szerman

Retour sur les principes guerriers
 fondamentaux du Hamas et leur
 transmission par le biais de la
 chaîne télévisée Al-Aqsa

N°44 > mars 2017
 • 44 pages

Michaël de Saint-Cheron

Le dialogue de malraux avec le
 peuple juif, « parrain de l'Europe »

N°45 > juillet 2017
 • 44 pages

Salomon Malka et Victor Malka

« L'exemption marocaine ? »

N°46 > octobre 2017
 • 52 pages

Anne Le Diberder

À la conquête de la modernité
 les peintres juifs à Paris

N°47 > janvier 2018
 • 40 pages

Annick Duraffour

et Pierre-André Taguieff

Céline contre les juifs ou l'école de la
 haine

N°48 > mars 2018
 • 60 pages

Georges-Elia Sarfati

Les nouveaux défis
 de la République Française :
 Sur quelques enjeux du discours du
 Président Emmanuel Macron lors de la
 Commémoration de la Rafle du
 Vél d'Hiv (17 Juillet 2017).

N°49 > juillet 2018
 • 36 pages

Johann Chapoutot

Le sang et la science
 L'organisation ahnenerbe
 (« héritage des ancêtres »),
 les «germans» et les juifs (1935-1945)

N°50 > Novembre 2018
 • 40 pages

Anastasio Karababas

Sur les traces des juifs
 de grèce

N°51 > décembre 2018
 • 52 pages

Laurent Joly

Vichy, les nazis et
 La persécution des juifs

N°52 > février 2019
 • 58 pages

Iannis Roder

La fin d'une illusion
 pour une approche renouvelée
 de l'enseignement de l'histoire de la
 shoah

N°53 > mars 2019
 • 36 pages

Marc Knobel

40 Ans d'histoire
 d'une propagande de haine
 et d'antisémitisme

N°54 > juin 2019
 • 84 pages

Sandrine Szwarc

La naissance de l'intellectuel
 juif d'expression française

N°55 > Septembre 2019
 • 48 pages

Élise Petit

Des usages destructeurs de la musique

Dans le système concentrationnaire nazi

N°56 > Novembre 2019
 • 40 pages

Michaël Iancu

Les juifs des terres d'Oc

N°57 > Janvier 2020

• 56 pages

LES ÉTUDES DU CRIF

Imprimé en Février 2020 / ISSN 1762-360 X

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Marc Knobel

COMITÉ ÉDITORIAL

Jean-Pierre Allali

Yonathan Arfi

Georges Bensoussan

Yves Chevalier

Roger Cukierman

Patrick Desbois

Robert Ejnes

Antoine Guggenheim

Mireille Hadas-Lebel

Francis Kalifat

Serge Klarsfeld

Joël Kotek

Éric Marty

Jean-Philippe Moinet

Richard Prasquier

Dominique Reynié

Michaël de Saint-Chéron

Georges-Elia Sarfati

Pierre-André Taguieff

Jacques Tarnéro

Yves Ternon

CONCEPTION & ICONOGRAPHIE

Yellowweb

CONSEILLER JURIDIQUE

Maître Pascal Markowicz

COORDINATION

Yoar Level

CORRECTRICE

Myriam Ruszniewski

IMPRESSION

FG Print

EN PARTENARIAT AVEC

Le Collège des Bernardins

Fondation pour l'Innovation Politique - Fondapol

Le Cercle de la Licra - Réfléchir les droits de l'Homme

La Revue Civique

«Vidal Sassoon International Center for the Study of
Antisemitism» de l'Université hébraïque de Jérusalem

ET AVEC LE SOUTIEN DE

• *La Fondation pour la Mémoire de la Shoah*

Crif

Conseil représentatif
des institutions juives de France

POUR TOUTE CORRESPONDANCE

39 rue Broca 75005 Paris

tél : 01 42 17 11 11

site web : www.crif.org

email : infocrif@crif.org

Février 2020

Prix : 10 €